

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



Ministère du Budget

**LOI DE FINANCES N°21/029 DU 31 DECEMBRE
2021 POUR L'EXERCICE 2022**

VOLUME I

RECETTES

- I. EXPOSE DES MOTIFS
- II. ANNEXES A LA LOI DE FINANCES 2022/RECETTES
- III. CANEVAS DES RECETTES
- IV. ANNEXE DES RECETTES DU SECTEUR MINIER
- V. DEPENSES FISCALES

Kinshasa Décembre 2021

I

EXPOSE DES MOTIFS

II

ANNEXES A LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



**LOI DE FINANCES N°21/029
DU 31 DECEMBRE 2021 POUR
L'EXERCICE 2022**

EXPOSE DES MOTIFS

La Loi de finances pour l'exercice 2022 s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement, adopté en avril 2021 par l'Assemblée nationale, qui couvre les trois dernières années de la mandature.

Ce Programme, en phase avec le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) adopté par le Gouvernement en décembre 2019, vise à construire un Etat fort, prospère et solidaire. Il est articulé autour de 62 axes regroupés en 15 piliers présentés à travers 4 grands secteurs d'activités, à savoir : (i) Secteur politique, justice, défense et sécurité, (ii) Secteur économique et financier, (iii) Secteur reconstruction et (iv) Secteur social et culturel.

Il détermine non seulement le contenu des actions, mesures et stratégies arrêtées par le Gouvernement, mais donne aussi une indication de leurs coûts et de leurs sources de financement, ainsi que les contraintes et défis majeurs à relever pour atteindre les objectifs de la Nation. Il résume les principaux engagements pris par le Président de la République, Chef de l'Etat, devant la Nation, dont la mise en œuvre se poursuivra au cours de deux prochaines années du quinquennat.

Pour l'exercice 2022, un accent particulier est mis sur les actions ci-après du programme du Gouvernement. Il s'agit notamment de la poursuite de la gratuité de l'enseignement de base, de la couverture santé universelle (action 207), du recensement et de l'identification de la population (action 32), de la préparation des opérations électorales (action 35), de la protection du pouvoir d'achat de la population, de l'instauration de la gestion axée sur les résultats par le moyen du budget programme (action 45), du rajeunissement et de la modernisation de l'Administration publique, de la poursuite de la réforme sur la fiscalité par la restauration d'un impôt global sur le revenu des capitaux des personnes (action 100) et de la protection du pouvoir d'achat de la population par la réduction du taux de la TVA sur les denrées de première nécessité, par l'allocation des crédits au projet du programme au développement local, pour les 145 (cent quarante-cinq) territoires.

Par ailleurs, la maîtrise de la pandémie à Covid-19 devrait impacter positivement l'activité économique mondiale en 2022, avec des effets non



négligeables sur l'économie congolaise, dans un environnement d'amélioration des cours de matières premières, de bonne tenue des produits miniers et de bonne coordination des politiques monétaire et budgétaire.

Ainsi, le Gouvernement entend intensifier la lutte contre la corruption et le coulage des recettes, tout en promouvant la culture fiscale, en vue de renflouer les caisses de l'Etat et financer la mise en œuvre des politiques publiques déclinées dans son Programme d'actions.



La Loi de finances pour l'exercice 2022 repose sur les principaux indicateurs et agrégats macroéconomiques suivants :

- Taux de croissance du PIB : **5,6%** ;
- Déflateur du PIB : **7,4** ;
- Taux d'inflation moyen : **6,2%** ;
- Taux d'inflation fin période : **6,3%** ;
- Taux de change moyen : **2.085,83 FC/USD** ;
- Taux de change fin période : **2.130,07 FC/USD** ;
- Pression fiscale : **12,3%** ;
- PIB réel : **12.842,95 milliards de FC** ;
- PIB nominal : **119.540,82 milliards de FC**.

Le Budget du Pouvoir Central de l'exercice 2022 est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à hauteur de **22.253,0 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **52,2%** par rapport à la Loi de finances de l'exercice 2021 chiffrée à **14.620,5 milliards de FC**.

1. RECETTES

Les recettes de l'ordre de **22.253,0 milliards de FC** sont constituées des recettes du Budget général de **20.408,3 milliards de FC**, des recettes des Budgets annexes de **409,9 milliards de FC** et des recettes des Comptes spéciaux de **1.434,7 milliards de FC**.

Les recettes du Budget général comprennent les recettes internes de l'ordre de **14.755,9 milliards de FC** et les recettes extérieures projetées à **5.652,4 milliards de FC**, représentant respectivement **72,3%** et **27,7%** du Budget général.

Les recettes internes accusent un accroissement de **53,3%** par rapport à la Loi de finances de l'exercice 2021 arrêtées à **9.626,5 milliards de FC**. Elles sont constituées des recettes courantes d'un import de **14.755,9 milliards de FC**.

Les recettes courantes ont enregistré un accroissement de **57,4%** par rapport à la Loi de finances de l'exercice 2021 situées à **9.374,5 milliards de FC**. Elles sont réparties de la manière suivante :



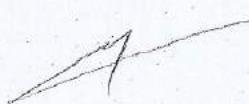
- Recettes des douanes et accises : **4.565,9 milliards de FC** contre **2.606,7 milliards de FC** retenus dans la Loi de finances de l'exercice 2021, soit un taux d'accroissement de **75,2%**. Ces recettes comprennent les grandes natures ci-après :
 - Impôts généraux sur les biens et services (TVA à l'importation) : **2.016,2 milliards de FC** (**44,2%** des recettes de douanes et accises) ;
 - Droits d'accises : **1.156,7 milliards de FC** (**25,3%** des recettes de douanes et accises) ;
 - Droits de douanes et autres droits à l'importation : **1.196,3 milliards de FC** (**26,2%** des recettes de douanes et accises) ;
 - Taxes à l'exportation : **15,7 milliards de FC** (**0,34%** des recettes de douanes et accises) ;
 - Amendes et pénalités : **181,0 milliards de FC** (**3,9%** des recettes de douanes et accises).
- Recettes des impôts : **7.130,9 milliards de FC** contre **4.752,4 milliards de FC** retenus dans la Loi de finances de 2021, soit un taux d'accroissement de **50,1%**.

Ces recettes sont constituées :

- **des impôts sur les rémunérations** : **1.921,3 milliards de FC** (**26,9%** des recettes des impôts) ;
 - **de l'impôt sur les bénéfices et profits et de l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers** : **2.982,4 milliards de FC** (**41,8%** des recettes des impôts) ;
 - **de la taxe sur la valeur ajoutée** : **2.160,1 milliards de FC** (**30,3%** des recettes des impôts) ;
 - **des autres recettes** : **67,2 milliards de FC** (**0,9%** des recettes des impôts).
- Recettes non fiscales : **2.664,1 milliards de FC** contre **1.697,2 milliards de FC** de la Loi de finances de l'exercice 2021, soit un taux d'accroissement de **57,0%**.

Par grande nature, ces recettes sont ventilées de la manière suivante :

- **recettes administratives** : **1.016,2 milliards de FC** (**38,1%** des recettes non fiscales) ;



- recettes judiciaires : 153,1 milliards de FC (5,7% des recettes non fiscales) ;
 - recettes domaniales : 1.452,4 milliards de FC (54,5% des recettes non fiscales) ;
 - recettes de participations : 42,4 milliards de FC (1,6% des recettes non fiscales).
- Recettes des pétroliers producteurs : 394,9 milliards de FC, soit un taux d'accroissement de 24,1%, par rapport à leur niveau de l'exercice 2021 de 318,2 milliards de FC. Ces recettes prennent en compte une production journalière de 21.893 barils pour les deux groupes (on shore et off-shore), une décote de 3 USD, un prix moyen du baril de 63 USD après décote et des frais du terminal de 2,50 USD le baril.

Les recettes extérieures se chiffrent à 5.652,4 milliards de FC et enregistrent un taux d'accroissement de 43,9% par rapport à leur niveau de l'exercice 2021 évalué à 3.928,7 milliards de FC. Ces recettes se rapportent :

- aux appuis budgétaires de 2.878,1 milliards de FC qui enregistrent un taux d'accroissement de 126,3% par rapport à leur niveau de l'exercice 2021 de 1.271,7 milliards de FC. Ces recettes comprennent 688,9 milliards de FC d'emprunt programme, 624,8 milliards de FC de dons budgétaires et 1.564,4 milliards de FC d'allocation DTS du FMI ;
- au financement des investissements d'un montant de 2.774,3 milliards de FC, soit un taux d'accroissement de 4,4% par rapport à la Loi de finances de l'exercice 2021 pour un montant se chiffrant à 2.656,9 milliards de FC. Ces recettes comprennent 1.759,0 milliards de FC de dons projets et 1.015,3 milliards de FC d'emprunts projets.

Les recettes des Budgets annexes, évaluées à 409,9 milliards de FC enregistrent un taux d'accroissement de 13,0% par rapport à leur niveau de l'exercice 2021 de 362,8 milliards de FC. Elles sont constituées des actes génératrices des recettes des établissements publics d'enseignement supérieur et universitaire ainsi que de ceux des hôpitaux généraux de référence répertoriés à ce jour.

Les recettes des Comptes spéciaux, évaluées à 1.434,7 milliards de FC enregistrent un taux d'accroissement de 104,2% par rapport à leur niveau de l'exercice 2021 chiffré à 702,6 milliards de FC. Elles se rapportent aux opérations des comptes d'affectation spéciale répertoriés à ce jour.



2. DEPENSES

Les dépenses projetées pour l'exercice 2022 se chiffrent à **22.253,0 milliards de FC** contre **14.620,5 milliards de FC** de la Loi de finances de l'exercice 2021, soit un taux d'accroissement de **52,2%**. Elles sont réparties en Budget général, Budgets annexes et Comptes spéciaux, en équilibre avec les recettes correspondantes.

Les dépenses du Budget général sont ventilées, selon leur nature économique, de la manière suivante :

- **Dette publique en capital** : **955,8 milliards de FC** contre **645,0 milliards de FC** représentant **4,7%** des dépenses du Budget général et un taux d'accroissement de **48,2%** par rapport à son niveau de 2021. Ce montant servira au remboursement de la dette intérieure et du principal de la dette extérieure ;
- **Frais financiers** : **261,4 milliards de FC**, représentant **1,3%** des dépenses du Budget général et une régression de **3,1%** par rapport à leur niveau de 2021 chiffré à **269,7 milliards de FC**. Ils sont destinés essentiellement au paiement des intérêts sur la dette extérieure et de la créance titrisée de la Banque Centrale du Congo ;
- **Dépenses de personnel** : évaluées à **6.313,8 milliards de FC**, elles représentent **30,9%** du Budget général, soit un accroissement de **19,3%** par rapport à leur niveau de 2021 de **5.294,6 milliards de FC**. Le Gouvernement entend asseoir une politique salariale axée sur la rationalisation des rémunérations, afin d'améliorer les conditions sociales des agents et fonctionnaires de l'Etat ;
- **Biens et matériels** : **321,5 milliards de FC**, soit **1,6%** des dépenses du Budget général, avec un accroissement de **41,4%** par rapport à leur niveau de 2021 situé à **227,4 milliards de FC**. Ces dépenses se rapportent au fonctionnement courant des services, y compris celui des écoles et bureaux gestionnaires dans le cadre de la gratuité de l'enseignement de base ;
- **Dépenses de prestations** : **790,9 milliards de FC**, soit **3,9%** des dépenses du Budget général, avec un accroissement de **41,9%** par rapport à leur niveau de 2021 situé à **557,3 milliards de FC**. Elles se rapportent aux charges liées au fonctionnement courant des services ;



- **Transferts et interventions de l'Etat** : **4.510,5 milliards de FC**, soit **22,1%** des dépenses du Budget général et un accroissement de **97,0%** par rapport à leur niveau de 2021 de l'ordre de **2.289,9 milliards de FC**. Ces dépenses comprennent notamment les interventions de l'Etat en faveur de certains services et permettront d'assurer le fonctionnement des Provinces, des Administrations financières et de l'Inspection Générale des Finances. Elles renferment également la quote-part patronale pour la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Agents Publics de l'Etat ;
- **Equipements** : **3.818,9 milliards de FC**, soit **18,7%** des dépenses du Budget général et un accroissement de **25,1%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2021 évalué à **3.052,0 milliards de FC** ;
- **Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et d'édifice, acquisition immobilière** : **3.435,4 milliards de FC**, soit **16,8%** des dépenses du Budget général et un accroissement de **181,7%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2021 chiffré à **1.219,3 milliards de FC**.

Telle est l'économie générale de la présente Loi.



République Démocratique du Congo



CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

*Directeur de Cabinet
N/Réf.:*

Kinshasa, le

**LOI DE FINANCES N°21/029 DU 31 DECEMBRE 2021 POUR L'EXERCICE
2022**

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté ;

Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE : DES DISPOSITIONS GENERALES

TITRE I : DU CONTENU DE LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2022

Article 1

La présente Loi contient les dispositions relatives aux recettes et aux dépenses du Pouvoir central de l'exercice 2022.

Elle fixe globalement la part des recettes à caractère national allouées aux provinces, conformément à la Constitution et à la Loi relative aux Finances Publiques.

Article 2

Le Budget du Pouvoir Central de l'exercice 2022 et les opérations de trésorerie y rattachées sont régis conformément aux dispositions de la présente Loi.

Article 3

Conformément à l'article 7 de la Loi relative aux finances publiques, le montant intégral des produits est enregistré sans contraction entre les recettes et les dépenses et, par conséquent, entre les dettes et les créances. A ce titre, la compensation des recettes, y compris celle effectuée moyennant l'établissement des échéanciers de paiement, est strictement prohibée.

Article 4

Conformément à l'article 9 alinéa 2 de la Loi relative aux finances publiques, il ne peut être établi d'exemption ou d'allégement fiscal qu'en vertu de la Loi. Les exonérations d'impôt, droit, taxe ou redevance accordées par le Ministre des Finances doivent se conformer aux Lois en vigueur. Toute exonération dérogatoire, quelle que soit sa nature, en faveur d'une personne physique ou morale, est strictement prohibée.

TITRE II : DE LA CONFIGURATION DU BUDGET DU POUVOIR CENTRAL

Article 5

Le Budget du Pouvoir central de l'exercice 2022 est constitué du Budget général, des Budgets annexes et des Comptes spéciaux fixés et répartis conformément aux documents et états annexés à la présente Loi.

Il est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à **22.253.009.394.270 FC** (*Vingt-deux mille deux cent cinquante-trois milliards neuf millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille deux cent soixante-dix Francs Congolais*), tel que réparti à l'annexe **I**.

DEUXIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX RECETTES DU BUDGET GENERAL

TITRE I : DE LA CONFIGURATION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL

Article 6

Les recettes du Budget général de l'exercice 2022 sont arrêtées à **20.408.330.686.833 FC** (Vingt mille quatre cent huit milliards trois cent trente millions six cent quatre-vingt-six mille huit cent trente-trois Francs Congolais). Elles sont réparties conformément à l'état figurant à l'annexe **II**.

Article 7

La part des recettes à caractère national allouées aux Provinces s'élève à **4.071.249.077.675 FC** (Quatre mille soixante-onze milliards deux cent quarante-neuf millions soixante-dix-sept mille six cent soixantequinze Francs congolais), conformément à l'annexe **XI**

Article 8

Les ressources de la Caisse nationale de péréquation pour l'exercice 2022 sont estimées à **508.906.134.709 FC** (Cinq cent-huit milliards neuf cent six millions cent trente-quatre mille sept cent neuf Francs congolais), conformément à l'annexe **XII**.

Ce montant servira au financement des projets et programmes d'investissements publics en vue d'assurer la solidarité nationale et de corriger le déséquilibre de développement, d'une part, entre les Provinces et, d'autre part, entre les Entités Territoriales Décentralisées.

Un montant de **508.906.134.709 FC** (Cinq cent-huit milliards neuf cent six millions cent trente-quatre mille sept cent neuf Francs congolais) tiré de l'enveloppe initiale de l'ordre de **1.017.812.269.419 FC** (Mille dix-sept milliards huit cent douze millions deux cent soixante-neuf mille quatre cent dix-neuf Francs congolais) prévue au titre de fonds de péréquation est directement allouée au financement des projets spécifiques des Provinces.

TITRE II : DES MESURES FISCALES CHAPITRE I : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES DES DOUANES ET ACCISES

Article 9

Les mesures fiscales à caractère douanier reprises dans les articles 9, 10, 11 et 12 de la Loi de Finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021, telle que rectifiée à ce jour, sont mutatis mutandis, d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures relatives aux droits de douane reprises dans la présente Loi modifient et complètent l'Ordonnance-loi n° 10/002 du 10 août 2010 portant Code des douanes, l'Ordonnance-loi n°011/012 du 21 septembre 2012 instituant un nouveau tarif des droits et taxes à l'importation ainsi que l'Ordonnance-loi n°012/012 du 21 septembre 2012 instituant un nouveau tarif des droits et taxes à l'exportation.

Les mesures relatives aux droits d'accises reprises dans la présente Loi modifient et complètent les dispositions de l'Ordonnance-loi n° 18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises.

Article 10

L'article 28 de l'Ordonnance-loi n°18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises est modifié et complété comme suit :

« Article 28 : Les taux des droits d'accises applicables aux marchandises et services visés à l'article 3 de l'Ordonnance-loi n° 18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises sont déterminés conformément à l'annexe XVII de la présente Loi. »

Article 11

Les articles 138, 326, 327, 367 et 372 de l'Ordonnance-loi n° 10/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes sont modifiés et complétés comme suit : « Article 138, point 1 :

c) que les droits et taxes ainsi que les pénalités éventuelles aient été payés ou garantis. »

« Article 326 :

Le receveur du bureau de douane est autorisé à retenir la marchandise aussi longtemps que n'ont pas été intégralement payés ou garantis :

- a. les droits et taxes y afférents ;

b. les amendes et les sommes tenant lieu de confiscation ;

c. toute somme quelconque due par le débiteur au Trésor public. »

« Article 327 :

La dette douanière s'éteint par :

a. le paiement du montant des droits et taxes ;

b. la remise du montant des droits et taxes ;

c. la destruction de la marchandise dûment constatée par la douane avant qu'il en soit donné mainlevée ;

d. la confiscation de la marchandise ;

e. le retrait de la déclaration de marchandises lorsque le régime auquel la marchandise est déclarée comporte l'obligation de payer les droits et taxes ;

f. la vente aux enchères publiques de la marchandise constituée d'office en dépôt de douane ;

g. la prescription ;

h. le transfert de propriété, par la transaction, à la douane, de la marchandise litigieuse préventivement retenue ou des objets saisis visés à l'article 358 du présent Code. »

« Article 367 :

Pour le recouvrement des droits et taxes, des sommes tenant lieu de confiscation et des amendes, il est accordé au Trésor public un privilège sur toutes les marchandises se trouvant dans les installations douanières ou dans tous les autres endroits sous la surveillance ou le contrôle de la douane, qu'elles y soient déposées au nom du débiteur ou qu'elles lui appartiennent. Ce privilège prime sur tous les autres priviléges. »

« Article 372 :

Sauf dispositions contraires du présent Code, les règles de compétence et de procédure applicables en matière d'infractions douanières sont celles prévues par la Loi organique portant organisation, fonctionnement et compétences des juridictions de l'ordre judiciaire. »

Article 12

Il est inséré à l'Ordonnance-loi n°10/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes un article 399 bis et un article 400 bis libellés comme suit :

« Article 399 bis :

1. Sont vendus par la Douane dans les conditions fixées par arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions :
 - a. les objets confisqués, lorsque le jugement de confiscation est devenu irrévocable ou, en cas de jugement par défaut, lorsque l'exécution provisoire a été ordonnée par le jugement de confiscation ;
 - b. la marchandise litigieuse préventivement retenue ou les objets saisis visés à l'article 358 du présent Code et dont la propriété est transférée, par la transaction, à la Douane.
2. La Douane peut demander, sur simple requête, au Président du Tribunal de paix statuant en matière répressive la confiscation des objets saisis sur les inconnus ou sur les individus qui n'ont pas fait l'objet des poursuites en raison de peu d'importance de la fraude.
3. Il est statué sur la requête visée au point 2 ci-dessus par une seule ordonnance même si la requête concerne plusieurs saisies faites séparément.
4. Les objets ainsi confisqués ne sont vendus que deux mois après l'affichage de cette ordonnance tant à la porte du bureau de douane qu'à celle dudit tribunal. »

« Article 400 bis :

Les sommes tenant lieu de confiscation et de produits de la vente aussi bien des objets dont la propriété est transférée à la Douane que des objets confisqués sont affectées à concurrence de :

1. 40% au profit du Trésor public ;
2. . 60% à l'Administration douanière à raison de :
 - a. 50% pour l'équipement de la douane, le renforcement des moyens de contrôle, de recherche et de répression de la fraude ;
 - b. 50% pour la rétribution des personnes ayant participé à la découverte, à la constatation et à la répression de l'infraction douanière. »

CHAPITRE II : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES DES IMPOTS

Article 13

Les mesures fiscales reprises aux articles 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29 de la Loi de Finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021, telle que rectifiée à ce jour, sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures relatives aux recettes des impôts reprises dans la présente Loi modifient et complètent ipso facto les dispositions correspondantes de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts céduulaires sur les revenus, de la Loi n° 006/03 du 13 mars 2003 fixant les modalités de calcul et de perception des acomptes de l'impôt sur les bénéfices et profits, de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée et de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales.

Article 14

Il est ajouté à l'article 15 de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée un point 21 libellé comme suit :

« Article 15 :

21. les livraisons de Fuel Oil Marché Intérieur. »

Article 15

L'article 35 de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié et complété comme suit :

« Article 35 :

- Les taux de la taxe sur la valeur ajoutée sont les suivants : - taux normal : 16% applicable à toutes les opérations imposables à l'exclusion des opérations soumises au taux réduit ou au taux zéro
- taux réduit : 8% applicable aux produits ci-après :

N°	POSITION TARIFIARE	DESIGNATION
1.	0303.55.00	Chinchards congelés
2.	0305.61.00	Poissons salés (harengs)
3.	0305.62.00	Poissons salés (morues)
4.	0305.63.00	Poissons salés (anchois)
5.	0305.64.00	Poissons salés (tilapias)
6.	0303.69.00	Autres poissons salés
7.	02.01	Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches ou réfrigérées
8.	02.02	Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées
9.	02.03	Viandes des animaux de l'espèce porcine, fraîches, réfrigérées ou congelées
10.	02.07	Viandes et abats comestibles des volailles, frais ou réfrigérés ou congelés
11.	1006.20.00	Riz décortiqué (riz cargo ou riz brun)
12.	1701.14.00	Autres sucre de canne
13.	1901.90.90	Autres laits en poudre (préparation des produits du n° 04.01 à 04.04)
14.	2201.90.10	Eaux conditionnées pour la table
15.	2501.00.10	Sel iodé
16.	3401.19.10	Savons à usages de savons ordinaires (de ménage)
17.	3605.00.00	Allumettes

- taux 0%, applicable aux exportations et opérations assimilées. »

Article 16

Il est ajouté à l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée un article 69 bis libellé comme suit :

« Article 69 bis :

Le défaut de souscription d'une déclaration de la taxe sur la valeur ajoutée crééditrice dans le délai est sanctionné par une amende de 1.500.000,00 Francs congolais et par la perte d'une quotité de 10% du montant du crédit. Il est sanctionné par une amende de 500.000,00 Francs congolais pour le cas de déclaration sur la taxe sur la valeur ajoutée d'un montant zéro. »

Article 17

L'article 20 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié comme suit :

« Article 20 :

Les sociétés étrangères redevables de l'impôt mobilier souscrivent une déclaration au plus tard le 30 avril de l'année qui suit celle de la réalisation des revenus. »

Article 18

Il est créé, dans la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, sous le Chapitre II Dispositions particulières du Titre I Obligations déclaratives, un point K intitulé « Déclaration récapitulative annuelle de l'impôt professionnel sur les rémunérations ».

Article 19

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 22 ter libellé comme suit :

« Article 22 ter :

Les personnes physiques rémunérées par un tiers de droit public ou de droit privé, sans être liées par un contrat d'entreprise, sont tenues de souscrire, chacune, au plus tard le 30 mars, une déclaration récapitulative annuelle de l'impôt professionnel sur les rémunérations afférentes aux rémunérations versées par son employeur au courant de l'année précédente. Les modalités pratiques de souscription de la déclaration visée à l'alinéa précédent sont déterminées par arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions. »

Article 20

L'article 24 quater de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 24 quater :

Les sociétés visées à l'article 24 bis ci-dessus peuvent demander par écrit à l'Administration des Impôts de conclure des accords préalables sur la méthode de détermination des prix des transactions intragroupes pour une durée ne dépassant pas quatre exercices.

Les modalités pratiques de conclusion des accords préalables visés à l'alinéa ci-dessus sont fixées par arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions. »

Article 21

L'article 37 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 37 :

L'Administration des Impôts informe, par un avis, le contribuable des résultats du contrôle, même en cas de non-lieu.

L'avis de redressement ou de non-lieu est envoyé, au redevable, sous pli recommandé avec accusé de réception ou remis en mains propres sous bordereau de décharge.

En cas de redressement, le redevable est invité à faire parvenir à l'Administration des Impôts, dans un délai de vingt jours, soit sa confirmation, soit ses observations motivées.

Le défaut de réponse dans le délai visé à l'alinéa précédent vaut acceptation et les suppléments d'impôts et autres droits déjà notifiés sont mis en recouvrement. »

Article 22

L'alinéa 1^{er} de l'article 38 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 38, alinéa 1^{er} :

Lorsque les observations formulées par le redevable dans le délai sont motivées, l'Administration des Impôts peut abandonner tout ou partie des redressements notifiés. Elle en informe, dans un délai de quarante-cinq jours, le redevable dans un avis de confirmation des éléments déclarés ou dans un avis rectificatif, envoyé sous pli recommandé avec accusé de réception ou remis en mains propres sous bordereau de décharge. »

Article 23

L'article 39 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 39 :

Il ne sera procédé à aucun redressement si la cause de celui-ci résulte d'un différend portant sur une interprétation d'une disposition fiscale par le redevable de

bonne foi, lorsque cette interprétation était formellement admise par l'Administration des Impôts à l'époque des faits.

Dans ces conditions, lorsque le redevable a appliqué un texte fiscal selon l'interprétation que l'Administration avait fait connaître par circulaires ministérielles ou instructions de service publiées et qu'elle n'avait pas rapportée à la date des opérations en cause, elle ne peut poursuivre aucun redressement en soutenant une interprétation différente.

La garantie prévue à l'alinéa 1^{er} ci-dessus est également applicable lorsque l'Administration a formellement pris position sur l'appréciation d'une situation de fait au regard d'un texte fiscal. »

Article 24

L'alinéa 1^{er} de l'article 45 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 45, alinéa 1^{er} :

Sauf en cas d'agissements frauduleux, révélés dans le cadre d'une instance sanctionnée par une décision judiciaire ou suite à une enquête destinée à établir la réalité des faits dénoncés, il ne peut être procédé à une nouvelle vérification de comptabilité portant sur un même impôt au titre d'un exercice déjà contrôlé sur place. »

Article 25

L'alinéa 5 de l'article 46 bis de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est supprimé.

Article 26

Il est ajouté, dans la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, sous le Chapitre II Actions en recouvrement du Titre III Recouvrement, un point C intitulé « Quitus fiscal ».

Article 27

Il est inséré à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 82 bis libellé comme suit :

« Article 82 bis :

La conclusion des marchés publics, l'obtention de certains documents administratifs et le bénéfice de certains services, dont la liste sera déterminée par arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions, sont subordonnés à la présentation d'un quitus fiscal délivré par le Receveur des Impôts attestant que le requérant est en règle de paiement des impôts.

Le quitus fiscal doit également être présenté en cas de réquisition par un agent public dûment habilité à cet effet.

Le modèle et les modalités de délivrance du quitus fiscal sont définis par l'arrêté susvisé. »

Article 28

L'article 98 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 98

L'exercice d'une activité soumise à l'impôt sans remplir au préalable la formalité prescrite à l'article 1^{er} de la présente Loi est sanctionné par la fermeture provisoire par l'Agent en mission de recherche ou de recensement revêtu de la qualité d'Officier de Police Judiciaire à compétence restreinte ainsi que par une amende de 1.000.000,00 Francs congolais pour les personnes morales, de 100.000,00 Francs congolais pour les personnes physiques exerçant le commerce ou une profession libérale et de 50.000,00 Francs congolais pour les personnes physiques bénéficiaires de revenus locatifs.

L'amende dont question à l'alinéa précédent est établie et recouvrée lors de la réouverture de l'établissement qui intervient après attribution du Numéro Impôt. »

Article 29

Il est ajouté à l'article 100 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un alinéa 2 libellé comme suit :

« Article 100, alinéa 2 :

Les frais de poursuites visés à l'alinéa ci-dessus sont établis par le service de recouvrement compétent et réclamés, au profit de l'Administration des Impôts, par voie d'Avis de mise en recouvrement. »

Article 30

L'article 105 bis de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 105 bis :

La décision de dégrèvement est prise par le Directeur Général des Impôts pour tout montant excédant 10.000.000.000,00 de Francs congolais.

Cette décision est de la compétence du Directeur des Grandes Entreprises lorsque le montant à dégrever est inférieur ou égal à 10.000.000.000,00 de Francs congolais.

Par contre, cette décision est de la compétence du Directeur Urbain ou Provincial des Impôts, pour les contribuables relevant des Centres des Impôts, lorsque le montant à dégrever se situe entre 100.000.000,00 de Francs congolais et 10.000.000.000,00 de Francs congolais. Elle est de la compétence du Chef de Centre des Impôts lorsque le montant à dégrever est inférieur à 100.000.000,00 de Francs congolais.

Les décisions clôturant l'instruction des réclamations introduites par les contribuables relevant des Centres d'Impôts Synthétiques sont de la compétence du Directeur Urbain ou Provincial des Impôts.

Les montants ci-dessus peuvent être réajustés par voie d'arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions, lorsque les circonstances l'exigent. »

Article 31

Il est créé, dans la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un Titre VI nouveau intitulé comme suit : « Computation des délais ».

Article 32

Il est créé, sous le Titre VI Computation des délais de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un chapitre unique intitulé : « Décompte des délais ».

Article 33

Il est ajouté, sous le chapitre unique « Décompte des délais » du Titre VI « Computation des délais » de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 110 bis libellé comme suit :

« Article 110 bis :

Lorsque la législation fiscale exprime en termes de jours ou de mois, le délai dans lequel doit être établi ou transmis un acte de l'Administration des Impôts ou une réaction, une communication ou une réclamation du contribuable, la date à partir de laquelle ce délai prend cours est le premier jour ouvrable qui suit celui de l'accusé de réception.

Si le dernier jour du délai prescrit par la législation fiscale pour l'exécution d'une obligation ou l'exercice d'un droit est un jour non ouvrable, la date de l'exécution d'une obligation ou l'exercice d'un droit est reportée au premier jour ouvrable qui suit.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, l'Administration des Impôts peut, en matière de déclaration et de paiement des impôts, fixer l'échéance déclarative et de paiement au jour ouvrable précédent la date de l'échéance légale.
»

Article 34

Le Titre VI « Dispositions transitoires et finales » de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales devient le Titre VII.

Article 35

L'article 7 de l'Ordonnance-loi n° 13/006 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur les bénéfices et profits est modifié comme suit :

« Article 7 :

L'impôt sur les bénéfices et profits à charge des Petites Entreprises est payé en deux quotités :

- 60% représentant la 1^{ère} quotité ;
- 40% représentant la 2^{ème} quotité.

La 1^{ère} quotité dont question à l'alinéa précédent est payée à la souscription de la déclaration auto liquidative, au plus tard le 31 janvier de l'année qui suit celle de la réalisation des revenus.

La 2^{ème} quotité est acquittée à l'aide d'un bordereau de versement, au plus tard le 30 avril de la même année.

L'Administration des Impôts fournit le modèle de la déclaration auto liquidative et du bordereau de versement visés ci-dessus. »

Article 36

L'alinéa 1^{er} de l'article 2 de la Loi n° 006/03 du 13 mars 2003 fixant les modalités de calcul et de perception des acomptes de l'impôt sur les bénéfices et profits est modifié et complété comme suit :

« Article 2, alinéa 1^{er} :

Les acomptes provisionnels sont dus par les moyennes et les grandes entreprises. Ils représentent, chacun, 20% :

- de l'impôt déclaré au titre de l'exercice précédent, augmenté des suppléments éventuels établis par l'Administration des Impôts ;
- en cas d'absence de déclaration, de l'impôt reconstitué d'office.

Dans les deux cas, peu importe que ces sommes fassent ou non l'objet de contestation. »

Article 37

L'alinéa 1^{er} de l'article 14 de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus est modifié et complété comme suit :

« Article 14, alinéa 1^{er} :

Les revenus des actions ou des parts y assimilées, visées à l'article 13, comprennent :

1. les dividendes, intérêts, parts d'intérêts ou de fondateur et tous autres profits attribués à quelque titre et sous quelque forme que ce soit ;
2. les remboursements totaux ou partiels du capital social, dans la mesure où ils comprennent des bénéfices, des plus-values ou des réserves incorporées antérieurement au capital social ;
3. les revenus réputés distribués et autres réintégrations se rapportant à :

- des omissions ou dissimulations de recettes ;
- et, de façon générale, à toutes les déductions de charges pouvant se traduire par un enrichissement des associés ou actionnaires.

La base imposable à considérer est égale à la somme de ces réintégrations nettes de l'impôt sur les bénéfices et profits. »

Article 38

L'alinéa 5 de l'article 25 de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus est modifié comme suit :

« Article 25, alinéa 5 :

Pour les sociétés étrangères, la débition est fixée au 30 avril de l'année suivant celle de l'exercice. »

Article 39

L'article 27 de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus est modifié comme suit :

« Article 27 :

Sous réserve des dispositions des conventions internationales, l'impôt professionnel atteint les revenus désignés ci-après, provenant d'activités professionnelles exercées, exploitées ou utilisées en République Démocratique du Congo alors même que le bénéficiaire n'y aurait pas son siège social, son principal

établissement administratif, son domicile ou sa résidence permanente :

1. les bénéfices de toutes entreprises industrielles, commerciales, artisanales, agricoles ou immobilières, y compris les libéralités et avantages quelconques accordés aux associés non-actifs dans les sociétés autres que par actions ;
2. les rémunérations diverses de toutes personnes rétribuées par un tiers, de droit public ou de droit privé, sans être liées par un contrat d'entreprise, celles des associés actifs dans les sociétés autres que par actions ou que l'exploitant d'une entreprise individuelle s'attribue ou attribue aux membres de sa famille pour leur travail, ainsi que les pensions, les rémunérations diverses des administrateurs, gérants, commissaires, liquidateurs de sociétés et de toutes personnes exerçant des fonctions analogues ;

3. les profits, quelle que soit leur dénomination, des professions libérales, charges ou offices ;
4. les profits, quelle qu'en soit la nature, des occupations non visées aux points 1^o) à 3^o) du présent article ;
5. les sommes payées en rémunération des prestations de services de toute nature fournies par des personnes physiques ou morales non établies en République Démocratique du Congo. »

Article 40

L'alinéa 1^{er} de l'article 29 de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus est modifié et complété comme suit :

« Article 29, alinéa 1^{er} :

Les revenus désignés à l'article 27. 1^o) à 4^o) sont imposables sur leur montant net, c'est-à-dire à raison de leur montant brut diminué des seules dépenses professionnelles réunissant les conditions suivantes :

- être faites, pendant la période imposable, en vue d'acquérir et/ou de conserver ces revenus ;
- ne pas avoir été engagées ou supportées uniquement en vue d'une économie de l'impôt professionnel. »

Article 41

Le point 7 de l'article 43 de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus est modifié et complété et, en ce compris l'ajout des points 10 et 11, comme suit :

« Article 43 :

- 7^o) les amortissements des immobilisations servant à l'exercice de la profession ainsi que ceux des immobilisations données en location par une Institution de crédit-bail agréée par la Banque Centrale du Congo, suivant des taux fixés par arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions ;

- 10°) les dépenses engagées à l'occasion d'opérations qui conditionnent l'existence ou le développement de l'entreprise mais dont le montant ne peut être rapporté à des productions de biens et de services déterminées. Ces dépenses figurent à l'actif du bilan au poste « frais d'établissement » ;
- 11°) les frais de recherche appliquée et de développement à la condition de se rapporter à des projets nettement individualisés. »

Article 42

Il est ajouté à l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus un article 43 ter A-1 libellé comme suit :

« Article 43 ter A-1 :

Les frais visés à l'article 43, points 10 et 11 sont amortis selon le système linéaire comme suit :

- 1°) les frais de constitution de la société ou d'établissement sont amortis, au plus tard, dans un délai de trois ans ;
- 2°) les frais de recherche appliquée et de développement sont amortis au plus tard à l'expiration du troisième exercice suivant celui au cours duquel ils ont été engagés. »

Article 43

Les points 3) et 6) de l'article 46 de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus sont modifiés et complétés, en ce compris l'ajout du point 7, comme suit :

« Article 46 :

- 3°) les amendes, y compris les amendes transactionnelles, les confiscations et les pénalités de toute nature, ainsi que les honoraires et frais relatifs aux infractions quelconques relevées à charge du bénéficiaire des revenus ;
- 6°) les provisions constituées en vue de faire face à des pertes, à des charges ou à des dépréciations d'éléments de l'actif, à l'exception des provisions suivantes :
 - provisions pour reconstitution des gisements miniers ;

- provisions obligatoires pour créances constituées par les établissements de crédit et de microfinance conformément à la réglementation bancaire en vigueur et confirmées par les commissaires aux comptes ;
- provisions obligatoires constituées, dans le cadre des engagements réglementés, par des sociétés d'assurance et de réassurance conformément à la réglementation des assurances et confirmées par les commissaires aux comptes ;

7°) la quotité professionnelle des frais ci-après :

- 50 % des frais de communication ;
- 60 % des frais de représentation. »

Article 44

Le point 2°) de l'article 9 de l'Ordonnance-loi n° 89-017 du 18 février 1989 relative à la réévaluation de l'actif immobilisé des entreprises est supprimé.

CHAPITRE III : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES NON FISCALES

Article 45

Les mesures relatives aux recettes non fiscales reprises aux articles 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55 et 56 de la Loi de Finances n°20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021, telle que rectifiée à ce jour, sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures relatives aux recettes non fiscales reprises dans la présente Loi modifient et complètent, ipso facto les dispositions correspondantes de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales telle que modifiée et complétée à ce jour et celles de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central telle que modifiée et complétée à ce jour.

Article 46

Le point (d) de l'article 1er de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit :

« Point d : Astreintes :

Astreinte : est une sanction pécuniaire infligée, après une mise en demeure à :

- toute personne n'ayant pas répondu, dans un délai de vingt jours, à une demande de renseignements, de justifications ou d'éclaircissements et droit de communication lui adressée par l'Administration des Recettes non fiscales ;
- toute personne n'ayant pas déposé, dans le délai légal, les états financiers ou tableaux de synthèse auprès des Administrations compétentes ;
- toute personne n'ayant pas déposé, dans le délai de quinze jours, les procès-verbaux des assemblées générales ordinaires, des conseils d'administration ou le cas échéant, des ordonnances portant prolongation de la tenue des assemblées générales ordinaires ou de paiement des dividendes auprès de l'Administration des recettes non fiscales ;

- toute personne n'ayant pas déposé, dans le délai de quinze jours qui suivent leur octroi, copie des mesures d'exonération bénéficiées en matière des recettes non fiscales ;
- tout titulaire d'un droit minier ou de carrière n'ayant pas communiqué les rapports périodiques obligatoires, dans le délai réglementaire ;
- toute personne n'ayant pas déposé une copie de déclaration des éléments d'assiette, auprès de l'Administration des recettes non fiscales, dans un délai de quarante-huit (48) heures, à compter de la date de dépôt de ladite déclaration au service d'assiette compétent.

Article 47

L'article 3 de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit :

« Article 3 :

La présente Ordonnance-loi vise les procédures d'assiette et de perception des recettes non fiscales du Pouvoir central, les modalités de l'exercice du contrôle, les voies de recours, le droit de communication, ainsi que les dispositions particulières se rapportant à certaines catégories de recettes, notamment les recettes pétrolières et de participations.

Ces procédures sont manuelles ou électroniques. Dans ce dernier cas, un Décret du Premier Ministre, délibéré en Conseil des ministres, en fixe les modalités d'organisation et de fonctionnement. »

Article 48

L'article 11 de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit :

« Article 11 :

Le défaut de déclaration et la déclaration tardive ainsi que les déclarations incomplètes ou fausses faites par l'assujetti donnent lieu à des pénalités d'assiette prévues à l'article 12 ci-dessous. »

Article 49

Il est ajouté à l'article 73 bis de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'alinéa 6 libellé comme suit :

« Article 73 bis :

Il y a double emploi, lorsque, pour le même droit, la même taxe ou redevance, sur la même base et au nom du même redevable, deux obligations ont été établies à des articles différents de la note de perception.»

Article 50

L'article 75 de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 75 :

Sans préjudice des autres formes de contrôle prévues par les lois et règlements en vigueur, les cadres et agents qualifiés de l'Administration des recettes non fiscales, tant au niveau central, provincial qu'urbain, ont le pouvoir de contrôler sur place ou sur pièces, l'exactitude des déclarations faites ou des paiements effectués par les débiteurs des droits, taxes ou redevances encadrés par l'Administration des recettes non fiscales. En cas de contre-vérification, les Inspecteurs de l'Administration des recettes non fiscales sont compétents en la matière.

Ce contrôle ne s'exerce pas concurremment avec le service d'assiette, sauf dans le cas d'une mission mixte à diligenter exclusivement par le Ministre ayant les Finances dans ses attributions.»

Article 51

L'article 81 de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 81 :

Lorsque le contrôle requiert des connaissances techniques particulières, l'Administration des recettes non fiscales peut faire appel aux conseils techniques d'experts agréés ou des établissements et services publics spécialisés.»

Article 52

Les alinéas 1^{er} et 2 de l'article 85 de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales sont modifiés et complétés comme suit :

« Article 85, alinéas ter et 2 :

Les opérations de contrôle sur place ou sur pièce s'achèvent par l'établissement d'une feuille d'observations et/ou d'une note de calcul et se matérialisent par la notification de redressement ou d'absence de redressement.

Les montants retenus à charge de l'assujetti dans la feuille d'observations et/ou dans la note de calcul font l'objet d'un débat contradictoire, sanctionné par un procès-verbal d'accord, de désaccord ou de carence, selon le cas.»

Article 53

L'article 94 de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 94 :

Le Directeur Général, les Directeurs Provinciaux et Urbains ainsi que les Cadres et Agents de l'Administration des recettes non fiscales en mission ou affectés au centre d'ordonnancement, ont le droit d'obtenir communication de toutes informations, pièces ou documents détenus par les personnes physiques et morales ainsi que les organismes énumérés à l'article 95 ci-dessous, afin d'établir les droits dus à l'Etat et d'effectuer le contrôle des opérations de constatation ou des preuves de paiement présentées par les assujettis, sans que l'on puisse leur opposer le secret professionnel.

En cas de non-respect du droit de communication par l'assujetti sollicité, une notification de redressement lui est adressée sur base d'éléments présumés. ».

Article 54

L'Article 98 bis de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 98 bis :

Toute personne morale ou physique qui se retrouve dans l'un des cas prévus au point d de l'article 1^{er} de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales est sanctionnée d'une astreinte égale à l'équivalent en Francs congolais de USD 100 pour une personne morale et de USD 25 pour une personne physique, par jour de retard jusqu'au jour de parfaite exécution de l'obligation.

Sans préjudice des peines prévues par le Code Pénal, la communication des faux renseignements ou documents est sanctionnée par une amende égale à l'équivalent en Francs congolais de USD 5.000 à USD 10.000 pour les personnes morales et USD 500 à USD 1.000 pour les personnes physiques. »

Article 55

Les points 7 et 13 de l'annexe XXI de l'Ordonnance-loi n° 18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour, sont modifiés et complétés comme suit :

Point 7 :

« Taxe sur l'autorisation de production, d'autoproduction, l'importation, d'exportation, de commercialisation, de transport et de stockage de carbure de calcium, des acides, du charbon et de la tourbe. »

Point 13:

« Taxe sur l'autorisation de production, d'autoproduction, d'importation, d'exportation, de commercialisation et de stockage de gaz autre que les hydrocarbures ci-après :

- les gaz comprimés, liquéfiés ou dissous tels que : acétylène, arsine, germane, phosphine, seine, monosylane, séléniure ;

- les gaz naturels : oxygène, ammoniac, anhydride carbonique ou dioxyde de carbone, anhydride sulfureux, hydrogène, azote, carbogène monoxyde de carbone, ozone, biogaz, brome ;
- les gaz rares : hélium, xénon, argon, krypton, néon, radon ;
- les gaz frigorifiques non polluants. »

Les taux de ces taxes sont fixés par arrêté interministériel des Ministres ayant respectivement les Finances et l'Energie ainsi que les ressources hydrauliques dans leurs attributions.

TROISIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX DEPENSES DU BUDGET GENERAL

TITRE I : DE LA CONFIGURATION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Article 56

Les dépenses de l'exercice 2022 sont arrêtées à **20.408.330.686.833 FC** (Vingt mille quatre cent huit milliards trois cent trente millions six cent quatre-vingt-six mille huit cent trente-trois Francs Congolais).

Elles sont constituées des dépenses courantes et des dépenses en capital.

Les dépenses courantes sont composées des titres ci-après :

- **Dette publique en capital** arrêtée à **955.801.562.979 FC** (Neuf cent cinquante-cinq milliards huit cent un millions cinq cent soixante-deux mille neuf cent soixante-dix-neuf Francs congolais).
- **Frais financiers** évalués à **261.435.094.933 FC** (Deux cent soixante et un milliards quatre cent trente-cinq millions quatre-vingt-quatorze mille neuf cent trente-trois Francs congolais).
- **Dépenses de personnel** arrêtées à **6.313.784.267.000 FC** (Six mille trois cent treize milliards sept cent quatre-vingt-quatre millions deux cent soixante-sept mille Francs congolais).
- **Biens et matériels** se chiffrent à **321.488.692.028 FC** (Trois cent vingt et un milliards quatre cent quatre-vingt-huit millions six cent quatre-vingt-douze mille vingt-huit Francs congolais).
- **Dépenses de prestations** se chiffrent à **790.951.697.640 FC** (Sept cent quatre-vingt-dix milliards neuf cent cinquante et un millions six cent quatre-vingt-dix-sept mille six cent quarante Francs congolais).
- **Transferts et interventions de l'Etat** évalués à **4.510.504.456.759 FC** (Quatre mille cinq cent dix milliards cinq cent quatre millions quatre cent cinquante-six mille sept cent cinquante-neuf Francs congolais).

Les dépenses courantes sont réparties conformément aux états figurant aux annexes III, IV, V, VI, VII et VIII. Les dépenses en capital sont essentiellement constituées des titres VII et VIII, réparties de la manière suivante :

- **Equipements** : **3.818.992.948.795 FC** (Trois mille huit cent dix-huit milliards neuf cent quatre-vingt-douze millions neuf cent quarante-huit mille sept cent quatre-vingtquinze Francs Congolais).

- **Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et d'édifice, acquisition immobilière : 3.435.371.966.698 FC** (Trois mille quatre-cent-trente-cinq milliards trois cent soixante-onze millions neuf cent soixante-six mille six cent quatre-vingt-dix-huit Francs Congolais).

La répartition de ces dépenses est indiquée dans les états figurant aux annexes **IX** et **X**.

TITRE II : DES MESURES RELATIVES AUX DEPENSES

Article 57

En vue de préserver l'équilibre du Budget du Pouvoir central de l'exercice 2022, le Ministre ayant les Finances dans ses attributions est autorisé à lever des fonds au titre des bons du trésor, dans le respect des critères de soutenabilité budgétaire fixés à l'article 15 de la Loi relative aux finances publiques.

Article 58

Les dépenses de personnel, relatives aux rémunérations des fonctionnaires et agents de l'Etat, civils et militaires, sont évaluées et exécutées conformément aux barèmes approuvés par le Ministre ayant le Budget dans ses attributions, suivant les équivalences établies pour l'ensemble du pays.

Les rémunérations des secteurs transférés aux Provinces sont comprises dans l'enveloppe des rémunérations reprise dans la présente Loi.

Article 59

Un montant de **510,9 millions de DTS**, soit **1.489.300.000.000 FC** (Mille quatre cent quatre-vingt-neuf milliards trois cent millions de Francs Congolais), est inscrit dans le budget 2022 au titre d'investissements publics sur les fonds d'allocation de Droits de Tirage Spéciaux (DTS). Une première tranche de **300 millions de USD, soit 625.760.000.000 FC** (Six cent vingt-cinq milliards sept cent soixante millions de Francs Congolais), sera décaissée à la demande du Gouvernement avec possibilité de décaissements additionnels suivant la capacité d'absorption de ces fonds dans l'exécution des projets en consultation avec le FMI.

Les projets d'investissements sur financement de l'allocation de DTS concernent les secteurs sociaux et porteurs de croissance notamment (i) Santé Publique, Hygiène et Prévention, (ii) Enseignement Primaire, Secondaire et Technique, (iii)

Infrastructures et Travaux Publics, (iv) Agriculture, (v) Développement Rural, (vi) Ressources Hydrauliques et Electricité, (vii) Transport et Voies de Communication, tels que détaillés et répartis conformément aux états figurant aux annexes XVIII de la présente Loi.

Article 60

Un montant de **362.952.551.965 FC** (Trois cent soixante-deux milliards neuf cent cinquante-deux millions cinq cent cinquante et un mille neuf cent soixante-cinq francs congolais) est inscrit dans le budget 2022 sous la rubrique budgétaire « Investissement PDL de 145 territoires ». Ces investissements tels que détaillés et répartis conformément aux états figurant aux annexes XIX de la présente Loi seront mis en exécution, suivant les modalités à définir par la circulaire portant exécution du Budget 2022. Le cadre institutionnel de pilotage et de mise en œuvre du PDL sera, le cas échéant, définis par Décret du Premier Ministre.

QUATRIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX BUDGETS ANNEXES ET AUX COMPTES SPECIAUX

Article 61

Les recettes des budgets annexes, de même que leurs dépenses, sont évaluées à **409.966.145.608 FC** (Quatre cent neuf milliards neuf cent soixante-six millions cent quarante-cinq mille six cent huit Francs congolais).

Elles sont constituées des recettes issues de différents actes générateurs des recettes des universités et instituts supérieurs ainsi que des hôpitaux généraux de référence répertoriés à ce jour, tels que repris dans l'état figurant à l'annexe XIII de la présente Loi.

Article 62

Les recettes des comptes spéciaux sont arrêtées, en équilibre avec les dépenses correspondantes, à **1.434.712.561.829 FC** (Mille quatre cent trente-quatre milliards sept cent douze millions cinq cent soixante-un mille huit cent vingt-neuf Francs congolais).

Elles concernent les comptes d'affectation spéciale repris à l'état figurant à l'annexe XIV de la présente Loi.

CINQUIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS FINALES

Article 63

La perception des impôts, droits, taxes, redevances et autres revenus du Pouvoir central s'effectue conformément aux textes en vigueur et aux différentes modifications apportées par la présente Loi.

Article 64

En attendant la mise en place des procédures et des modalités d'application des dispositions de la Loi relative aux Finances publiques et du Règlement général sur la comptabilité publique relatives à la fonction d'ordonnateur, le Ministre ayant le Budget dans ses attributions ou son délégué liquide, par un visa préalable, toute dépense engagée et jugée régulière, tandis que le Ministre ayant les Finances dans ses attributions ou son délégué en assure l'ordonnancement.

Article 65

Pour un suivi efficient de l'exécution du Budget et une meilleure appréciation du plan d'engagement et du plan de trésorerie, le Ministre ayant les Finances dans ses attributions transmet journallement au Ministre ayant le Budget dans ses attributions, la situation des encassemens et des décaissements du Compte général et des sous-comités du Trésor public.

Article 66

Les annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XII I, XIV, XV, XVI, WH, XVIII et XIX font partie intégrante de la présente Loi.

Article 67

Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente Loi sont abrogées.

Article 68

La présente Loi entre en vigueur à la date du 1er janvier 2022.

Fait à Kananga, le 31 décembre 2021

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



Suite

ANNEXE I : SYNTHESE DU BUDGET 2022

N°	RECETTES	BUDGET 2021	BUDGET 2022
		Initial (EN FC)	(EN FC)
A	BUDGET GENERAL	13 555 177 070 944	20 408 330 686 833
1	RECETTES INTERNES	9 626 518 327 463	14 755 887 850 062
2	RFCFTTFS EXTRIFURFS	3 928 658 743 481	5 652 442 836 771
B	BUDGETS ANNEXES	362 790 025 104	409 966 145 608
C	COMPTES SPECIAUX	702 557 084 826	1 434 712 561 829
	RECETTES TOTALES	14 620 524 180 874	22 253 009 394 270
N°	DEPENSES	BUDGET 2021	BUDGET 2022
		Initial (EN FC)	(EN FC)
A	BUDGET GENERAL	13 555 177 070 944	20 408 330 686 833
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	645 048 605 813	955 801 562 979
2	FRAIS FINANCIERS	269 665 507 725	261 435 094 933
3	DEPENSES DE PERSONNEL	5 294 555 282 742	6 313 784 267 000
4	BIENS ET MATERIELS	227 375 168 804	321 488 692 028
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	557 264 592 700	790 951 697 640
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	2 289 947 298 106	4 510 504 456 759
7	EQUIPEMENTS	3 052 002 833 336	3 818 992 948 795
8	CONSTRUCTIONS, REFECTIONS, REHABILITATIONS	1 219 317 781 718	3 435 371 966 698
B	BUDGETS ANNEXES	362 790 025 104	409 966 145 608
C	COMPTES SPECIAUX	702 557 084 826	1 434 712 561 829
	DEPENSES TOTALES	14 620 524 180 874	22 253 009 394 270
	SOLDE	0	0

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 21/029 du 31/12/2021 pour l'exercice 2022.

Fait à Kananga, le 31 décembre 2021

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'originale
Kinshasa, le 31 décembre 2021
Le Cabinet du Président de la République

Guylain NYEMBO MBWIZYA

Délégué de Cabinet

ANNEXE II : SYNTHESE DES RECETTES DU BUDGET GENERAL

N°	RECETTES	BUDGET 2021	BUDGET 2022
		Initial (EN FC)	(EN FC)
A	RECETTES INTERNES	9 626 518 327 463	14 755 887 850 062
I	RECETTES COURANTES	9 374 518 327 463	14 755 887 850 062
1.1.	Recettes des Douanes et Accises	2 606 726 552 756	4 565 868 327 074
1.2.	Recettes des Impôts	4 752 389 126 602	7 130 987 873 447
1.3.	Recettes non Fiscales	1 697 194 757 740	2 664 076 529 740
1.3.1.	DGRAD	1 697 194 757 740	2 664 076 529 740
1.3.2.	AUTRES		
1.4.	Recettes de Pétroliers Producteurs	318 207 890 365	394 955 119 801
1.4.1.	DGI	148 504 140 221	124 009 876 833
1.4.2.	DGRAD	169 703 750 144	270 945 242 968
II	RECETTES EXCEPTIONNELLES	252 000 000 000	0
2.1.	Dons et legs intérieurs courants		
2.2.	Dons et legs intérieurs projets		
2.3.	Remboursements prêts et avances		
2.4.	Produits des emprunts intérieurs	252 000 000 000	0
B	RECETTES EXTERIEURES	3 928 658 743 481	5 652 442 836 771
I	Recettes Extérieures d'Appuis Budgétaires	1 271 697 000 000	2 878 115 000 000
1.1	Emprunt Programme	325 678 500 000	688 983 120 000
1.2.	Dons Budgétaires	946 018 500 000	624 755 880 000
1.3.	Allocations DTS		1 564 376 000 000
II	Recettes Extérieures de Financement des Investissements	2 656 961 743 481	2 774 327 836 771
2.1.	Dons Projets	2 063 750 465 131	1 759 009 557 332
2.2.	Emprunts Projets	593 211 278 350	1 015 318 279 439
	RECETTES TOTALES	13 555 177 070 944	20 408 330 686 833

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 21/029 du 31/12/2021 pour l'exercice 2022.

Fait à Kananga, le 31 décembre 2021

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMB

Pour copie certifiée conforme à l'originale

Kinshasa, le 31 décembre 2021

Le Cabinet du Président de la République

Guyla NYEMBO MBWIZYA

Directeur de Cabinet

REPRÉSENTANT DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

REPRÉSENTANT DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEXE III : DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL

CODE	NATURE	BUDGET 2021	BUDGET 2022
		Initial (EN FC)	(EN FC)
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	645 048 605 813	955 801 562 979
11	Dette intérieure	231 065 333 764	302 627 575 170
12	Dette extérieure	413 983 272 049	653 173 987 809

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 21/029 du 31/12/2021 pour l'exercice 2022.

Fait à Kananga, le 31 décembre 2021

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'originale
Kinshasa, le 31 décembre 2021

Le Cabinet du Président de la République

Guylain NYEMBO MBWIZYA

Directeur du Cabinet



ANNEXE IV : FRAIS FINANCIERS

CODE	NATURE	BUDGET 2021	BUDGET 2022
		Initial (EN FC)	(EN FC)
2	FRAIS FINANCIERS	269 665 507 725	261 435 094 933
21	Intérêts sur la dette intérieure	150 648 918 218	187 110 668 178
22	Intérêts sur la dette extérieure	119 016 589 507	74 324 426 755

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 21/029 du 31/12/2021 pour l'exercice 2022.

Fait à Kananga, le 31 décembre 2021

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'originale
Kinshasa, le 31 décembre 2021

Le Cabinet du Président de la République

Guylaine NYEMBO MBWIZYA

Directeur de Cabinet
DU CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

ANNEXE V : DEPENSES DE PERSONNEL

CODE	NATURE	BUDGET 2021	BUDGET 2022
		Initial (EN FC)	(EN FC)
3	DEPENSES DE PERSONNEL	5 294 555 282 742	6 313 784 267 000
31	Traitements de base du personnel	3 510 365 274 334	4 024 553 576 507
32	Dépenses accessoires de personnel	1 784 190 008 408	2 289 230 690 493

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 21/029 du 31/12/2021 pour l'exercice 2022.

Fait à Kananga, le 31 décembre 2021

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'originale
Kinshasa, le 31 décembre 2021.
Le Cabinet du Président de la République

Guylain NYEMBO MBWIZYA

Directeur de Cabinet



ANNEXE VI : BIENS ET MATERIELS

CODE	NATURE	BUDGET 2021	BUDGET 2022
		Initial (EN FC)	(EN FC)
4	BIENS ET MATERIELS	227 375 168 804	321 488 692 028
41	Fournitures et petits matériels	177 681 163 974	254 997 297 509
42	Matériaux de Construction, de Quincaillerie et Pièces de rechange pour équipements	12 556 948 091	15 108 293 852
44	Produits chimiques, fournitures énergétiques et semences	21 207 722 164	24 444 028 592
45	Matériels textiles et héraldiques	15 929 334 575	26 939 072 076

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 21/029 du 31/12/2021 pour l'exercice 2022.

Fait à Kananga, le 31 décembre 2021

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



*Suite***ANNEXE VII : DEPENSES DE PRESTATIONS**

CODE	NATURE	BUDGET 2021	BUDGET 2022
		Initial (EN FC)	(EN FC)
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	557 264 592 700	790 951 697 640
51	Dépenses de Base	82 640 175 770	112 534 060 998
52	Publicité, Impression, Reproduction, Reliure et Conservation	28 366 380 252	38 586 974 926
53	Dépenses de Transport	57 772 661 275	71 896 231 749
54	Location Immobilière, d'équipements et de matériel	16 171 526 911	19 511 511 315
55	Entretien et réparations de matériel et d'équipement	12 777 131 148	31 815 274 573
56	Soins vétérinaires et de protection de l'environnement	470 035 376	484 034 517
57	Entretien, décoration et réparation d'ouvrages et d'édifices	3 750 652 924	5 013 243 431
58	Autres Services	355 316 029 044	511 110 366 132

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 21/029 du 31/12/2021 pour l'exercice 2022.

Fait à Kananga, le 31 décembre 2021

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'originale
Kinshasa, le 31 décembre 2021

Le Cabinet du Président de la République

Guyland NYEMBO MBWIZYA
Directeur de Cabinet

ANNEXE VIII : TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT

CODE	NATURE	BUDGET 2021	BUDGET 2022
		Initial (EN FC)	(EN FC)
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	2 289 947 298 106	4 510 504 456 759
61	Subventions	62 301 035 000	76 142 932 158
62	Transferts	928 851 867 969	1 367 438 910 697
63	Interventions de l'Etat	1 199 422 706 584	2 920 803 833 106
64	Prestations sociales	99 371 688 553	146 118 780 798

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 21/029 du 31/12/2021 pour l'exercice 2022.

Fait à Kananga, le 31 décembre 2021

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'originale
Kinshasa, le 31 décembre 2021

Le Cabinet du Président de la République

Guylain NYEMBO MBWIZYA

Directeur de Cabinet

DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

ANNEXE IX : EQUIPEMENTS

CODE	NATURE	BUDGET 2021	BUDGET 2022
		Initial (EN FC)	(EN FC)
7	EQUIPEMENTS	3 052 002 833 336	3 818 992 948 795
71	Equipements et Mobiliers	27 165 892 442	84 561 189 309
72	Equipement de Santé	139 155 060 252	79 661 662 213
73	Equipements éducatif, culturel et sportif	271 785 205 774	201 475 329 709
74	Equipements agro-sylvo pastoraux et industriels	165 521 595 273	444 780 069 134
75	Equipements de construction et de transport	226 108 377 814	319 983 489 469
76	Equipements de Communication	21 155 031 548	5 688 566 519
77	Equipements militaires	392 639 105	315 168 718 222
78	Equipements divers	2 200 719 031 128	2 367 673 924 220

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 21/029 du 31/12/2021 pour l'exercice 2022.

Fait à Kananga, le 31 décembre 2021

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'originale
Kinshasa, le 31 décembre 2021

Le Cabinet du Président de la République

Guylain NYEMBO MBWIZYA

Directeur de Cabinet



Suite

**ANNEXE X : CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES,
ACQUISITION IMMOBILIÈRE**

CODE	NATURE	BUDGET 2021	BUDGET 2022
		Initial (EN FC)	(EN FC)
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES, ACQUISITION IMMOBILIÈRE	1 219 317 781 718	3 435 371 966 698
81	Acquisition de terrains	8 969 110 370	0
81	Acquisition de bâtiments	2 313 222 052	20 110 733 566
81	Acquisition des Immobilisations financières	0	16 314 252 488
82	Construction d'ouvrages et d'édifices	763 051 159 901	1 756 417 506 238
83	Réhabilitation, réfection et addition d'ouvrages et édifices	444 984 289 395	1 642 529 474 406

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 21/029 du 31/12/2021 pour l'exercice 2022.

Fait à Kananga, le 31 décembre 2021

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'originale
Kinshasa, le 31 décembre 2021

Le Cabinet du Président de la République

Guylain NYEMBO MBWIZYA

Directeur de Cabinet

Suite

ANNEXE XI: REPARTITION DES RECETTES A CARACTERE NATIONAL DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022

N°	PROVINCE	TRANSFERT 40%			
		2021 (Initial)	TAUX (%)	2022	TAUX (%)
1	BAS UELE	57 695 903 092	2,10	85 496 230 634	2,10
2	EQUATEUR	56 322 191 114	2,05	83 460 606 096	2,05
3	HAUT KATANGA	279 138 274 008	10,16	413 638 906 310	10,16
4	HAUT LOMAMI	94 786 126 509	3,45	140 458 093 186	3,45
5	HAUT UELE	61 542 296 632	2,24	91 195 979 344	2,24
6	ITURI	69 784 568 502	2,54	103 409 726 578	2,54
7	KASAI	76 927 870 790	2,80	113 994 974 181	2,80
8	KASAI ORIENTAL	62 366 523 818	2,27	92 417 354 067	2,27
9	KONGO CENTRAL	225 563 506 850	8,21	334 249 549 291	8,21
10	KWANGO	87 917 566 617	3,20	130 279 970 492	3,20
11	KWILU	93 687 156 926	3,41	138 829 593 555	3,41
12	LOMAMI	60 718 069 444	2,21	89 974 604 620	2,21
13	LUALABA	114 018 094 206	4,15	168 956 836 731	4,15
14	KASAI CENTRAL	77 752 097 976	2,83	115 216 348 903	2,83
15	MAI NDOMBE	88 467 051 408	3,22	131 094 220 307	3,22
16	MANIEMA	88 467 051 408	3,22	131 094 220 307	3,22
17	MONGALA	57 695 903 092	2,10	85 496 230 634	2,10
18	NORD KIVU	140 942 848 982	5,13	208 855 077 694	5,13
19	NORD UBANGI	59 344 357 467	2,16	87 938 980 082	2,16
20	SANKURU	60 992 811 841	2,22	90 381 729 529	2,22
21	SUD KIVU	131 876 349 804	4,80	195 419 955 558	4,80
22	SUD UBANGI	57 970 645 488	2,11	85 903 355 543	2,11
23	TANGANYIKA	103 577 883 170	3,77	153 486 090 235	3,77
24	TSHOPO	79 400 552 350	2,89	117 659 098 349	2,89
25	TSHUAPA	54 673 736 740	1,99	81 017 856 649	1,99
26	KINSHASA	405 794 518 414	14,77	601 323 488 798	14,77
	TOTAL	2 747 423 956 647	100,00	4 071 249 077 675	100,00

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 21/029 du 31/12/2021 pour l'exercice 2022.

Fait à Kananga, le 31 décembre 2021

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'originale
 Kinshasa, le 31 décembre 2021
Le Cabinet du Président de la République

Guylain NYEMBO MBWIZYA

Directeur de Cabinet

Suite

ANNEXE XII: REPARTITION DES FONDS DE PEREQUATION DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022

N°	PROVINCE	BUDGET 2021 (Initial)				BUDGET 2022			
		ENVELOPPE DE 40%	TAUX (%)	FONDS DE PEREQUATION	TAUX (%)	ENVELOPPE DE 40%	TAUX (%)	%	FONDS DE PEREQUATION
1	BAS UELÉ	57 695 903 092	2,10	18 512 546 285	5,39	85 496 230 634	2,10	5,39	27 432 674 454
2	EQUATEUR	56 322 191 114	2,05	18 964 071 804	5,52	83 460 606 096	2,05	5,52	28 101 764 074
3	HAUT KATANGA	279 138 274 008	10,16	3 826 412 126	1,11	413 638 906 310	10,16	1,11	5 670 139 405
4	HAUT LOMAMI	94 786 126 509	3,45	11 268 506 434	3,28	140 458 093 186	3,45	3,28	16 638 149 667
5	HAUT UELÉ	61 542 296 632	2,24	17 355 512 142	5,05	91 195 979 344	2,24	5,05	25 718 132 300
6	ITURI	69 784 568 502	2,54	15 305 648 503	4,46	103 409 726 578	2,54	4,46	22 680 557 619
7	KASAI	76 927 870 790	2,80	13 884 409 714	4,04	113 994 974 181	2,80	4,04	20 574 505 840
8	KASAI ORIENTAL	62 366 523 818	2,27	17 126 144 140	4,99	92 417 354 067	2,27	4,99	25 378 245 089
9	KONGO CENTRAL	225 663 506 850	8,21	4 735 243 264	1,38	334 249 549 291	8,21	1,38	7 016 883 843
10	KWANGO	87 917 566 617	3,20	12 148 858 500	3,54	130 279 970 492	3,20	3,54	18 002 692 610
11	KWILU	93 687 156 926	3,41	11 400 688 328	3,32	138 829 593 555	3,41	3,32	16 894 022 391
12	LOMAMI	60 718 069 444	2,21	17 591 107 330	5,12	89 974 604 620	2,21	5,12	26 067 247 218
13	LUALABA	114 018 094 206	4,15	9 367 794 506	2,73	168 956 836 731	4,15	2,73	13 881 594 302
14	KASAI CENTRAL	77 752 097 976	2,83	13 737 225 159	4,00	115 216 348 903	2,83	4,00	20 356 404 538

Suite

15	MAI NDOMBE	88 467 051 408	3,22	12 073 399 751	3,52	131 094 220 307	3,22	3,52	17 890 874 644	3,52
16	MANIEMA	88 467 051 408	3,22	12 073 399 751	3,52	131 094 220 307	3,22	3,52	17 890 874 644	3,52
17	MONGALA	57 655 903 092	2,10	18 512 546 285	5,39	85 496 230 634	2,10	5,39	27 432 674 454	5,39
18	NORD KIVU	140 942 848 982	5,13	7 578 235 321	2,21	208 855 077 694	5,13	2,21	11 229 749 776	2,21
19	NORD UBANGI	59 344 357 467	2,16	17 998 308 888	5,24	87 938 980 082	2,16	5,24	26 670 655 718	5,24
20	SANKURU	60 992 811 841	2,22	17 511 868 107	5,10	90 381 728 529	2,22	5,10	25 949 827 186	5,10
21	SUD KIVU	131 876 349 804	4,80	8 099 239 007	2,36	195 419 955 558	4,80	2,36	12 001 795 084	2,36
22	SUD UBANGI	57 970 645 488	2,11	18 424 809 099	5,36	85 903 355 543	2,11	5,36	27 302 661 778	5,36
23	TANGANYIKA	103 577 883 170	3,77	10 312 028 435	3,00	153 486 090 235	3,77	3,00	15 280 800 093	3,00
24	TSHOPO	79 400 552 350	2,89	13 452 023 252	3,92	117 659 098 349	2,89	3,92	19 933 777 285	3,92
25	TSHUAPA	54 673 736 740	1,99	19 535 852 864	5,69	81 017 856 649	1,99	5,69	28 949 053 443	5,69
26	KINSHASA	405 794 518 414	14,77	2 632 115 586	0,77	601 323 488 798	14,77	0,77	3 900 380 254	0,77
	TOTAL			343 427 994 581	100,00	4 071 249 077 675	100,00	100,00	508 906 134 709	100,00

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 21/029 du 31/12/2021 pour l'exercice 2022.

Fait à Kananga, le 31 décembre 2021

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE XIII: SYNTHESES DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022

N°	LIBELLE	BUDGET 2021	BUDGET 2022
		Initial (EN FC)	(EN FC)
	RECETTES ATTENDUES	362 790 025 104	409 966 145 608
1	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	277 990 033 476	314 139 018 869
2	SANTE PUBLIQUE	84 799 991 628	95 827 126 739
	DEPENSES ATTENDUES	362 790 025 104	409 966 145 608
1	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	277 990 033 476	314 139 018 869
2	SANTE PUBLIQUE	84 799 991 628	95 827 126 739
	SOLDE	-	-

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 21/029 du 31 /12/2021 pour l'exercice 2022.

Fait à Kananga, le 31 décembre 2021

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'originale
Kinshasa, le 31 décembre 2021
Le Cabinet du Président de la République

Guylain NYEMBO MBWIZYA

Directeur de Cabinet

CABINET DU PRÉSIDENT

*Suite***ANNEXE XIV: SYNTHESES DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022**

N°	LIBELLE	BUDGET 2021	BUDGET 2022
		Initial (EN FC)	(EN FC)
RECETTES ATTENDUES		702 557 084 826	1 434 712 561 829
1	FONDS NATIONAL D'ENTRETIEN ROUTIER	234 241 326 811	256 008 366 928
2	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE	259 745 857 061	744 702 233 250
3	REGIES DE VOIES AERIENNES	65 047 116 202	39 967 694 129
4	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION NATIONAL	5 828 515 120	9 162 191 576
5	FONDS DE PROMOTION CULTUREL	20 423 371 651	15 854 080 679
6	FONDS DE CONTREPARTIE	10 021 738 584	
7	OFFICE DE PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	600 000 000	
8	FONDS FORESTIER NATIONAL	5 773 200 379	13 387 225 963
9	CADASTRE MINIER	23 918 932 047	30 247 038 463
10	FONDS DE PROMOTION DU TOURISME	16 023 738 423	19 291 499 774
11	FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES	60 933 288 548	306 092 231 067
12	FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE CONTRE LE COVID-19	-	-
DEPENSES ATTENDUES		702 557 084 826	1 434 712 561 829
1	FONDS NATIONAL D'ENTRETIEN ROUTIER	234 241 326 811	256 008 366 928
2	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE	259 745 857 061	744 702 233 250
3	REGIES DE VOIES AERIENNES	65 047 116 202	39 967 694 129
4	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION NATIONAL	5 828 515 120	9 162 191 576
5	FONDS DE PROMOTION CULTUREL	20 423 371 651	15 854 080 679
6	FONDS DE CONTREPARTIE	10 021 738 584	
7	OFFICE DE PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	600 000 000	
8	FONDS FORESTIER NATIONAL	5 773 200 379	13 387 225 963
9	CADASTRE MINIER	23 918 932 047	30 247 038 463
10	FONDS DE PROMOTION DU TOURISME	16 023 738 423	19 291 499 774
11	FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES	60 933 288 548	306 092 231 067
12	FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE CONTRE LE COVID-19	-	-
SOLDE		-	-

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 21/029 du 31/12/2021 pour l'exercice 2022.

Fait à Kananga, le 31 décembre 2021

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'originale
Kinshasa, le 31 décembre 2021
Le Cabinet du Président de la République
Guylain NYEMBO MBWTSYA
Directeur de Cabinet
CABINET DU PRÉSIDENT
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE



Suite

ANNEXE XV : PRODUITS SOUMIS AUX DROITS DE DOUANE A L'IMPORTATION

A) Taux de 5% Position tarifaire	
1. Vanille en poudre	0905.20.00
2. Farine de fèves de soja	1208.10.00
3. Glucose et sirop utilisés dans l'industrie Pharmaceutique	1702.30.10
4. Poudre de cacao, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	1805.00.00
5. Dolomie non calcinée ni frittée, dite « crue »	2518.20.00
6. Chaux vive	2522.10.00
7. Autres préparations tensio-actives des types utilisées comme intrants par l'industrie locale	3402.90.11
8. Plaques, feuilles, bandes rubans, pellicules et autres formes plates, auto-adhésifs, en matières plastiques, même en rouleaux d'une largeur n'excédant pas 20 cm, des types utilisés par l'industrie locale pour la fabrication des collants (scotches)	3919.10.00
9. Papiers des types utilisés pour papiers de toilette, pour serviettes à démaquiller, pour essuie-mains, pour serviettes ou pour papiers similaires à usages domestiques, d'hygiène ou de toilette, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose, même crêpés, plissés, gaufrés, estampés, perforés, colorés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles des types utilisé pour la fabrication des papiers hygiéniques	4803.10.00
10. Boîtes et caisses en papier ou carton ondulé	4819.10.00
11. Autres accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, manchons, par exemples) en fonte, fer ou acier	7307.99.00
12. Autres feuilles et bandes minces en aluminium (même imprimées ou fixées sur papier, carton, matières plastiques ou supports similaires) d'une épaisseur n'excédant pas 0,2 mm (support non compris)	7607.19.00
B) Taux de 10% Position tarifaire	
1. Huile de palme brute	1511.10.00
2. Pâtes alimentaires non cuites ni farcies ni autrement préparées, contenant des œufs	1902.11.00
3. Autres pâtes alimentaires, non cuites ni farcies	1902.19.00
4. Autres ciments Portland	2523.29.00
5. Dentifrices	3306.10.00
6. Ebauches de bouteilles	3923.30.10
7. Autres pneumatiques des types utilisés pour les voitures de tourisme (y compris les voitures du type break et les voitures de course) autres ceux qu'à base de caoutchouc neufs	4011.10.99
8. Autres pneumatiques des types utilisés pour motocycles base de caoutchouc synthétique	4011.40.11
9. autres pneumatiques des types utilisés pour motccycles autres que ceux à base de caoutchouc	4011.40.19
10. Autres pneumatiques des types utilisés pour les chariots tracteurs du n°87.09 à base de caoutchouc synthétiques	4011.99.91
11. Autres pneumatiques des types utilisés pour les chariots tracteurs du n°87.09 autres que ceux à base de caoutchouc	4011.99.99
12. Pneumatiques rechapés ou usagés des types utilisés pour les voitures de types tourisme (y compris les voitures du types « break » et les voitures de course)	4012.11.00
13. Pneumatiques rechapés ou usages des types utilisés Pour autobus ou camions	4012.12.00
14. Pneumatiques rechapés ou usages des types utilisés pour véhicules aériens	4012.13.00
15. Autres pneumatiques rechapés ou usagés	4012.19.00
16. Autres pneumatiques usagés	4012.20.00
17. Autres (bandages, bandes de roulement pour pneumatiques et "flaps"), en caoutchouc.	4012.90.00
18. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu d'une épaisseur de 0,25 mm ou plus, étamés	7210.11.00
19. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu d'une épaisseur inférieure de 0,25 mm ou plus, étamés	7210.12.00
20. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu plombé y compris le fer tendre	7210.20.00
21. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu zingué électroniquement	7210.30.00
22. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu autrement zingué, ondulé	7210.41.00
23. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu autrement zingué	7210.49.00
24. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largueur de 600 mm ou plus plaqués revêtu d'oxyde de chrome ou de chrome et oxyde de chrome	7210.50.00
25. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu d'alliage d'aluminium et de zinc, ondulé	7210.61.10
26. Autres produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus, revêtus d'alliage d'aluminium et de zinc	7210.61.90
27. Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus, Revêtus d'alliage d'aluminium et de zinc	7210.69.00
28. Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus, peints, vernis ou revêtus de matières plastiques	7210.70.00
29. Autres produits laminés plats en fer ou en aciers non alliés d'un largueur de 600 mm ou plus plaqués ou revêtues	7210.90.00
30. Serviettes hygiéniques	9619.00.10

C). Taux de 20% Position tarifaire	<i>Tarif</i>
1. Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches, réfrigérées ou congelées	02.01
2. Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées	02.02
3. Viandes des animaux de l'espèce porcine, fraîches, Réfrigérées ou congelées	02.03
4. Viandes des animaux des espèces ovine ou caprine fraîches, réfrigérées ou congelées	02.04
5. Œufs de volailles de l'espèce	0407.21.00
6. Autres papiers des types utilisés pour papiers de toilette, pour serviettes à démaquiller, pour essuie-mains, pour serviettes ou pour papiers similaires à usages domestiques, d'hygiène ou de toilette, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose, même crêpés, plissés, gaufrés, estampés, perforés, coloriés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles.	4803.00.90
7. Autres produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur de 4,75 mm ou plus.	7211.14.00
8. Autres produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, non plaqués ni revêtus d'une épaisseur inférieure à 4,75mm	7211.19.10
9. Barres en fer ou en aciers non alliés, simplement forgées, laminées ou filées à chaud ainsi que celles ayant subi une torsion après laminage Comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage ou ayant subi une torsion après laminage	7214.20.00
10. Profilés en L	7216.21.00

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 21/029 du 31/12/2021 pour l'exercice 2022.

Fait à Kananga, le 31 décembre 2021

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'originale
Kinshasa, le 31 décembre 2021

Le Cabinet du Président de la République



Guylain NYEMBO MBWIZYA

Directeur du Cabinet

*Suite***ANNEXE XVI : PRODUITS SOUMIS AUX DROITS DE DOUANE A L'EXPORTATION**

55) 09.01	Café, même torréfié ou décaféiné; coques et pellicules de café; succédanés du café contenant du café, quelles que soient les proportions du mélange.			
	- Café non torréfié :			
	-- Non décaféiné :			
	--- café vert Robusta, en fèves :			
11.11	---- W/S (Washed Supérieur)	kg	exempt	0%
11.12	---- N/S (Natural Supérieur)	kg	exempt	0%
11.13	---- W/M (Washed Moyen)	kg	exempt	0%
11.14	---- N/M (Natural Moyen)	kg	exempt	0%
11.15	---- W/I (Washed Inférieur)	kg	exempt	0%
11.16	---- N/I (Natural Inférieur)	kg	exempt	0%
11.17	---- C/M (Courant Moyen)	kg	exempt	0%
11.18	---- C/I (Courant Inférieur)	kg	exempt	0%
11.20	--- déchets et brisures de café vert Robusta	kg	exempt	0%
	--- café vert Arabica, en fèves :			
11.31	---- K9 (Kivu 9)	kg	exempt	0%
11.32	---- K3 (Kivu 3)	kg	exempt	0%
11.33	---- K4 (Kivu 4)	kg	exempt	0%
11.34	---- K5 (Kivu 5)	kg	exempt	0%
11.35	---- K6 (Kivu 6)	kg	exempt	0%
11.36	---- K7 (Kivu 7)	kg	exempt	0%
11.37	---- K8 (Kivu 8)	kg	exempt	0%
11.40	--- déchets et brisures de café vert Arabica	kg	exempt	0%
56) 22.01	Eaux, y compris les eaux minérales naturelles ou artificielles et les eaux gazéifiées, non additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ni aromatisées ; glace et neige			
10.00	- Eaux minérales et eaux gazéifiées	l	exempt	0%
	- Autres :			
90.10	-- autres eaux conditionnées pour la table	l	exempt	0%
90.20	-- glace et neige	l	exempt	0%
	-- autres, y compris l'eau douce :			
90.91	--- eau douce	l	5%	0%
90.99	--- autres	l	exempt	0%
57) 26.02	Minerais de manganèse et leurs concentrés, y compris les minerais de manganèse ferrugineux et leurs concentrés d'une teneur en manganèse de 20 % ou plus en poids, sur produit sec.			
00.10	- d'une teneur de 35 à 55 % en manganèse	kg	10%	0%
00.20	- d'une teneur supérieure ou égale à 56 % en manganèse	kg	10%	0%
00.90	- autres	kg	10%	0%
58) 26.03	Minerais de cuivre et leurs concentrés.			
	- concentrés simples de cuivre :			
00.11	-- d'une teneur de 16 à 20 % en cuivre	kg	10%	0%
00.12	-- d'une teneur de 21 à 25 % en cuivre	kg	10%	0%
00.13	-- d'une teneur de 26 à 35 % en cuivre	kg	10%	0%

Suite

00.14	-- d'une teneur de 36 à 40 % en cuivre	kg	10%	0%
00.15	- d'une teneur de 41 à 45 % en cuivre	kg	10%	0%
00.16	-- d'une teneur de 45 % en cuivre ou plus	kg	10%	0%
	- concentrés mixtes cuivre-cobalt :			
00.21	-- d'une teneur de 10 à 22 % en cuivre et de 0 à 12 % en cobalt	kg	10%	0%
00.22	-- d'une teneur de 10 à 22 % en cuivre et de 13 à 15 % en cobalt	kg	10%	0%
00.23	-- d'une teneur de 23 à 35 % en cuivre et de 0 à 12 % en cobalt	kg	10%	0%
00.24	-- d'une teneur de 23 à 35 % en cuivre et de 13 à 15 % en cobalt	kg	10%	0%
00.29	-- autres	kg	10%	0%
	- concentrés mixtes cuivre-argent			
00.31	-- d'une teneur de 10 à 22 % en cuivre et de 0 à 20 % en argent	kg	10%	0%
00.32	-- d'une teneur de 23 à 45 % en cuivre et de 0 à 20 % en cobalt	kg	10%	0%
00.39	-- autres	kg	10%	0%
59) 2604.00.00	Minerais de nickel et leurs concentrés.	kg	10%	0%
60) 26.05	Minerais de cobalt et leurs concentrés.			
	- concentrés simples de cobalt :			
00.10	-- d'une teneur de 0 à 7 % en cobalt	kg	10%	0%
00.20	-- d'une teneur de 8 à 10% en cobalt	kg	10%	0%
00.30	-- d'une teneur de 11 à 13 % en cobalt	kg	10%	0%
00.40	-- d'une teneur de 14 à 16 % en cobalt	kg	10%	0%
61) 2607.00.00	Minerais de plomb et leurs concentrés.	kg	10%	0%
62) 2608.00.00	Minerais de zinc et leurs concentrés.	kg	10%	0%
63) 26.09	Minerais d'étain et leurs concentrés.			
00.10	- d'une teneur de 55 à 65 % en étain	kg	10%	0%
00.20	- d'une teneur de 66 à 70 % en étain	kg	10%	0%
00.90	- autres	kg	10%	0%
64) 26.11	Minerais de tungstène et leurs concentrés.			
00.10	- provenant de gîtes primaires obtenus par broyage	kg	10%	0%
	- autres :			
00.91	-- d'une teneur de 55 à 65 % en oxyde de tungstène (oxyde de wolfram)	kg	10%	0%
00.92	-- d'une teneur de 66 à 70 % en oxyde de tungstène (oxyde de wolfram)	kg	10%	0%
00.99	-- autres	kg	10%	0%
65) 26.12	Minerais d'uranium ou de thorium et leurs concentrés.			
10.00	- Minerais d'uranium et leurs concentrés	kg	10%	0%
	- Minerais de thorium et leurs concentrés :			
20.10	-- monazite (terres rares)	kg	10%	0%
20.90	-- autres	kg	10%	0%
66) 2614.00.00	Minerais de titane et leurs concentrés.	kg	10%	0%
67) 26.15	Minerais de niobium, de tantale, de vanadium ou de zirconium et leurs concentrés.			
10.00	- Minerais de zirconium et leurs concentrés	kg	10%	0%
	- Autres :			

Suite

	-- de niobium :			
90.11	--- d'une teneur de 55 à 60 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.12	--- d'une teneur de 61 à 65 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.19	--- autres	kg	10%	0%
	-- de tantale :			
90.21	--- d'une teneur de 20 à 25 % en tantale et supérieure ou égale à 60 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.22	--- d'une teneur de 26 à 30 % en tantale et de 40 à 59 % en oxyde de niobium ou colombite	Kg	10%	0%
90.23	--- d'une teneur supérieure ou égale à 35 % en tantale et inférieure ou égale à 39 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.90	--- autres	kg	10%	0%
68) 26.16	Minerais de métaux précieux et leurs concentrés.			
10.00	- Minerais d'argent et leurs concentrés	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
69) 26.17	Autres minerais et leurs concentrés.			
10.00	- Minerais d'antimoine et leurs concentrés	kg	10%	0%
	- Autres :			
	-- Cassitérites :			
90.11	--- provenant de gîtes primaires obtenues par broyage	kg	10%	0%
90.19	--- autres	kg	10%	0%
	-- Wolfram :			
90.21	--- provenant de gîtes primaires et obtenu par broyage	kg	10%	0%
90.29	--- autres	kg	10%	0%
90.30	-- de bismuth	kg	10%	0%
90.40	-- de germanium	kg	10%	0%
90.50	-- malachite	kg	10%	0%
90.60	-- de beryllium ou de glucicum	kg	10%	0%
90.70	-- monasite	kg	10%	0%
90.80	-- struverite	kg	10%	0%
	-- autres :			
90.91	--- résines rhénifères	kg	10%	0%
90.99	--- autres minerais	kg	10%	0%
70) 2619.00.00	Scories, laitiers (autres que le laitier granulé), battitures et autres déchets de la fabrication du fer ou de l'acier.			
		kg	10%	
				0%
71) 26.20	Scories, cendres et résidus (autres que ceux provenant de la fabrication de la fonte, du fer ou de l'acier) contenant des métaux, de l'arsenic ou leurs composés.			
	- Contenant principalement du Zinc :			
11.00	-- Mattes de galvanisation	kg	10%	0%
19.00	-- Autres	kg	10%	0%
	- Contenant principalement du plomb :			
21.00	-- Boues d'essence au plomb et boues de composés antidétonants contenant du plomb	kg	10%	0%

Suite

29.00	- Autres	kg	10%	0%
30.00	- Contenant principalement du cuivre	kg	10%	0%
40.00	- Contenant principalement de l'aluminium	kg	10%	0%
60.00	- Contenant de l'arsenic, du mercure, du thallium ou leurs mélanges, des types utilisés pour l'extraction de l'arsenic ou de ces métaux ou pour la fabrication de leurs composés chimiques	kg	10%	0%
	- Autres :			
91.00	-- Contenant de l'antimoine, du beryllium, du cadmium, du chrome ou leurs mélanges	kg	10%	0%
	-- Autres :			
99.10	--- contenant principalement de l'oxyde de tantale (tantalite)	kg	10%	0%
99.90	--- autres	kg	10%	0%
72) 26.21	Autres scories et cendres, y compris les cendres et résidus provenant de l'incinération des déchets municipaux.			
10.00	- Cendres et résidus provenant de l'incinération des déchets municipaux	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
73) 2709.00.00	Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux.	kg	5%	0%
74) 2716.00.00	Énergie électrique.	1000 kwh	5%	0%
75) 2817. 00.00	Oxyde de zinc et peroxyde de zinc		5%	0%
75) 28.22	Oxydes et hydroxydes de cobalt; oxydes de cobalt du commerce.			
	- hydroxydes de cobalt :			
00.11	-- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cobalt	kg	10%	0%
00.12	-- d'une teneur de 26 à 35% en cobalt	kg	10%	0%
00.13	-- d'une teneur de 36 à 40% en cobalt	kg	10%	0%
00.14	-- d'une teneur supérieure ou égale à 41% en cobalt	kg	10%	0%
00.19	-- autres	kg	10%	0%
00.90	- autres	kg	10%	0%
76) 28.30	Sulfures; polysulfures, de constitution chimique définie ou non.			
10.00	- Sulfures de sodium	kg	10%	0%
	- Autres :			
	-- sulfure de denickelage :			
90.11	-- d'une teneur de 20 à 25% en cobalt et supérieure ou égale à 5 % en nickel	kg	10%	0%
90.12	-- d'une teneur de 26 à 35% en cobalt et supérieure ou égale à 5 % en nickel	kg	10%	0%
90.13	-- d'une teneur de 36 à 40% en cobalt et supérieure ou égale à 5 % en nickel	kg	10%	0%
90.19	-- autres	kg	10%	0%
90.90	-- autres	kg	10%	0%
77) 28.36	Carbonates; peroxycarbonates (percarbonates); carbonate d'ammonium du commerce contenant du carbamate d'ammonium.			
20.00	- Carbonate de disodium	kg	10%	0%
30.00	- Hydrogénocarbonate (bicarbonate) de Sodium	kg	10%	0%
40.00	- Carbonate de potassium	kg	10%	0%

Suite

50 ;00	- Carbonate de calcium	Kg	10%	0%
60.00	- Carbonate de baryum	kg	10%	0%
	- Autres :			
91.00	-- Carbonates de lithium	kg	10%	0%
92.00	-- Carbonate de strontium	kg	10%	0%
	-- Autres :			
	-- carbonate de cobalt :			
99.11	---- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cobalt et de 5 à 10% en cuivre	kg	10%	0%
99.12	---- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cobalt et de 11 à 15% en cuivre	kg	10%	0%
99.13	---- d'une teneur supérieure à 25% en cobalt et de 11 à 15% en cuivre	kg	10%	0%
99.19	---- autres	kg	10%	0%
	-- Carbonate de cuivre			
99.21	---- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cuivre et de 1 à 2,5% en cobalt	kg	10%	0%
99.22	---- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cuivre et de 2,6 à 4% en cobalt	kg	10%	0%
99.23	---- d'une teneur supérieure à 25% en cuivre et de 2,6 à 4% en cobalt	kg	10%	0%
99.29	--- autres	kg	10%	0%
99.90	--- autres	kg	10%	0%
78) 44.03	Bois bruts, même écorcés, désaubiérés ou équarris.			
	-- Autres :			
	-- d'essences spécialement dénommées :			
99.11	---- benge/Mutenye (Guibourtiaamoldjama)	m ³	10%	0%
99.12	---- bubinga (Guibourtiademeusei)	m ³	10%	0%
99.13	---- khaya (Khayaanthotheca)	m ³	10%	0%
99.14	---- kotibe (Nesogordoniadeweirei)	m ³	10%	0%
99.15	---- lati (AmphimasPterocarpoides)	m ³	10%	0%
99.16	---- longhi (Gambeya africana)	m ³	10%	0%
99.17	---- mukulungu (AutranellaCongolensis)	m ³	10%	0%
99.18	---- padouk (Pterocarpussoyauxii)	m ³	10%	0%
99.19	---- wenge (MiletiaLaurentii)	m ³	10%	0%
99.20	--- d'essences non spécialement dénommées	m ³	10%	0%
	-- autres :			
99.91	---- bois écorcés	m ³	10%	0%
99.92	---- bois désaubiérés	m ³	10%	0%
99.93	---- bois équarris ou semi-équaris	m ³	10%	0%
99.94	---- rondins / grumes LM-B-BC	m ³	10%	0%
99.95	---- bois rabotés ou poncés	m ³	10%	0%
99.99	---- autres	m ³	10%	0%
79) 44.07	Bois sciés ou désossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur excédant 6 mm.			
	-- Autres :			
	-- sciés ou dédossés longitudinalement tranchés ou déroulés :			
29.11	---- sciages avivés d'une épaisseur inférieure à 50 mm	m ³	exempt	0%

Suite

29.12	--- sciages avivés d'une épaisseur supérieure à 50 et inférieure ou égale à 100 mm	m ³	exempt	0%
29.13	--- sciages avivés d'une épaisseur supérieure à 100 et inférieure ou égale à 150 mm	m ³	exempt	0%
29.19	--- autres	m ³	5%	0%
80) 71.02	Diamants, même travaillés, mais non montés ni sertis.			
	- Industriels :			
	-- Bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés :			
21.10	--- d'exploitation artisanale	carat	1,50%	0%
21.20	--- de production industrielle	carat	3%	0%
	- Non industriels :			
	-- Bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés:			
31.10	--- d'exploitation artisanale	carat	1,50%	0%
31.20	--- de production industrielle	carat	3%	0%
81) 71.06	Argent (y compris l'argent doré ou vermeil et l'argent platiné), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre.			
	- Poudres :			
10.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en argent	kg	10%	0%
10.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en argent	kg	10%	0%
10.90	-- autres	kg	10%	0%
	- Autres :			
	-- Sous formes brutes :			
91.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en argent	kg	10%	0%
91.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en argent	kg	10%	0%
91.90	--- autres	kg	10%	0%
82) 71.08	Or (y compris l'or platiné), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre.			
	- A usages non monétaires :			
	-- Poudres :			
	-- d'exploitation artisanale :			
11.11	--- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	1,50%	0%
11.12	---- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	1,50%	0%
11.19	---- autres	kg	1,50%	0%
	-- de production industrielle :			
11.21	---- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	3%	0%
11.22	---- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	3%	0%
11.29	---- autres	kg	3%	0%
	-- Sous autres formes brutes :			
	-- d'exploitation artisanale :			
12.11	---- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	1,50%	0%
12.12	---- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	1,50%	0%
12.19	---- autres	kg	1,50%	0%
	-- de production industrielle :			
12.21	---- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	3%	0%
12.22	---- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	3%	0%
12.29	---- autres	kg	3%	0%
83) 71.10	Platine, sous formes brutes ou mi- ouvrées, ou en poudre.			
	- Platine :			

Suite

	-- Sous formes brutes ou en poudre :			
11.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en platine	kg	10%	0%
11.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en platine	kg	10%	0%
11.90	-- autres	kg	10%	0%
	- Palladium :			
	-- Sous formes brutes ou en poudre :			
21.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en palladium	kg	10%	0%
21.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en palladium	kg	10%	0%
21.90	-- autres	kg	10%	0%
	- Rhodium :			
	-- Sous formes brutes ou en poudre :			
31.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en rhodium	kg	10%	0%
31.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en rhodium	kg	10%	0%
31.90	-- autres	kg	10%	0%
	- Iridium, osmium et ruthénium :			
	-- Sous formes brutes ou en poudre :			
41.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en iridium, en osmium ou en ruthénium	kg	10%	0%
41.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en iridium, en osmium ou en ruthénium	kg	10%	0%
41.90	-- autres	kg	10%	0%
84) 72.04	Déchets et débris de fonte, de fer ou d'acier (ferrailles); déchets lingotés en fer ou en acier.			
	- Déchets et débris d'aciers alliés :			
21.00	- D'acières inoxydables	kg	5%	0%
29.00	- Autres	kg	5%	0%
85) 72.24	Autres aciers alliés en lingots ou autres formes primaires; demi-produits en autres aciers alliés.			
10.00	- Lingots et autres formes primaires	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
86) 74.01	Mattes de cuivre; cuivre de cément (précipité de cuivre).			
	- mattes de cuivre :			
00.11	-- d'une teneur inférieure ou égale à 45% en cuivre	kg	5%	0%
00.12	-- d'une teneur de 46 à 60% en cuivre	kg	5%	0%
00.13	-- d'une teneur de 61 à 80% en cuivre	kg	5%	0%
00.19	-- autres	kg	5%	0%
87) 74.02	Cuivre non affiné et alliages de cuivre sous forme brute			
00.10	- Cuivre non affiné	kg	5% 5%	0% 0%
00.90	- Cuivre blister kg		5%	
	- Cuivre noir kg			
	- Autres			
87) 74.03	Cuivre affiné et alliages de cuivre sous forme brute.			
	- Cuivre affiné :			
	-- Cathodes et sections de cathodes :			

Suite

11.10	--- cuivre électrolytique en plaques ou feuilles à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
11.20	--- cuivre électrolytique en cathodes (spot bleu) à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
11.30	--- cuivre en cathodes à raffiner, à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
	--- nodules et scraps :			
11.41	---- nodules d'une teneur de 90 à 99,9 % en cuivre	kg	10%	0%
11.42	---- scraps d'une teneur inférieure ou égale à 30 % en cuivre	kg	10%	0%
11.90	--- autre cuivre électrolytique à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
12.00	-- Barres à fil (wire-bars)	kg	10%	0%
13.00	-- Billettes	kg	10%	0%
	-- Autres :			
19.10	--- lingots ou lingots-bars à plus de 99,99 % de cuivre	kg	10%	0%
19.90	--- autres	kg	10%	0%
	- Alliages de cuivre :			
21.00	-- A base de cuivre-zinc (laiton)	kg	10%	0%
22.00	-- A base de cuivre-étain (bronze)	kg	10%	0%
29.00	-- Autres alliages de cuivre (à l'exception des alliages mères du n° 74.05)	kg	10%	0%
88) 74.04	Déchets et débris de cuivre.			
00.10	- nodules d'une teneur inférieure à 99,85% en cuivre	kg	5%	0%
00.20	- scraps	kg	5%	0%
00.30	- déchets	kg	5%	0%
00.90	- autres	kg	5%	0%
89) 74.05	Alliages mères de cuivre.			
00.10	- alliage rouge d'une teneur inférieure ou égale à 80% en cuivre et inférieure ou égale à 7% en cobalt	kg	10%	0%
00.20	- alliage rouge d'une teneur de 81 à 90% en cuivre et inférieure ou égale à 5% en cobalt	kg	10%	0%
00.90	-autres	kg	10%	0%
90) 74.06	Poudres et paillettes de cuivre.			
10.00	- Poudres à structure non lamellaire	kg	10%	0%
20.00	- Poudres à structure lamellaire; paillettes	kg	10%	0%
91) 75.02	Nickel sous forme brute.			
	- Nickel non allié :			
10.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en nickel	kg	5%	0%
10.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en nickel	kg	5%	0%
10.90	-- autres	kg	5%	0%
20.00	- Alliages de nickel	kg	5%	0%
92) 78.01	Plomb sous forme brute.			
	- Plomb affiné :			
10.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en plomb	kg	5%	0%
10.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en plomb	kg	5%	0%
10.90	-- autres	kg	5%	0%
	- Autres :			
91.00	-- contenant de l'antimoine comme autre élément prédominant en poids	kg	5%	0%
99.00	-- Autres	kg	5%	0%

Suite

93) 78.02	Déchets et débris de plomb.			
	- débris :			
00.11	-- d'une teneur de 90 à 98% en plomb	kg	5%	0%
00.12	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en plomb	kg	5%	0%
00.19	-- autres	kg	5%	0%
	- déchets :			
00.21	-- d'une teneur de 90 à 98% en plomb	kg	5%	0%
00.22	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en plomb	kg	5%	0%
00.29	-- autres	kg	5%	0%
94) 78.04	Tables, feuilles et bandes, en plomb; poudres et paillettes de plomb.			
	- Poudres et paillettes			
20.10	-- d'une teneur inférieure ou égale à 30% en plomb	kg	10%	0%
20.90	-- autres	kg	10%	0%
95) 79.01	Zinc sous forme brute.			
	- Zinc non allié :			
11.00	-- Contenant en poids 99,99 % ou plus de zinc	kg	5%	0%
12.00	-- Contenant en poids moins de 99,99 % de zinc	kg	5%	0%
20.00	- Alliages de zinc	kg	5%	0%
96) 79.03	Poussières, poudres et paillettes, de zinc.			
	- poussières de zinc :			
10.10	-- d'une teneur de 69 à 80% en zinc	kg	10%	0%
10.20	-- d'une teneur de 79 à 90% en zinc	kg	10%	0%
10.30	-- d'une teneur de 30 à 40% en zinc et de 20 à 30% en plomb	kg	10%	0%
10.40	-- d'une teneur de 41 à 50% en zinc et inférieure ou égale à 10% en plomb	kg	10%	0%
10.90	-- autres	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
97) 80.01	Etain sous forme brute.			
10.00	- Etain non allié	kg	10%	0%
20.00	- Alliages d'étain	kg	10%	0%
98) 8002.00.00	Déchets et débris d'étain.	kg	10%	0%
99) 81.05	Mattes de cobalt et autres produits intermédiaires de la métallurgie du cobalt; cobalt et ouvrages en cobalt, y compris les déchets et débris.			
	- Mattes de cobalt et autres produits intermédiaires de la métallurgie du cobalt; cobalt sous forme brute; poudres :			
	-- mattes de cobalt :			
20.11	-- mattes de cobalt-fer d'une teneur inférieure ou égale à 30% en cobalt	kg	10%	0%
20.12	-- mattes de cobalt-nickel d'une teneur de 10 à 20% en cobalt, de 20 à 40% en cuivre et de 5 à 10 % en nickel	kg	10%	0%
20.19	-- autres	kg	10%	0%
	-- cobalt séparateur magnétique :			
20.21	-- d'une teneur de 55 à 60% en cobalt	kg	10%	0%
20.22	-- d'une teneur de 61 à 65% en cobalt	kg	10%	0%
20.29	-- autres	kg	10%	0%
20.90	-- mattes de cobalt et autres produits intermédiaires de la métallurgie du cobalt; cobalt sous forme brute; poudres	kg	10%	0%

Suite

30.00	- Déchets et débris	kg	10%	0%
	- Autres : en cobalt			
90.10	-- cobalt électrolytique en cathodes brisées d'une teneur supérieure ou égale à 99,3 % en cobalt	kg	10%	0%
90.20	-- cobalt en granulés d'une teneur supérieure ou égale à 99,3 %	kg	10%	0%
90.30	-- cobalt cathodique d'une teneur inférieure à 99,3 % en cobalt	kg	10%	0%
	-- alliages blancs en lingots, en granulés ou en poudre:			
90.41	--- d'une teneur de 20 à 30 % en cobalt et de 21 à 25% en cuivre	kg	10%	0%
90.42	--- d'une teneur de 21 à 30 % en cobalt et de 10 à 20% en cuivre	kg	10%	0%
90.43	--- d'une teneur de 31 à 40 % en cobalt et de 10 à 20% en cuivre	kg	10%	0%
90.49	--- autres	kg	10%	0%
	-- alliages cobalt-nickel en lingots, en granulés ou en poudre:			
90.51	--- d'une teneur de 30 à 40 % en cobalt, de 7 à 15% en cuivre et de 10 à 15% en nickel	kg	10%	0%
90.52	--- d'une teneur de 30 à 40 % en cobalt, de 16 à 25% en cuivre et de 10 à 15% en nickel	kg	10%	0%
90.53	--- d'une teneur de 41 à 50 % en cobalt, de 7 à 15% en cuivre et de 10 à 15% en nickel	kg	10%	0%
90.59	--- autres	kg	10%	0%
	-- cobalt autrement présenté :			
90.91	--- d'une teneur inférieure ou égale à 90 % en cobalt	kg	10%	0%
90.92	--- d'une teneur de 91 à 95% en cobalt	kg	10%	0%
90.93	--- d'une teneur de 96 à 99% en cobalt	kg	10%	0%
90.99	--- autres	kg	10%	0%
100) 8106.00.00	Bismuth et ouvrages en bismuth, y compris les déchets et débris.	kg	5%	0%
101) 81.07	Cadmium et ouvrages en cadmium, y compris les déchets et débris.			
	- Cadmium sous forme brute; poudres :			
20.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en cadmium	kg	10%	0%
20.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en cadmium	kg	10%	0%
20.90	-- autres	kg	10%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
102) 81.08	Titane et ouvrages en titane, y compris les déchets et débris.			
20.00	- Titane sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	5%	0%
90.00	- Autres	kg	5%	0%
103) 81.09	Zirconium et ouvrages en zirconium, y compris les déchets et débris.			
20.00	- Zirconium sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	5%	0%
90.00	- Autres	kg	5%	0%
104) 81.12	Béryllium, chrome, germanium, vanadium, gallium, hafnium (celtium), indium, niobium (columbium), rhénium et thallium, ainsi que les ouvrages en ces métaux, y compris les déchets et débris.			
	- Béryllium :			
12.00	-- Sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
13.00	-- Déchets et débris	kg	5%	0%

Suite

19.00	--Autres	kg	10%	0%
	- Chrome :			
21.00	-- Sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
22.00	-- Déchets et débris	kg	5%	0%
29.00	-- Autres	kg	10%	0%
	- Thallium :			
	-- Autres:			
51.00	-- Sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
52.00	-- Déchets et débris	kg	5%	0%
59.00	-- Autres	kg	5%	0%
	- Autres :			
	--- sous forme brute; déchets et débris; poudres :			
92.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en thallium	kg	5%	0%
92.20	--- d'une teneur de 99 à 99,99% en thallium	kg	5%	0%
92.90	--- autres	kg	5%	0%
	-- Autres :			
99.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en thallium	kg	5%	0%
99.20	--- d'une teneur de 99 à 99,99% en thallium	kg	5%	0%
99.90	--- autres	kg	5%	0%

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 21/029 du 31 /12/2021 pour l'exercice 2022.

Fait à Kananga, le 31 décembre 2021

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'originale
Kinshasa, le 31 décembre 2021
Le Cabinet du Président de la République

Guylain NYEMBO MBWIZYA



Secteur
**ANNEXE XVII: TAUX DES DROITS D'ACCISES APPLICABLES AUX MARCHANDISES ET SERVICES VISES A L'ARTICLE 3 DE
L'ORDONNANCE-LOI N°18/002 DU 13 MARS 2018 PORTANT CODE DES ACCISES TELLE QUE MODIFIEE ET COMPLETEE PAR LA
PRESENTE LOI.**

N° d'ordre	LIBELLE	TAUX D'IMPOSITION
I.	MARCHANDISES	
1.	agents de surface organiques autres que les savons	10%
2.	alcool éthylique dénaturé de tous titres:	
i.	alcool éthylique dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus, à usage médicaux	5%
ii.	alcool éthylique dénaturé de tous titres, à l'exception de l'alcool éthylique dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus à usage médicaux	10%
3.	alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus, à tous autres usages industriels	10%
4.	alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80% vol	10%
5.	alcools acycliques et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés	10%
6.	articles d'équipement pour la construction (réservoirs, cuves et récipients d'une contenance excédant 300 litres, portes et fenêtres, volets et stores, etc.) en matières plastiques	10%
7.	articles de literie et articles similaires (matelas, couvre pieds, édredons, coussins, poufs, oreillers, par exemple) en matières plastiques alvéolaires	10%
8.	articles de transport ou d'emballage en matières plastiques	10%
9.	autres boissons dont le titre alcoométrique volumique n'excède pas 0,5% vol	15%
10.	autres boissons fermentées (cidre, poiré, hydromel, par exemple) dont le titre alcoométrique volumique excède 0,5 % vol	45%
11.	autres ouvrages en matières plastiques	10%
12.	autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques	20%
13.	autres produits pour pipes à eau	60%
14.	autres tabacs et succédanés de tabac, fabriqués	60%
15.	baignoires, douches, éviers, lavabos, bidets, cuvettes d'aisance et leurs sièges et couvercles, réservoirs de chasse et articles similaires pour usages sanitaires ou hygiéniques, en matières plastiques	10%
16.	bandages, bandes de roulement pour pneumatiques et « flaps », en caoutchouc	10%
17.	bières de malt :	
i.	d'un titre alcoométrique volumique excédant 0,5 % vol titrant moins de 6°	24%
ii.	d'un titre alcoométrique volumique excédant 0,5 % vol titrant 6° et plus	28%
18.	boissons à base de jus de fruits ou de légumes, limonades et autres boissons sucrées, aromatisées ou non	10%
19.	bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture en matières plastiques	10%
20.	cartouche pour cigarettes électroniques	60%
21.	chambres à air, en caoutchouc	10%
22.	cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac	60%
23.	cigarettes électroniques	60%
24.	cirages et crèmes pour chaussures, encaustiques, brillants pour carrosseries, verre ou métaux, pâtes et poudres à récurer et préparations similaires, (même sous forme de papier, ouates, feutres, nontissés, matière plastique ou caoutchouc alvéolaires, imprégnés, enduits ou recouverts de ces préparations), y compris les cires artificielles et les cires préparées	10%
25.	courroies transporteuses ou de transmission, en caoutchouc vulcanisé	10%
26.	dentifrices	5%
27.	dépilatoires	20%
28.	désodorisants corporels et antisuorants	20%
29.	désodorisants corporels, préparations pour bains, autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques	20%
30.	eaux - de - vie dénaturées de tous titres	80%
31.	eaux - de - vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses	80%
32.	eaux minérales naturelles ou artificielles, traitées et/ou conditionnées, gazéifiées ou non	5%
33.	essences, avgas, jet A1, kérozène, pétrole lampant, gasoils et huiles de graissage et lubrifiants, contenant ou non du biodiesel :	
i.	essences et gasoils et autres produits	25%
ii.	avgas, jet A1, kérozène et pétrole lampant	15%
iii.	huiles de graissage et lubrifiants	10%
34.	extraits et sauces de tabac	60%
35.	gaz naturel, propane et butane liquéfiés	15%
36.	jus de fruits (y compris les moûts de raisin) ou de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, contenant un ou plusieurs agents chimiques de stérilisation	10%
37.	laques pour cheveux	15%
38.	liquides pour freins hydrauliques et autres liquides préparés pour transmissions hydrauliques, même contenant des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux en toutes proportions	10%
39.	mélanges de boissons fermentées	45%
40.	mélanges de boissons fermentées et de boissons non alcooliques	45%
41.	moûts de raisin fermentés ou non avec addition d'alcool	45%
42.	papiers, ouates, feutres et nontissés, imprégnés, enduits ou recouverts de savon ou de détergents	10%
43.	parfums et eaux de toilette	20%
44.	pipe à eau	80%
45.	plaques et feuilles en matières plastiques alvéolaires	10%
46.	pneumatiques neufs, rechapés ou usagés, en caoutchouc	10%
47.	préparations capillaires autres que les shampoings	15%
48.	préparations des types utilisés pour l'ensimage des matières textiles, l'huilage ou le graissage du cuir, des pelleteries ou d'autres matières même contenant comme constituants de base 70% ou davantage en poids, d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux	10%
49.	préparations lubrifiantes, y compris les huiles de coupe, les préparations pour le dégrillage des écrous, les préparations antirouille ou anticorrosion et les préparations pour le démolage, à base de lubrifiants même contenant comme constituants de base 70% ou davantage en poids, d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux	10%

N° d'ordre	LIBELLE	TAUX D'IMPOSITION
50	préparations pour bain	20%
51	préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, y compris les poudres et les poudres compactes, ainsi que les préparations antisolaires et les préparations pour bronzer	15%
52	préparations pour l'ondulation et le défrisage permanent	15%
53	préparations pour le prérasage, le rasage ou l'après-rasage	15%
54	préparations pour manucures ou pédicures	15%
55	préparations pour parfumer et désodoriser les locaux	20%
56	préparations tensio-actives, préparations pour lessives (y compris les préparations auxiliaires de lavage) et préparations de nettoyage, même contenant du savon, autres que les préparations organiques tensio-actives à usage de savon ou destinées au lavage de la peau	10%
57	produits de beauté	15%
58	produits de maquillage	15%
59	produits et préparations organiques tensio-actifs à usage de savon, même contenant du savon	10%
60	produits et préparations organiques tensio-actifs destinés au lavage de la peau, sous forme de liquide ou de crème, même contenant du savon	10%
61	revêtements de sols et tapis de pieds, en caoutchouc	10%
62	revêtements de sols et tapis de pieds, en matières plastiques	10%
63	savons	10%
64	shampooings	15%
65	sièges et autres meubles, en matières plastiques, à l'exclusion de ceux utilisés en médecine, en chirurgie, en art dentaire et en art vétérinaire	10%
66	succédanés de tabac fabriqués ne contenant pas de tabac	60%
67	tabac pressé ou saqué, utilisé pour la fabrication du tabac à priser	60%
68	tabacs « homogénéisés » ou « reconstitués »	60%
69	tubes et tuyaux en caoutchouc, même pourvus de leurs accessoires (joints, coudes, raccords par exemple)	10%
70	tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords, par exemple) en matières plastiques à l'exclusion de boyaux artificiels	10%
71	vaisselle, autres articles de ménage ou d'économie domestique et articles d'hygiène ou de toilette, en matières plastiques	10%
72	véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus, neufs ou usagés	10%
73	véhicules automobiles pour le transport de marchandises, neufs ou usagés	10%
74	vermouths et autres vins de raisins frais préparés à l'aide de plantes ou de substances aromatiques	45%
75	vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool	45%
76	voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (autres que les véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus), y compris les voitures du type « break » et les voitures de course, neufs ou usagés	10%
77	bières sans alcool	15%
78	autres eaux conditionnées pour la table	5%
79	autres boissons non alcooliques additionnées de sucre ou non et utilisant des matières premières et autres substances autres que les fruits, les légumes et les jus de fruits et les jus de légumes ;	15%
II. SERVICES		
1	accès à l'internet	10%
2	data	10%
3	messagerie	10%
4	voix	10%
5	Allocation d'une liaison spécialisée pour la transmission de données même s'il n'y a pas transfert effectif de données	10%
6	Services à valeur ajoutée fournis à titre onéreux ou non	10%

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 21/029 du 31/12/2021 pour l'exercice 2022.

Fait à Kananga, le 31 décembre 2021

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'originale

Kinshasa, le 31 décembre 2021

Le Cabinet du Président de la République

Guylin NYEMBO MBWIZYA

Directeur de Cabinet

CABINET DU PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE

RÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE



Suite

ANNEXE XVIII : SYNTHESE DE L'UTILISATION DES ALLOCATIONS DTS

N°	MINISTERES	SECTION	Nombre de projet	MONTANT ANNUEL 2022		1ère TRANCHE		2ème TRANCHE	
				En Milliard de FC	En Million de USD	En Milliard de FC	En Million de USD	En Milliard de FC	En Million de USD
1	SANTE	37	2	151,6	72,7	77,4	37,1	74,3	35,6
2	EPST	38	2	203,4	97,5	83,0	39,8	120,4	57,7
3	ITP	42	2	571,9	274,2	239,9	115,0	332,1	159,2
4	AGRICULTURE	44	1	83,4	40,0	0,0	0,0	83,4	40,0
5	DEVELOPPEMENT RURAL	45	2	175,8	84,3	125,2	60,0	50,7	24,3
6	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE	50	4	146,6	70,3	100,3	48,1	46,3	22,2
7	TRANSPORT	51	2	156,4	75,0	0,0	0,0	156,4	75,0
	TOTAL		15	1 489,3	714,0	625,8	300,0	863,5	414,0

ANNEXE XVII : SUITE 1

PROJETS D'INVESTISSEMENT SUR ALLOCATION DTS DU MINISTÈRE DE LA SANTE

N°	I. Intitulé du projet	II. COÛT TOTAL ANNUEL En Milliard de FC	En Million de USD	V. ALIGNEMENT AU PAG BUDGET 2022 INTÉGRANTE AU PMAC-19	VI. STATUT DU PROJET (DENTIFICATION, EN MISE EN OEUVRE DU PROJET RECRUERENT (MOIS/ANNÉE))	VII. ALIGNEMENT DU PROJET AU PNSD (PLIERS/AXE)	VIII. EMARGEMENT DANS LA LETTRE DE MISSION DU MINISTÈRE DE L'ENTRAÎNEMENT, VERIFIABLE EFFETS OBJECTIFS VISIBLES DENTRAÎNEMENT, IMPACT VISIBILE	IX. INDICATEURS OBJECTIFS VISIBLES DENTRAÎNEMENT, IMPACT VISIBILE	X. LOCALISATION DU PROJET	XI. COMMENTAIRES	2ème TRANCHE	
											En Million de USD	
1	Parachèvement de la modernisation de l'hôpital militaire du Camp Tshatshi	39,4	18,9	Oui, dans la cadre de l'AXE 1 : "TRIPOSTE, SURVEILLANCE AU COVID-19 ET RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE"	Oui, conformément aux lettres du Ministre de la Santé n° 1250/CAB/MIN/S/729/N MOJ/M du 10 Aout 2020 et la lettre du Premier Ministre n° CAB/PMD/DIRCABA-SCS/TK/2020 du 5 Aout 2023	Projet au stade de lancement partiel des activités	Hôpital militaire du camp Tshatshi complètement renové	Kinshasa	Décaissement des crédits prévus dans le budget 2022 à la rubrique "Investissements sur Ressources Propres"	18,9	0,0	
2	Construction et équipement de 145 CS dans les 145 territoires	112,2	53,8	Plan type avec devis des travaux existant, liste des équipements standards établie	Oui, dans la cadre de l'AXE 1 : "TRIPOSTE, SURVEILLANCE AU COVID-19 ET RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE"	phase d'identification avec les Divisions provinciales de la santé et l'administration territoriale	145 nouveaux CS construits, équipés et inaugurés par l'autorité provinciale	Dans les 145 territoires de 26 provinces	Décaissement des crédits prévus dans le budget 2022 à la rubrique "Investissements sur Provinces et ETD"	18,2	35,6	
Total		151,6	72,7								37,1	35,6

ANNEXE XVIII : SUITE 2 :
PROJETS D'INVESTISSEMENT SUR ALLOCATION DTS DU MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE, PROFESSIONNEL ET TECHNIQUE

N° 1. Intitulé du projet	II. COÛT TOTAL ANNUEL		XII. COMMENTAIRES	XIII. LOCALISATION DU PROJET	XIV. DURÉE DU PROJET	XV. INDICATEURS OBJECTIFS D'ENTRAÎNEMENT VISIBLE (EFFETS VERIFIABLES) (IMPACT VISIBLE)	XVI. DÉMISSION DU MINISTÈRE DE MISE EN MARCHE (MOIS/ANNÉE)	XVII. ALIGNEMENT DU PROJET AU PSD/PILIER AXÉ	XVIII. ALIGNEMENT DU PROJET AU LETTRE DE MISE EN MARCHE (MOIS/ANNÉE)	XIX. INDICATEURS OBJECTIFS D'ENTRAÎNEMENT (EFFETS STRUCTURENT)	XX. COÛT TOTAL ANNUEL		
	En Milliard de FC	En Million de USD											
1 Construction, réhabilitation, réfection et électrification des infrastructures scolaires	182,9	87,7	OUI	OUI				Pillier 1/Objectif 1 et Pillier 2 spécifique 1 et Objectif 2 spécifique 3 et 3	7-12 mois	Niveau central et ETD	La mesure de gratuité de l'enseignement de base décrite par le gouvernement de la RDC a entraîné un afflux important de plus au moins 400000 d'étudiants qui ont rapié le chemin de l'école. Cela a entraîné les effets intulsi parmi lesquels le surpeuplement des classes existantes les risques de propagation de la maladie comme COVID-19. Les résultats de l'enquête rapide indique qu'il y a une montée importante de la population scolarisable dans certaines scus-division. Ces sous-division ont été appalées "Zones rouges". Comme mesures d'atténuation, il faut procéder immédiatement à la construction de plus au moins 80000 de salles et à la réhabilitation de certaines salles de classes qui sont dans un état de dégradation l'ordement avancé. Il va être que ces écoles construites et réhabilitées doivent être équipées en mobilier scolaire, électricité pour s'adapter à la modernisation et équipées en matériels informatiques pour améliorer la gouvernance.	30,0	57,7
2 Acquisition d'équipements éducatifs, informatiques et numériques	20,4	9,8	OUI	OUI				Pillier 1/Axe 4.9	435 écoles équipées en mobilier scolaire (2400 armoires, 2400 chaises et 2400 tables bureaux) et Directions/Services dotés de 500 équipements informatiques et numériques			39,8	57,7
Total	203,4	97,5											

ANNEXE XVIII : SUITE 3

PROJETS D'INVESTISSEMENT SUR ALLOCATION DTS DU MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS

N°	I. Intitulé du projet	II. COÛT TOTAL		XII. COMMENTAIRES	1ère TRANCHE En Million de USD	2ème TRANCHE En Million de USD
		En Milliard de CDF	En Million de USD			
1	Réhabilitation de la section Luabo - Kasongo - Bukavu : 648 Km, projet de Bitumage	540,7	259,2	Oui		
2	Kin-Elenda	31,3	15,0	Identification (non encore exécuté)		
Total		571,9	274,2		115,0	159,2

Suite


ANNEXE XVIII : SUITE 4

**PROJETS D'INVESTISSEMENT SUR ALLOCATION DTS DU MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
(OFFICE NATIONAL D'HYDRAULIQUE RURAL)**

N°	I. Intitulé du projet	II. COÛT TOTAL ANNUEL		V. ALIGNEMENT AU BUDGET 2022	VI. STATUT DU PROJET (DENTRIFICATION, EN MISE EN GEVRE OU PROJET RECURRANT (MOIS/ANNEE)	VII. ALIGNEMENT DU PROJET AU PNSD (PILEURAXE)	VIII. EMARGEMENT DANS LA LETTER DE MISSION DU MINISTÈRE	IX. INDICATEURS OBJECTIFEMENT VERIFIABLE (EFFETS DENTRAINEMENT, IMPACT VISIBLE, EFFETS STRUCTURANT	X. LOCALISATION DU PROJET	XI. COMMENTAIRES	1ère TRANSCHE En Million de USD	2ème TRANSCHE En Million de USD	
		En Milliard de FC	En Million de USD										
	Modernisation de l'approvisionnement en eau potable en milieu rural et périurbain par 135 forages de ± 150 m de profondeur équipés chacun d'une pompe immergée avec mini réseau de ± 1 km de longueur, une tour métallique de 10m de hauteur, un réservoir en fibre de verre 20 m ³ , de 5 bornes fontaines à 2 robinets + puits perdus, un abri groupe métallique, un groupe électrogène de 18.6 KVA, dans 27 territoires de 9 provinces : Kasai-Oriental, Kasai-Central, Kasai-Lomami, Sankuru, ITURI, Nord-Kivu, Mongala et Sud-Ubangi; en raison de 5 ouvrages par territoire.	63,2	30,3	oui	oui	oui	oui	Identification	Kasai-Oriental (Kabeyakamwanga ; Tshilenge et Mabi ; LOMAMI (Kabinda, Lubao et Kamiji) ; SANKURU (Kole, Lusambo et Lodia) ; KASAI (Itendo, Luebo et Detesse) ; Kasai-Central (Demba, Luiza et Kazumba) ; ITURI (Mahagi, Djugu et Irumu) ; Nord-Kivu (Beni, Nyirangongo et Rutshuru) ; MONGALA (Lisala, Bumba et Bongandanga) ; Sud-Ubangi (Budjala, Libenge et Kungu)	10.000 personnes desservies par ouvrage ce qui implique 50.000 personnes par territoire soit 1 350 000 personnes desservies	Oui	30,0	0,3

N°	1. Intitulé du projet	II. CÔTÉ TOTAL ANNUEL		III. EXISTENCE D'ETUDES DE FAISABILITÉ	IV. PROJET FAISANT PARTIE INTEGRANTE AU PMUAC-19	V. ALIGNEMENT AU PAG BUDGET 2022	VI. STATUT DU PROJET (IDENTIFICATION, EN MISE EN ŒUVRE DU PROJET RECURRANT (MOIS/ANNÉE)	VII. ALIGNEMENT DU PROJET AU PNSD (PILEUR/AXE)	VIII. EMARGEMENT DANS LA LETTRE DE MISSION DU MINISTÈRE	IX. INDICATEURS OBJECTIFEMENT VISIBLE, EFFETS STRUCTURANT D'ENTRAINEMENT, IMPACT VERIFIABLE (EFFETS	X. LOCALISATION DU PROJET	XI. COMMENTAIRES	1ère TRANSCHE	2ème TRANSCHE			
		En Milliard de FC	En Million de USD														
	Développement de pistes rurales (réhabilitation des routes de desserte agricoles) 2	112,6	54,0	oui	oui	oui	Identification	Oui		4337 Km des routes réhabilitées; 19 516 500 emplois temporaires créés; 43 Chefs de chantier formés; 87 Chefs d'équipe formés; 173 Comités Locaux d'Entretien Routiers formés.	Provinces : Haut-Lomami, Ituri, Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental, Mongala, Nord-Kivu, Sud-Ubangi, Tanganyika et Tshuapa	Toutes ces provinces sont fortement enclavées. Nous visons à l'amélioration de l'approvisionnement des centres urbains de ces provinces en produits vivriers en vue de contribuer à la sécurité alimentaire, à l'incitation de la population pour augmenter sa production suite à la réhabilitation du réseau routier de ces provinces. Large participation de la femme congolaise (30%). En utilisant la méthode à Haute Intensité de la Main-d'œuvre (HIMO), l'ODA sauvegarde l'environnement et il n'y a pas de pollution à déplorer.	30,0	24,0	24,3	60,0	24,3

ANNEXE XVIII : SUITE 5

PROJETS D'INVESTISSEMENT SUR ALLOCATION DTS DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

N°	I. Intitulé du projet	II. COÛT TOTAL ANNUEL		III. EXISTENCE D'ETUDES DE FAISABILITÉ	IV. PROJET FAISANT PARTIE INTEGRANTE AU PMAC-19	V. AUGMENTATION AU BUDGET 2022	VI. STATUT DU PROJET EN COURSE OU PROJET EN MISE EN DIMENSIONNEMENT (MOIS/ANNÉE)	VII. AUGMENTATION DU PROJET AU PSD (PUBLIQUE/AXE)	VIII. EMARGEMENT DANS LA LETTRE DE MISSION DU MINISTÈRE	IX. INDICATEURS OBJECTIFEMENT VÉRIFIABLES (EFFETS DENTRAÎNEMENT, IMPACT VISIBLE, EFFETS STRUCTURANT)	X. LOCALISATION DU PROJET	XI. COMMENTAIRES	Titre TRANSCHE	2ème TRANSCHE	En Million de USD	En Million de USD			
		En Milliard de FC	En Million de USD																
1	Implantation des parcs agro-industriels	83,4	40,00	Oui	Oui (identification)	Non	Pilier III : Consolidation de la croissance économique, diversification et transformation de l'économie/ Axe 14: Redynamisation de l'Agriculture vivrière, industrielle et pérenne	Non	La production végétale s'étendra sur une superficie de 4274 ha repartie sur 3 principales cultures dont : Le Maïs : une unité de 10 T/Jr soit 33 000 tonnes par an, dimensionnée pour une production annuelle de plus de 25 000 Tonnes (10 000 tonnes provenant des PV et 15 000 tonnes prenant du PAI, soit 2 500 ha de maïs en deux cycles) ; le Manioc humide ou sec (cossette) : une unité de 40 T/Jr soit 132 000 tonnes par an, dimensionnée pour une production annuelle de plus de 112 000 Tonnes (50 000 tonnes provenant des PV et 62 500 tonnes prenant du PAI, soit 2 500 ha de manioc) les graines de palme : une mini-huilerie de 10 T/Jr soit 33 000 tonnes par an, dimensionnée pour une production annuelle de plus de 25 000 Tonnes (20 000 tonnes provenant de la collecte villageoise et PV, puis 11 250 Tonnes prenant du PAI, soit 750 ha de palmeraie). La production d'huile brute attendue est de 3 250 tonnes/an	0,00	40,00								
	Total	83,4	40,00																

Suite

Suite

ANNEXE XVIII : SUITE 6
**PROJETS D'INVESTISSEMENT SUR ALLOCATION DTS DU MINISTÈRE DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ÉLECTRICITÉ
(ANSER)**

N°	I. INITIATIVE DU PROJET	II. COÛT TOTAL ANNUEL		V. ALIGNEMENT AU PAG BUDGET 2022	VI. PROJET FAISANT PARTIE INTEGRANTE AU MUDAC-19	VII. ALIGNEMENT DU PROJET AU PNSD (PLUS/MOINS)	VIII. EMARGEMENT DANS LA LETTRE DE MISSION DU MINISTÈRE	IX. INDICATEURS OBJECTIFS VISIBLES EFFETS D'ENTRAÎNEMENT, IMPACT VISIBLE,	X. LOCALISATION DU PROJET	XI. COMMENTAIRES	En Million de USD	En Million de USD	2ème TRANCHE	En Million de USD
		En Milliard de FC	En Million de USD											
1	Projet de Construction de 10 Micro Centrales Hydroélectriques	31,5	15,1	En cours de Mise en Œuvre	Oui	Oui	En cours de Mise en Œuvre	8300 ménages électrifiés	Haut Uélé, Kasai Central, Kasai Central, Kwilu, Lomami, Mongala, Nord-Kivu, Nord-Ubangi, Sud-Kivu et Tshopo	Ce programme porté par le Gouvernement, met à contribution les Ministères de Développement rural pour le développement d'infrastructures de base ainsi que celui des Ressources Hydrauliques et Électriques à travers l'ANSER en vue du développement du volet énergie du dit programme destiné aux communautés. Modernisation des villages pour arrêter l'exode rural, booster le tourisme national, sécuriser la femme et la fille villageoises en allégeant la corvée d'eau et de bois, lutter contre le chômage, améliorer les conditions de vie dans les villages, instaurer une gouvernance citoyenne pour tous les territoires. Sur chaque site, montage d'un moulin de taille moyenne pour amorcer l'agro-industrie et stimuler le développement de la comté.	15,1	0,0		

N° I. Intitulé du projet	II. COÛT TOTAL ANNUEL		En Milliard de FC	En Million de USD	III. EXISTENCE D'ETUDES DE FAISABILITE	IV. PROJET FAISANT PARTIE INTEGRANTE AU PROJET COVID-19	V. ALIGNEMENT AU PAG BUDGET 2022	VI. ALIGNEMENT DU PAG BUDGET 2022 (PLAISANCE)	VII. EMARGEMENT DANS LA LETTRE DE MISSION DU MINISTÈRE	IX. INDICATEURS D'EFFICACITÉ VÉRIFIABLE (EFFETS STRUCTURENT, MPPC VISIBLE)	X. LOCALISATION DU PROJET	XI. COMMENTAIRES	2ème TRANCHE	En Million de USD	En Million de USD	
	En Milliard de FC	En Million de USD														
Projet de Construction de 15 Micro Centrales Solaire	87.2	41,8	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	16,8	25,0

N°	I. INTITULÉ DU PROJET	II. COÛT TOTAL ANNUEL	En Milliard de FC	En Million de USD	III. EXISTENCE DES DEFAISABILITÉS		IV. PROJET FAISANT PARTIE INTEGRANTE AU PMUAC-19	V. ALIGNEMENT AU PAG BUDGET 2022	VI. STATUT DU PROJET (DENIFFICATIF) EN MISE EN OEUVRE OU PROJET RECURRANT (MOIS/ANNÉE)	VII. ALIGNEMENT DU PROJET AU PNSD (PLIÉGARDE)	VIII. EMARGEMENT DANS LA LETTRE DE MISSION DU MINISTÈRE	IX. INDICATEURS OBJECTIFS/MENT VÉRIFIABLES (EFFETS D'ENTRAÎNEMENT, MACT MISIBLE, EFFETS STRUCTURANT)	X. LOCALISATION DU PROJET		XI. COMMENTAIRES	1ère TRANCHE	2ème TRANCHE	En Million de USD	En Million de USD	
					Oui	Oui							Le Budget à allouer à ce projet de Réhabilitation & extension est de 8 100 000 \$.							
	Projet de Réhabilitation et Extension de 9 Micro Centrales Hydroélectriques	16,7	8,0	Oui	Oui	Oui														
4	Projets de 3 Soutirages	11,3	5,4	Oui	Oui	Oui														
	Total	146,6	70,3																	
																		48,1	22,2	

Suite

ANNEXE XVIII : SUITE 7
PROJETS D'INVESTISSEMENT SUR ALLOCATION DTS DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS

N° 1. Intitulé du projet	II. CÔTÉ TOTAL ANNUEL		III. EXISTENCE DE TUDES DE FAISABILITÉ				IV. PROJET FAISANT PARTIE INTÉGRALITÉ PAG BUDGET 2022				V. STAUT DU PROJET (IDENTIFICATION, EN MISE EN DEMARQUEMENT, RECOURRENT LETTERE DE MISSION DU MINISTÈRE VERIFIABLE (EFFETS DENTRAINEMENT, IMPACT VISIBLE, EFFETS STRUCTURANT IX. INDICATEURS OBJECTIFEMENT X. LOCALISATION DU PROJET				XI. COMMENTAIRES		XII. TRANCHE					
	En Milliard de FC	En Million de USD	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	En Million de USD	En Million de USD				
1 Réhabilitation et modernisation du Port de Bumba	41,7	20,0	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Pilier 4, Axe: équipamen ts structurant s le Territoire	Province de Kinshasa, Mongala et Sud- Kivu	Fréquence des bâcheaux	Faciliter et améliorer les activités portuaires afin de désenclaver cette partie du pays	0,0	20,0
2 Construction du Port de Maluku	114,7	55,0	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Pilier 4, Axe: équipamen ts structurant s le Territoire	Maluku / Kinshasa	Fréquence des bâcheaux	Ce coût comprend les travaux de la chaussée rigide et de protection des berges ainsi que 9 millions pour Construction d'une ligne électrique Haute tension et implantation d'un poste Moyenne Tension et Haute Tension dans la Zone Economique de Maluku	55,0	0,0
Total	156,4	75,0																0,0	75,0			

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 21/029 du 31/12/2021 pour l'exercice 2022.

Fait à Kananga, le 31 décembre 2021

Felix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



**ANNEXE XIX: REPARTITION DES CREDITS ALLOUES AUX PROJETS DU PROGRAMME DE
DEVELOPPEMENT LOCAL PAR TERRITOIRE**

CODE	PROVINCES ET TERRITOIRES	MONTANT PAR TERRITOIRE (EN FC)
01	BAS-UELE	15 017 976 000
011100	TERRITOIRE D'AKETI	2 502 996 000
011200	TERRITOIRE D'ANGO	2 502 996 000
011300	TERRITOIRE DE BAMBESA	2 502 996 000
011400	TERRITOIRE DE BONDO	2 502 996 000
011500	TERRITOIRE DE BUTA	2 502 996 000
011600	TERRITOIRE DE POKO	2 502 996 000
02	EQUATEUR	17 520 972 000
021100	TERRITOIRE DE BASANKUSU	2 502 996 000
021200	TERRITOIRE DE BIKORO	2 502 996 000
021300	TERRITOIRE DE BOLOMBA	2 502 996 000
021400	TERRITOIRE DE BOMONGO	2 502 996 000
021500	TERRITOIRE DE INGENDE	2 502 996 000
021600	TERRITOIRE DE LUKOLELA	2 502 996 000
021700	TERRITOIRE DE MAKANZA	2 502 996 000
03	HAUT-KATANGA	15 017 976 000
031100	TERRITOIRE DE KAMBOVE	2 502 996 000
031200	TERRITOIRE DE KASENGA	2 502 996 000
031300	TERRITOIRE DE KIPUSHI	2 502 996 000
031400	TERRITOIRE DE MITWABA	2 502 996 000
031500	TERRITOIRE DE PWETO	2 502 996 000
031600	TERRITOIRE DE SAKANIA	2 502 996 000
04	HAUT-LOMAMI	12 514 980 000
041100	TERRITOIRE DE BUKAMA	2 502 996 000
041200	TERRITOIRE DE KABONGO	2 502 996 000
041300	TERRITOIRE DE KAMINA	2 502 996 000
041400	TERRITOIRE DE KANIAMA KASESE	2 502 996 000
041500	TERRITOIRE DE MALEMBA-NKULU	2 502 996 000
05	HAUT-UELE	15 017 976 000
051100	TERRITOIRE DE DUNGU	2 502 996 000
051200	TERRITOIRE DE FARADJE	2 502 996 000
051300	TERRITOIRE DE NIANGARA	2 502 996 000
051400	TERRITOIRE DE RUNGU	2 502 996 000
051500	TERRITOIRE DE WAMBA	2 502 996 000
051600	TERRITOIRE DE WATSA	2 502 996 000
06	ITURI	12 514 980 000
061100	TERRITOIRE D'ARU	2 502 996 000
061200	TERRITOIRE DE DJUGU	2 502 996 000
061300	TERRITOIRE D'IRUMU	2 502 996 000
061400	TERRITOIRE DE MAHAGI	2 502 996 000
061500	TERRITOIRE DE MAMBASA	2 502 996 000
07	KASAI	12 514 980 000
071100	TERRITOIRE DE DEKESE	2 502 996 000
071200	TERRITOIRE D'ILEBO	2 502 996 000
071300	TERRITOIRE DE KAMONIA	2 502 996 000
071400	TERRITOIRE DE LUEBO	2 502 996 000
071500	TERRITOIRE DE MWEKA	2 502 996 000
08	KASAI ORIENTAL	12 514 980 000

081100	TERRITOIRE DE KABEYA KAMWANGA	2 502 996 000 <i>Suite</i>
081200	TERRITOIRE DE KATANDA	2 502 996 000
081300	TERRITOIRE DE LUPATAPATA	2 502 996 000
081400	TERRITOIRE DE MIABI	2 502 996 000
081500	TERRITOIRE DE TSHILENGE	2 502 996 000
09	KONGO CENTRAL	25 029 960 000
091100	TERRITOIRE DE KASANGULU	2 502 996 000
091200	TERRITOIRE DE KIMVULA	2 502 996 000
091300	TERRITOIRE DE LUKULA	2 502 996 000
091400	TERRITOIRE DE LUOZI	2 502 996 000
091500	TERRITOIRE DE MADIMBA	2 502 996 000
091600	TERRITOIRE DE MBANZA NGUNGU	2 502 996 000
091700	TERRITOIRE DE MOANDA	2 502 996 000
091800	TERRITOIRE DE SEKE BANZA	2 502 996 000
091900	TERRITOIRE DE SONGOLOLO	2 502 996 000
092000	TERRITOIRE DE TSHELA	2 502 996 000
10	KWANGO	12 514 980 000
101100	TERRITOIRE DE FESHI	2 502 996 000
101200	TERRITOIRE DE KAHEMBA	2 502 996 000
101300	TERRITOIRE DE KASONGOLUNDA	2 502 996 000
101400	TERRITOIRE DE KENGÉ	2 502 996 000
101500	TERRITOIRE DE POPOKABA	2 502 996 000
11	KWILU	12 514 980 000
111100	TERRITOIRE DE BAGATA	2 502 996 000
111200	TERRITOIRE DE BULUNGU	2 502 996 000
111300	TERRITOIRE DE IDIOFA	2 502 996 000
111400	TERRITOIRE DE GUNGU	2 502 996 000
111500	TERRITOIRE DE MASIMANIMBA	2 502 996 000
12	LOMAMI	12 514 980 000
121100	TERRITOIRE DE KABINDA	2 502 996 000
121200	TERRITOIRE DE KAMJJI	2 502 996 000
121300	TERRITOIRE DE LUBAO	2 502 996 000
121400	TERRITOIRE DE LUILU	2 502 996 000
121500	TERRITOIRE DE NGANDAJIKA	2 502 996 000
13	LUALABA	12 514 980 000
131100	TERRITOIRE DE DILOLO	2 502 996 000
131200	TERRITOIRE DE KAPANGA	2 502 996 000
131300	TERRITOIRE DE LUBUDI	2 502 996 000
131400	TERRITOIRE DE MUTSHATSHA	2 502 996 000
131500	TERRITOIRE DE SANDOA	2 502 996 000
14	KASAI CENTRAL	12 514 980 000
141100	TERRITOIRE DE DEMBA	2 502 996 000
141200	TERRITOIRE DE DIBAYA	2 502 996 000
141300	TERRITOIRE DE DIMBELENGE	2 502 996 000
141400	TERRITOIRE DE KAZUMBA	2 502 996 000
141500	TERRITOIRE DE LUIZA	2 502 996 000
15	MAI-NDOMBE	20 023 968 000
151100	TERRITOIRE DE BOLOBO	2 502 996 000
151200	TERRITOIRE D'INONGO	2 502 996 000
151300	TERRITOIRE DE KIRI	2 502 996 000
151400	TERRITOIRE DE KUTU	2 502 996 000
151500	TERRITOIRE DE KWAMOUTH	2 502 996 000
151600	TERRITOIRE DE MUSHIE	2 502 996 000

151700	TERRITOIRE D'OSHWE	2 502 996 000
151800	TERRITOIRE DE YUMBI	2 502 996 000
16	MANIEMA	17 520 972 000
161100	TERRITOIRE KABAMBARE	2 502 996 000
161200	TERRITOIRE DE KAILO	2 502 996 000
161300	TERRITOIRE DE KASONGO	2 502 996 000
161400	TERRITOIRE DE KIBOMBO	2 502 996 000
161500	TERRITOIRE DE LUBUTU	2 502 996 000
161600	TERRITOIRE DE PANGI	2 502 996 000
161700	TERRITOIRE DE PUNIA	2 502 996 000
17	MONGALA	7 508 988 000
171100	TERRITOIRE DE BONGANDANGA	2 502 996 000
171200	TERRITOIRE DE BUMBA	2 502 996 000
171300	TERRITOIRE DE LISALA	2 502 996 000
18	NORD-KIVU	15 017 976 000
181100	TERRITOIRE DE BENI (OICHA)	2 502 996 000
181200	TERRITOIRE DE LUBERO	2 502 996 000
181300	TERRITOIRE DE MASISI	2 502 996 000
181400	TERRITOIRE DE NYIRAGONGO	2 502 996 000
181500	TERRITOIRE DE RUTSHURU	2 502 996 000
181600	TERRITOIRE DE WALIKALE	2 502 996 000
19	NORD-UBANGI	10 011 984 000
191100	TERRITOIRE DE BOSOBOLO	2 502 996 000
191200	TERRITOIRE DE BUSINGA	2 502 996 000
191300	TERRITOIRE DE MOBAYI MBONGO	2 502 996 000
191400	TERRITOIRE DE YAKOMA	2 502 996 000
20	SANKURU	15 017 976 000
201100	TERRITOIRE DE KATAKO KOMBE	2 502 996 000
201200	TERERITOIRE DE KOLE	2 502 996 000
201300	TERRITOIRE DE LODJA	2 502 996 000
201400	TERRITOIRE DE LOMELA	2 502 996 000
201500	TERRITOIRE DE LUBEFU	2 502 996 000
201600	TERRITOIRE DE LUSAMBO	2 502 996 000
21	SUD-KIVU	20 023 968 000
211100	TERRITOIRE DE FIZI	2 502 996 000
211200	TERRITOIRE D'IDJWI	2 502 996 000
211300	TERRITOIRE DE KALEHE	2 502 996 000
211400	TERRITOIRE DE KABARE	2 502 996 000
211500	TERRITOIRE DE MWENGA	2 502 996 000
211600	TERRITOIRE DE SHABUNDA	2 502 996 000
211700	TERRITOIRE D'UVIRA	2 502 996 000
211800	TERRITOIRE DE WALUNGU	2 502 996 000
22	SUD-UBANGI	10 011 984 000
221100	TERRITOIRE DE BUDJALA	2 502 996 000
221200	TERRITOIRE DE GEMENA	2 502 996 000
221300	TERRITOIRE DE KUNGU	2 502 996 000
221400	TERRITOIRE DE LIBENGE	2 502 996 000

23	TANGANYIKA	15 017 976 000
231100	TERRITOIRE DE KABALO	2 502 996 000
231200	TERRITOIRE DE KALEMIE	2 502 996 000
231300	TERRITOIRE DE KONGOLO	2 502 996 000
231400	TERRITOIRE DE MANONO	2 502 996 000
231500	TERRITOIRE DE MOBA	2 502 996 000
231600	TERRITOIRE DE NYUNZU	17 520 972 000
24	TSHOPO	2 502 996 000
241100	TERRITOIRE DE BAFWASENDE	2 502 996 000
241200	TERRITOIRE DE BANALIA	2 502 996 000
241300	TERRITOIRE DE BASOKO	2 502 996 000
241400	TERRITOIRE D'ISANGI	2 502 996 000
241500	TERRITOIRE D'OPALA	2 502 996 000
241600	TERRITOIRE D'UBUNDU	2 502 996 000
241700	TERRITOIRE DE YAHUMA	15 017 976 000
25	TSHUAPA	2 502 996 000
251100	TERRITOIRE DE BEFALE	2 502 996 000
251200	TERRITOIRE DE BOENDE	2 502 996 000
251300	TERRITOIRE DE BOKUNGU	2 502 996 000
251400	TERRITOIRE DE DJOLU	2 502 996 000
251500	TERRITOIRE D'IKELA	2 502 996 000
251600	TERRITOIRE DE MONKOTO	2 502 996 000
	TOTAL	362 934 420 000

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 21/029 du 31/12/2021 pour l'exercice 2022.

Fait à Kananga, le 31 décembre 2021

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'originale
Kinshasa, le 31 décembre 2021

Le Cabinet du Président de la République

Guvlain NYEMBO MBWIZYA

Directeur de Cabinet



III

CANEVAS DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022

III. 1

TABLEAU SYNTHESE DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022

III.1.1. TABLEAU SYNTHESE GENERALE DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	TX ACCR
I.	BUDGET GENERAL	9 788 532 618 138	9 964 861 062 177	101,8	15 331 381 676 484	7 665 690 838 242	6 299 079 342 777	82,2	20 408 330 686 833	91,7	33,1
I.1.	RECETTES INTERNES (P.C)	6 687 781 907 284	7 518 986 601 019	112,4	10 886 827 809 013	5 443 413 904 506	5 384 238 277 314	98,9	14 755 887 850 062	66,3	35,5
I.1.1.	RECETTES COURANTES	6 337 781 907 284	6 967 689 411 019	109,9	10 736 827 809 013	5 368 413 904 506	5 384 238 277 314	100,3	14 755 887 850 062	66,3	37,4
I.1.1.1	Recettes des Douanes et Accises (DGDA)/Hors Miniers	1 453 609 041 675	1 669 167 186 333	114,8	2 332 786 633 422	1 166 393 316 711	1 060 232 650 942	90,9	3 831 414 548 923	17,2	64,2
I.1.1.2	Recettes des Impôts (DGI)/ Hors Pétroliers et Miniers	1 928 397 370 693	2 231 001 933 124	115,7	3 115 693 618 536	1 557 846 809 268	1 603 615 567 924	102,9	3 670 080 628 615	16,5	17,8
I.1.1.3	Recettes Non Fiscales	581 265 183 245	590 912 292 695	101,7	891 234 667 944	445 617 333 972	420 744 260 174	94,4	1 463 810 984 768	6,6	64,2
1°	DGRAD / Hors Pétroliers et Miniers	581 265 183 245	590 912 292 695	101,7	891 234 667 944	445 617 333 972	420 744 260 174	94,4	1 463 810 984 768	6,6	64,2
I.1.1.4	Recettes des Pétroliers Producteurs	243 477 858 176	205 801 018 219	84,5	264 846 418 864	132 423 209 432	187 958 686 504	141,9	394 955 119 801	1,8	49,1
1°	DGI	93 166 708 188	77 670 195 793	83,4	104 846 418 864	52 423 209 432	56 387 393 447	107,6	124 009 876 833	0,6	18,3
2°	DGRAD	150 311 149 988	128 130 822 426	85,2	160 000 000 000	80 000 000 000	131 571 293 057	164,5	270 945 242 968	1,2	69,3
I.1.1.5	Recettes minières	2 131 032 453 495	2 270 806 980 649	106,6	4 132 266 470 247	2 066 133 235 124	2 111 687 111 770	102,2	5 395 626 567 954	24,2	30,6
1°	DGI	1 100 845 544 843	1 346 730 313 862	122,3	2 554 752 235 944	1 277 376 117 972	1 416 446 976 807	110,9	3 460 907 244 832	15,6	35,5
2°	DGDA	420 319 246 428	357 117 248 100	85,0	664 948 902 247	332 474 451 123	243 003 345 406	73,1	734 453 778 150	3,3	10,5
3°	DGRAD	609 867 662 225	566 959 418 687	93,0	912 565 332 056	456 282 666 028	452 236 789 557	99,1	1 200 265 544 972	5,4	31,5
I.1.2.	RECETTES EXCEPTIONNELLES	350 000 000 000	551 297 190 000	157,5	150 000 000 000	75 000 000 000	0	0,0	0	0,0	-100,0
I.2.	RECETTES EXTERIEURES	3 100 750 710 854	2 445 874 461 158	78,9	4 444 553 867 471	2 222 276 933 736	914 841 065 463	41,2	5 652 442 836 771	25,4	27,2
I.2.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUIS BUDGETAIRES	1 064 248 634 498	129 577 728 000	12,2	1 921 415 250 000	960 707 625 000	225 855 000 000	23,5	2 878 115 000 000	12,9	49,8
I.2.1.1	Emprunt programme	673 049 580 000	19 151 588 198	2,8	1 003 350 000 000	501 675 000 000	26 000 000 000	5,2	688 983 120 000	3,1	-31,3
I.2.1.2	Dons budgétaires	391 199 054 498	110 426 139 802	28,2	918 065 250 000	459 032 625 000	199 855 000 000	43,5	2 189 131 880 000	9,8	138,5
I.2.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	2 036 502 076 356	2 316 296 733 158	113,7	2 523 138 617 471	1 261 569 308 736	688 986 065 463	54,6	2 774 327 836 771	12,5	10,0
I.2.2.1	Dons projets	1 734 248 544 070	2 072 485 053 258	119,5	1 576 127 387 464	788 063 693 732	419 894 539 481	53,3	1 759 009 557 332	7,9	11,6
I.2.2.2	Emprunts projets	302 253 532 286	243 811 679 900	80,7	947 011 230 008	473 505 615 004	269 091 525 982	56,8	1 015 318 279 439	4,6	7,2
II.	BUDGETS ANNEXES	205 156 817 237	248 351 164 239	121,1	397 639 326 487	198 819 663 244	198 819 663 244	100,0	409 966 145 608	1,8	3,1
III.	COMPTE SPECIAUX	585 391 634 667	637 473 779 846	108,9	892 557 305 872	446 278 652 936	421 447 817 050	94,4	1 434 712 561 829	6,4	60,7
TOTAL RECETTE DU BUDGET		10 579 081 070 042	10 850 686 006 262	102,6	16 621 578 308 843	8 310 789 154 421	6 919 346 823 070	83,3	22 253 009 394 270	100,0	33,9
"											

III.1.2

RECETTES DU BUDGET GENERAL

III.1.2.1. TABLEAU SYNTHESE DES RECETTES DU BUDGET GENERAL DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	TX ACCR
I.	BUDGET GENERAL	9 788 532 618 138	9 964 861 062 177	101,8	15 331 381 676 484	7 665 690 838 242	6 299 079 342 777	82,2	20 408 330 686 833	100,0	33,1
I.1.	RECETTES INTERNES (P.C)	6 687 781 907 284	7 518 986 601 019	112,4	10 886 827 809 013	5 443 413 904 506	5 384 238 277 314	98,9	14 755 887 850 062	72,3	35,5
I.1.1.	RECETTES COURANTES	6 337 781 907 284	6 967 689 411 019	109,9	10 736 827 809 013	5 368 413 904 506	5 384 238 277 314	100,3	14 755 887 850 062	72,3	37,4
I.1.1.1	Recettes des Douanes et Accises (DGDA)/Hors Miniers	1 453 609 041 675	1 669 167 186 333	114,8	2 332 786 633 422	1 166 393 316 711	1 060 232 650 942	90,9	3 831 414 548 923	18,8	64,2
I.1.1.2	Recettes des Impôts (DGI)/ Hors Pétroliers et Miniers	1 928 397 370 693	2 231 001 933 124	115,7	3 115 693 618 536	1 557 846 809 268	1 603 615 567 924	102,9	3 670 080 628 615	18,0	17,8
I.1.1.3	Recettes Non Fiscales	581 265 183 245	590 912 292 695	101,7	891 234 667 944	445 617 333 972	420 744 260 174	94,4	1 463 810 984 768	7,2	64,2
1°	DGRAD / Hors Pétroliers et Miniers	581 265 183 245	590 912 292 695	101,7	891 234 667 944	445 617 333 972	420 744 260 174	94,4	1 463 810 984 768	7,2	64,2
2°	Autres Recettes /DGRAD	0	0		0	0	0		0	0,0	
I.1.1.4	Recettes des Pétroliers Producteurs	243 477 858 176	205 801 018 219	84,5	264 846 418 864	132 423 209 432	187 958 686 504	141,9	394 955 119 801	1,9	49,1
1°	DGI	93 166 708 188	77 670 195 793	83,4	104 846 418 864	52 423 209 432	56 387 393 447	107,6	124 009 876 833	0,6	18,3
2°	DGRAD	150 311 149 988	128 130 822 426	85,2	160 000 000 000	80 000 000 000	131 571 293 057	164,5	270 945 242 968	1,3	69,3
I.1.1.5	Recettes minières	2 131 032 453 495	2 270 806 980 649	106,6	4 132 266 470 247	2 066 133 235 124	2 111 687 111 770	102,2	5 395 626 567 954	26,4	30,6
1°	DGI	1 100 845 544 843	1 346 730 313 862	122,3	2 554 752 235 944	1 277 376 117 972	1 416 446 976 807	110,9	3 460 907 244 832	17,0	35,5
2°	DGDA	420 319 246 428	357 117 248 100	85,0	664 948 902 247	332 474 451 123	243 003 345 406	73,1	734 453 778 150	3,6	10,5
3°	DGRAD	609 867 662 225	566 959 418 687	93,0	912 565 332 056	456 282 666 028	452 236 789 557	99,1	1 200 265 544 972	5,9	31,5
I.1.2.	RECETTES EXCEPTIONNELLES	350 000 000 000	551 297 190 000	157,5	150 000 000 000	75 000 000 000	0	0,0	0	0,0	-100,0
I.2.	RECETTES EXTERIEURES	3 100 750 710 854	2 445 874 461 158	78,9	4 444 553 867 471	2 222 276 933 736	914 841 065 463	41,2	5 652 442 836 771	27,7	27,2
I.2.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUIS BUDGETAIRES	1 064 248 634 498	129 577 728 000	12,2	1 921 415 250 000	960 707 625 000	225 855 000 000	23,5	2 878 115 000 000	14,1	49,8
I.2.1.1	Emprunt programme	673 049 580 000	19 151 588 198	2,8	1 003 350 000 000	501 675 000 000	26 000 000 000	5,2	688 983 120 000	3,4	-31,3
I.2.1.2	Dons budgétaires	391 199 054 498	110 426 139 802	28,2	918 065 250 000	459 032 625 000	199 855 000 000	43,5	2 189 131 880 000	10,7	138,5
I.2.1.3	Ressources PPTE	0	0		0	0	0		0	0,0	
1°	Ressource PPTE	0	0		0	0	0		0	0,0	
2°	Ressources Allègement IADM	0	0		0	0	0		0	0,0	
I.2.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	2 036 502 076 356	2 316 296 733 158	113,7	2 523 138 617 471	1 261 569 308 736	688 986 065 463	54,6	2 774 327 836 771	13,6	10,0
I.2.2.1	Dons projets	1 734 248 544 070	2 072 485 053 258	119,5	1 576 127 387 464	788 063 693 732	419 894 539 481	53,3	1 759 009 557 332	8,6	11,6
I.2.2.2	Emprunts projets	302 253 532 286	243 811 679 900	80,7	947 011 230 008	473 505 615 004	269 091 525 982	56,8	1 015 318 279 439	5,0	7,2
TOTAL RECETTE DU BUDGET GENERAL		9 788 532 618 138	9 964 861 062 177	101,8	15 331 381 676 484	7 665 690 838 242	6 299 079 342 777	82,2	20 408 330 686 833	100,0	33,1

III.1.3

**RECETTES DE DOUANES
ET ACCISES**

III.1.3.1. TABLEAU SYNTHESE DES RECETTES DES DOUANES ET ACCISES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.	Impôts généraux sur les biens et services	792 019 423 057	882 273 121 179	111,4	1 364 499 662 914	682 249 831 457	592 187 877 411	86,8	2 016 221 054 347	44,2	47,8
II.	Droits d'accises	592 053 578 125	583 152 389 733	98,5	762 300 359 094	381 150 179 547	330 835 575 759	86,8	1 150 746 025 629	25,2	51,0
III.	Droits de douane et autres droits à l'importation	482 236 329 443	549 396 917 504	113,9	856 697 391 247	428 348 695 623	374 033 249 976	87,3	1 196 324 154 365	26,2	39,6
IV.	Taxes à l'exportation	6 911 344 839	10 216 065 758	147,8	12 922 407 859	6 461 203 929	5 608 277 883	86,8	21 554 399 668	0,5	66,8
V.	Amendes et Pénalités	707 612 639	1 245 940 259	176,1	1 315 714 555	657 857 277	571 015 318	86,8	181 022 693 065	4,0	13 658,5
TOTAL DGDA		1 873 928 288 103	2 026 284 434 433	108,1	2 997 735 535 669	1 498 867 767 834	1 303 235 996 348	86,9	4 565 868 327 074	100,0	52,3

III.1.3.2. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES DOUANES ET ACCISES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX. ACCR
I.	Impôts généraux sur les biens et services	792 019 423 057	882 273 121 179	111,4	1 364 499 662 914	682 249 831 457	592 187 877 411	86,8	2 016 221 054 347	44,2	47,8
II.	Droits d'accises	592 053 578 125	583 152 389 733	98,5	762 300 359 094	381 150 179 547	330 835 575 759	86,8	1 150 746 025 629	25,2	51,0
17132100	Accises perçues en régime intérieur	423 210 241 314	430 601 207 903	101,7	566 544 125 141	283 272 062 571	245 878 084 140	86,8	829 547 153 308	18,2	46,4
17132200	Accises perçues à l'importation	168 843 336 811	152 551 181 830	90,4	195 756 233 953	97 878 116 976	84 957 491 618	86,8	321 198 872 321	7,0	64,1
III.	Droits de douane et autres droits à l'importation	482 236 329 443	549 396 917 504	113,9	856 697 391 247	428 348 695 623	374 033 249 976	87,3	1 196 324 154 365	26,2	39,6
17151110	Droits de douane	482 061 646 987	549 172 977 520	113,9	856 694 489 445	428 347 244 723	374 031 990 605	87,3	1 196 324 154 365	26,2	39,6
17151120	Autres droits à l'importation	174 682 455	223 939 984	128,2	2 901 801	1 450 901	1 259 371	86,8	0	0,0	-100,0
IV.	Taxes à l'exportation	6 911 344 839	10 216 065 758	147,8	12 922 407 859	6 461 203 929	5 608 277 883	86,8	21 554 399 668	0,5	66,8
17152100	Droits de sortie des minerais	606 522 556	1 933 390 613	318,8	4 372 759 212	2 186 379 606	1 897 761 551	86,8	5 791 036 422	0,1	32,4
17152200	Droits de sortie des produits agricoles et végétaux	6 304 822 284	8 282 675 145	131,4	8 549 648 647	4 274 824 323	3 710 516 332	86,8	15 763 363 246	0,3	84,4
V.	Amendes et Pénalités	707 612 639	1 245 940 259	176,1	1 315 714 555	657 857 277	571 015 318	86,8	181 022 693 065	4,0	13 658,5
TOTAL DGDA		1 873 928 288 103	2 026 284 434 433	108,1	2 997 735 535 669	1 498 867 767 834	1 303 235 996 348	86,9	4 565 868 327 074	100,0	52,3

CANEVAS DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022
PRESENTATION DES IMPOTS, TAXES, ET REDEVANCES PAR ORGANISME GENERATEUR

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
I.	BUDGET GENERAL	9 788 532 618 138	9 964 861 062 177	101,8	15 331 381 676 484	7 665 690 838 242	6 299 079 342 777	82,2	20 408 330 686 834	91,7	33,1	
I.1	RECETTES DU POUVOIR CENTRAL	6 687 781 907 284	7 518 986 601 019	112,4	10 886 827 809 013	5 443 413 904 506	5 384 238 277 313	98,9	14 755 887 850 063	66,3	35,5	
I.1.1	RECETTES COURANTES	6 337 781 907 284	6 967 689 411 019	109,9	10 736 827 809 013	5 368 413 904 506	5 384 238 277 313	100,3	14 755 887 850 063	66,3	37,4	
I.1.1.1	DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET ACCISES (DGDA)	1 873 928 288 103	2 026 284 434 433	108,1	2 997 735 535 669	1 498 867 767 834	1 303 235 996 348	86,9	4 565 868 327 074	20,5	52,3	
	17 130 000 Impôts généraux sur les biens et services	792 019 423 057	882 273 121 179	111,4	1 364 499 662 914	682 249 831 457	592 187 877 411	86,8	2 016 221 054 347	9,1	47,8	
	17 131 120 Taxe sur la Valeur Ajoutée	792 019 423 057	882 273 121 179	111,4	1 364 499 662 914	682 249 831 457	592 187 877 411	86,8	2 016 221 054 347	9,1	47,8	
	17 132 000 Droits d'accises	592 053 578 125	583 152 389 733	98,5	762 300 359 094	381 150 179 547	330 835 575 759	86,8	1 150 746 025 629	5,2	51,0	
	17 132 100 Accises perçues en régime intérieur	423 210 241 314	430 601 207 903	101,7	566 544 125 141	283 272 062 571	245 878 084 140	86,8	829 547 153 308	3,7	46,4	
	17 132 110 Alcools et boissons	198 773 762 924	215 731 425 160	108,5	279 656 342 625	139 828 171 312	121 369 832 800	86,8	419 157 363 098	1,9	49,9	
	17 132 111 Alcools	427 918 975	1 683 318 937	393,37	1 342 882 997	671 441 499	582 806 323	86,8	1 519 140 597	0,0	13,1	
	17 132 112 Bières	166 583 175 792	183 893 640 956	110,39	220 304 750 881	110 152 375 441	95 611 458 437	86,8	338 198 006 562	1,5	53,5	
		Bières de malt titrant-6°	134 306 735 788	139 230 524 796	103,67	167 829 352 936	83 914 676 468	72 837 327 105	86,8	266 069 431 300	0,3	58,5
		Bières de malt titrant+6°	32 276 440 004	44 663 116 160	138,38	52 475 397 946	26 237 698 973	22 774 131 332	86,8	72 128 575 262	0,0	37,5
	17 132 113 Autres boissons fermentées	571 257 487	895 909 275	156,83	852 015 295	426 007 648	369 771 531	86,8	1 518 550 209	1,5	78,2	
		Autres boissons fermentées	571 257 487	895 909 275	156,83	500 838 025	250 419 012	217 361 876	86,8	679 898 528	0,0	35,8
		Autres boissons dont le titre alcoolométrique vol n'excede pas 0,5% (Bières sans alcools)	0	0	351 177 271	175 588 635	152 409 655	86,8	838 651 681	0,0	138,8	
	17 132 114 Boissons distillées	8 793 063 861	5 243 638 486	59,63	8 167 942 967	4 083 971 483	3 544 857 459	86,8	11 088 101 408	0,0	35,8	
	17 132 115 Eaux minérales	4 545 069 364	3 792 635 116	83,45	1 487 068 029	743 534 015	645 382 101	86,8	2 349 383 719	0,0	58,0	
	17 132 116 Limonades et Jus	17 853 277 443	20 222 282 390	113,27	47 501 682 454	23 750 841 227	20 615 556 948	86,8	64 484 180 602	0,3	35,8	
	17 132 120 Tabacs fabriqués et leurs succédanés ainsi que les produits et instruments servant à fumer	27 194 342 116	14 546 473 154	53,49	32 614 476 241	16 307 238 120	14 154 563 744	86,8	38 652 425 226	0,2	18,5	
	17 132 130 cosmétiques et autres produits d'entretien	14 879 220 538	4 705 056 307	31,62	6 464 347 880	3 232 173 940	2 805 503 405	86,8	7 661 098 789	0,0	18,5	
	17 132 140 Articles et ouvrages en matières plastiques et caoutchouc	1 233 666 984	1 479 783 550	119,95	1 972 271 490	986 135 745	855 958 634	86,8	2 589 515 014	0,0	31,3	
	17 132 141 Articles et ouvrages en matières plastiques	1 233 666 984	1 479 783 550	120,0	1 972 271 490	986 135 745	855 958 634	86,8	2 589 515 014	0,0	31,3	
	17 132 150 Services des télécommunication	181 129 248 752	194 138 469 733	107,2	245 836 686 906	122 918 343 453	106 692 225 558	86,8	361 486 751 182	1,6	47,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.1.1.1	DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET ACCISES (Suite)										
17 132 200	Accises perçues à l'importation	168 843 336 811	152 551 181 830	90,4	195 756 233 953	97 878 116 976	84 957 491 618	86,8	321 198 872 321	1,4	64,1
17 132 210	Alcools et boissons	33 811 344 703	8 571 343 922	25,4	8 413 213 656	4 206 606 828	3 651 304 045	86,8	18 254 955 827	0,1	117,0
17 132 212	<u>Bières</u>	<u>11 834 176 030</u>	<u>3 707 023 491</u>	<u>31,3</u>	<u>1 264 254 561</u>	<u>632 127 280</u>	<u>548 681 870</u>	<u>86,8</u>	<u>3 341 110 040</u>	<u>0,0</u>	<u>164,3</u>
	Bières de malt titrant-6°	5 791 966 987	3 034 287 499	52,4	1 199 679 780	599 839 890	520 656 649	86,8	3 202 166 384	0,0	166,9
	Bières de malt titrant+6°	6 042 209 043	672 735 992	11,1	64 574 781	32 287 390	28 025 220	86,8	138 943 655	0,0	115,2
17 132 211	Alcools	2 161 514 745	2 048 790 970	94,8	3 522 286 917	1 761 143 458	1 528 659 676	86,8	5 750 849 326	0,0	63,3
17 132 213	<u>Autres boissons fermentées</u>	<u>3 740 503 557</u>	<u>1 389 182 192</u>	<u>37,1</u>	<u>3 551 443 972</u>	<u>1 775 721 986</u>	<u>1 541 313 732</u>	<u>86,8</u>	<u>4 483 214 823</u>	<u>0,0</u>	<u>26,2</u>
	Autres boissons fermentées	3 677 710 131	1 176 929 444	32,0	3 101 212 253	1 550 606 126	1 345 914 808	86,8	3 924 959 064	0,0	26,6
	Autres boissons dont le titre alcoolométrique vol n'excède pas 0,5% (Bières sans l'acools)	62 793 425	212 252 748	338,0	450 231 719	225 115 860	195 398 924	86,8	558 255 759	0,0	24,0
17 132 214	Boissons distillées	142 361 236	386 428 993	271,4	1 293 296 142	646 648 071	561 285 809	86,8	1 587 927 492	0,0	22,8
17 132 215	Eaux Minérales	18 948 197 169	1 723 655 455	9,1	474 079 593	237 039 796	205 748 814	86,8	595 472 810	0,0	25,6
17 132 216	Limonades et Jus	725 095 522	705 445 014	97,3	1 859 296 443	929 648 222	806 927 876	86,8	2 496 381 337	0,0	34,3
17 132 220	Tabacs fabriqués et leurs succédanés ainsi que les produits et instruments servant à fumer	65 049 714 880	66 184 074 631	101,7	61 328 305 299	30 664 152 649	26 616 260 837	86,8	110 615 751 603	0,5	80,4
17 132 230	Cosmetiques et autres produits d'entretien	3 932 393 253	5 767 433 096	146,7	9 052 841 482	4 526 420 741	3 928 900 188	86,8	12 096 122 989	0,1	33,6
17 132 240	<u>Articles et ouvrages en matières plastiques et caoutchouc</u>	<u>22 601 679 329</u>	<u>21 749 039 442</u>	<u>96,2</u>	<u>34 106 626 478</u>	<u>17 053 313 239</u>	<u>14 802 151 506</u>	<u>86,8</u>	<u>47 939 012 967</u>	<u>0,2</u>	<u>40,6</u>
17 132 241	Articles et ouvrages en matières plastiques	12 012 656 212	11 406 425 116	95,0	17 079 928 600	8 539 964 300	7 412 626 723	86,8	21 954 712 544	0,1	28,5
17 132 242	Articles et ouvrages en caoutchouc synthétique	10 589 023 117	10 342 614 326	97,7	17 026 697 878	8 513 348 939	7 389 524 783	86,8	25 984 300 423	0,1	52,6
17 132 250	<u>Huiles Minérales</u>	<u>10 606 351 019</u>	<u>10 535 345 240</u>	<u>99,3</u>	<u>16 603 071 016</u>	<u>8 301 535 508</u>	<u>7 205 672 270</u>	<u>86,8</u>	<u>28 178 594 513</u>	<u>0,1</u>	<u>69,7</u>
17 132 251	Huiles de graissage et lubrifiants	10 606 351 019	10 535 345 240	99,3	16 603 071 016	8 301 535 508	7 205 672 270	86,8	28 178 594 513	0,1	69,7
17 132 260	Véhicules	29 101 350 069	38 354 763 307	131,8	62 700 732 049	31 350 366 025	27 211 889 041	86,8	104 114 434 422	0,5	66,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.1.1	DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET ACCISES (Suite)										
	37 137 000 Amendes et pénalités sur impôts et taxes sur les biens et services	279 142	7 034 172	2 519,9	73 707 921	36 853 960	31 988 969	86,8	3 945 155 069	0,0	5 252,4
	37 137 100 Amendes et pénalités relevant des accises perçues en régime intérieur	279 142	7 034 172	2 519,9	73 707 921	36 853 960	31 988 969	86,8	84 928 503	0,0	15,2
	37 137 200 Amendes et pénalités relevant des accises perçues à l'importation	0	0		0	0	0		3 860 226 565	0,0	
	17 151 100 Droits de douane et autres droits à l'importation	482 236 329 443	549 396 917 504	113,9	856 697 391 247	428 348 695 623	374 033 249 976	87,3	1 196 324 154 365	5,4	39,6
	17 151 110 Droits de douane	482 061 646 987	549 172 977 520	113,9	856 694 489 445	428 347 244 723	374 031 990 605	87,3	1 196 324 154 365	5,4	39,6
	17 151 120 Autres droits à l'importation	174 682 455	223 939 984	128,2	2 901 801	1 450 901	1 259 371	86,8		0	0,0
	17 151 121 Produits partiels des ventes publiques	0	22 693 855		2 901 801	1 450 901	1 259 371			0,0	
	17 151 122 Taxes sur remboursement / Retenus sur restitutions douanières	0	0		0	0	0			0,0	
	17 151 123 Taxes sur ventes publiques	174 682 455	201 246 129	115,2	0	0	0			0,0	
	17 152 000 Taxes à l'exportation	6 911 344 839	10 216 065 758	147,8	12 922 407 859	6 461 203 929	5 608 277 883	86,8	21 554 399 668	0,1	66,8
	17 152 100 Droits de sortie des minerais	606 522 556	1 933 390 613	318,8	4 372 759 212	2 186 379 606	1 897 761 551	86,8	5 791 036 422	0,0	32,4
	17 152 120 Diamant artisanal	542 644 493	1 711 309 207	315,4	3 031 510 619	1 515 755 309	1 315 664 553	86,8	4 166 247 507	0,0	37,4
	17 152 140 Or artisanal	22 136 629	35 796 488	161,7	57 304 251	28 652 126	24 869 836	86,8	69 421 704	0,0	21,1
	17 152 300 Autres produits	41 741 433	186 284 918	446,3	1 283 944 342	641 972 171	557 227 162	86,8	1 555 367 211	0,0	21,1
	17 152 200 Droits de sortie des produits agricoles	6 304 822 284	8 282 675 145	131,4	8 549 648 647	4 274 824 323	3 710 516 332	86,8	15 763 363 246	0,1	84,4
	17 152 230 Bois en grumes	5 489 538 404	7 509 632 347	136,8	8 143 673 252	4 071 836 626	3 534 324 492	86,8	14 731 554 474	0,1	80,9
	17 152 240 Bois scié	815 283 880	773 042 799	94,8	405 975 394	202 987 697	176 191 841	86,8	1 031 808 772	0,0	154,2
	37 156 000 Amendes et pénalités sur impôts sur le commerce et transactions internationales	707 333 497	1 238 906 087	175,2	1 242 006 634	621 003 317	539 026 350	86,8	177 077 537 996	0,8	14 157,4
	37 156 100 Amendes et pénalités à l'importation	682 801 092	1 178 857 115	172,7	863 958 780	431 979 390	374 954 960	86,8	71 698 234 833	0,8	8 198,8
	37 156 200 Amendes et pénalités à l'exportation	24 532 404	60 048 972	244,8	378 047 854	189 023 927	164 071 390	86,8	105 379 303 163	0,3	27 774,6

III.1.4

RECETTES DES IMPOTS

III.1.4.1. TABLEAU SYNTHESE DES RECETTES DES IMPOTS DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL	VOTE	STRUCT	TAUX ACRR
I.	Impôts sur les rémunérations	1 064 513 651 520	1 118 119 107 564	105,04	1 487 153 766 174	743 576 883 087	759 106 362 849	102,09	1 921 309 294 848	26,94	29,19
II.	Impôts sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux immobiliers	862 193 794 200	1 185 045 014 396	137,45	2 369 959 226 458	1 184 979 613 229	1 396 103 171 019	117,82	2 982 361 008 515	41,82	25,84
III.	Impôts et Taxes sur les biens et services	1 074 536 177 858	1 227 677 503 758	114,25	1 749 042 387 680	874 521 193 840	803 759 969 488	91,91	2 160 140 715 444	30,29	23,50
IV.	Autres recettes	27 999 291 957	46 890 621 269	167,47	64 290 474 168	32 145 237 084	61 093 041 375	190,05	67 176 854 640	0,94	4,49
TOTAL DGI HORS PETROLIERS		3 029 242 915 535	3 577 732 246 986	118,11	5 670 445 854 480	2 835 222 927 240	3 020 062 544 731	106,52	7 130 987 873 447	100,00	25,76

III.1.4.2. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES IMPOTS DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	TX ACCR
I	IMPOTS SUR LES REMUNERATIONS	1 064 513 651 520	1 118 119 107 564	105,04	1 487 153 766 174	743 576 883 087	759 106 362 849	102,09	1 921 309 294 848	26,94	29,19
1 711 111	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Hors membres des Institutions politiques et Fonctionnaires et Agents publics	541 032 460 859	629 180 966 031	116,29	704 128 633 431	352 064 316 715	361 753 550 687	102,75	874 968 763 169	12,27	24,26
1 711 112	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Membres des Institutions politiques	28 150 553 726	44 540 991 206	158,22	65 604 802 139	32 802 401 070	30 709 971 161	93,62	113 210 188 664	1,59	72,56
1 711 113	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Fonctionnaires et Agents Publics	207 462 835 888	178 685 752 008	86,13	211 736 905 274	105 868 452 637	97 203 222 803	91,82	342 179 506 666	4,80	61,61
17 111 131	<i>Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Autres Fonctionnaires et Agents Publics</i>	180 002 102 506	156 720 413 047	87,07	185 307 539 020	92 653 769 510	88 167 741 770	95,16	288 602 580 248	4,05	55,74
17 111 132	<i>Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Agents des régies financières</i>	27 460 733 382	21 965 338 961	79,99	26 429 366 254	13 214 683 127	9 035 481 033	68,37	53 576 926 418	0,75	102,72
17 111 200	Impôts sur les revenus salariaux des expatriés	145 224 863 456	140 483 739 157	96,74	265 257 692 503	132 628 846 252	138 403 925 263	104,35	312 581 731 487	4,38	17,84
17 111 400	Impôts exceptionnels sur les rémunérations des expatriés	142 642 937 591	125 227 659 162	87,79	240 425 732 827	120 212 866 414	131 035 692 935	109,00	278 369 104 863	3,90	15,78
II	IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	862 193 794 200	1 185 045 014 396	137,45	2 369 959 226 458	1 184 979 613 229	1 396 103 171 019	117,82	2 982 361 008 515	41,82	25,84
17 112 100	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	695 980 969 820	695 141 161 785	99,88	1 991 425 883 097	995 712 941 549	1 166 366 427 039	117,14	2 442 238 208 356	34,25	22,64
	Impôts spécial sur les profits excédentaires	0	0		0	0	0	0	100 000 000 000	1,40	
	Impôts sur les plus-values de cessions d'actions ou de parts sociales	0	262 651 976 612								
17 112 300	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petites tailles	7 057 503 227	8 807 397 739	124,79	9 019 993 919	4 509 996 959	5 462 013 670	121,11	13 310 252 261	0,19	47,56
17 112 400	Impôt professionnel sur les prestations de services de non résidents	72 082 537 071	100 533 926 897	139,47	180 555 943 813	90 277 971 907	104 143 461 992	115,36	156 472 271 874	2,19	-13,34
17 113 100	Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers des nationaux	87 072 784 082	117 910 551 362	135,42	188 957 405 628	94 478 702 814	120 131 268 316	127,15	270 340 276 024	3,79	43,07
III.	IMPÔTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	1 074 536 177 858	1 227 677 503 758	114,25	1 749 042 387 680	874 521 193 840	803 759 969 488	91,91	2 160 140 715 444	30,29	23,50
	Impôts sur le chiffre d'affaires / ventes locales	81 759 675	83 923 984		0	0	747 675		0		
17 131 110	Taxe sur la Valeur Ajoutée	1 074 454 418 184	1 227 593 579 774	114,25	1 749 042 387 680	874 521 193 840	803 759 221 813	91,91	2 160 140 715 444	30,29	23,50
IV.	AUTRES RECETTES	27 999 291 957	46 890 621 269	167,47	64 290 474 168	32 145 237 084	61 093 041 375	190,05	67 176 854 640	0,94	4,49
17 134 111	Immatriculations automobiles	3 170 194 022	3 031 691 670	95,63	4 534 635 279	2 267 317 639	1 634 900 861	72,11	4 381 160 360	0,06	-3,38
27 012 229	Vente des imprimés	285 318 034	158 213 272	55,45	277 167 188	138 583 594	60 489 485	43,65	688 149 000	0,01	148,28
37 114 300	Amendes et pénalités	24 543 779 900	43 700 716 328	178,05	59 478 671 701	29 739 335 851	59 397 651 028	199,73	62 107 545 279	0,87	4,42
	TOTAL DGI HORS PETROLIERS	3 029 242 915 535	3 577 732 246 986	118,11	5 670 445 854 480	2 835 222 927 240	3 020 062 544 731	106,52	7 130 987 873 447	100,00	25,76

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.1.1.2	DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS (DGI)	3 122 409 623 723	3 655 402 442 779	117,1	5 775 292 273 344	2 887 646 136 672	3 076 449 938 178	106,5	7 254 997 750 280	0,0	25,6
17 111 000	Impôts sur les revenus locatifs et professionnels des personnes physiques	1 064 513 651 520	1 118 119 107 564	105,0	1 487 153 766 174	743 576 883 087	759 106 362 849	102,1	1 921 309 294 848	8,6	29,2
17 111 110	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Hors membres des Institutions Politiques et Fonctionnaires et Agents publics	541 032 460 859	629 180 966 031	116,3	704 128 633 431	352 064 316 715	361 753 550 687	102,8	874 968 763 169	3,9	24,3
17 111 120	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Membres des Institutions Politiques	28 150 553 726	44 540 991 206	158,2	65 604 802 139	32 802 401 070	30 709 971 161	93,6	113 210 188 664	0,5	72,6
17 111 130	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Fonctionnaires et Agents Publics	207 462 835 888	178 685 752 008	86,1	211 736 905 274	105 868 452 637	97 203 222 803	91,8	342 179 506 666	1,5	61,6
17 111 131	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Autres Fonctionnaires et Agents Publics	180 002 102 506	156 720 413 047	87,1	185 307 539 020	92 653 769 510	88 167 741 770	95,2	288 602 580 248	1,3	55,7
17 111 132	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Agents des Régies Financières	27 460 733 382	21 965 338 961	80,0	26 429 366 254	13 214 683 127	9 035 481 033	68,4	53 576 926 418	0,2	102,7
17 111 200	Impôts sur les revenus salariaux des expatriés	145 224 863 456	140 483 739 157	96,7	265 257 692 503	132 628 846 252	138 403 925 263	104,4	312 581 731 487	1,4	17,8
171 114 300	Impôts exceptionnels sur les rémunérations versées aux expatriés	142 642 937 591	125 227 659 162	87,8	240 425 732 827	120 212 866 414	131 035 692 935	109,0	278 369 104 863	1,3	15,8
17 112 000	Impôts sur revenus professionnels et locatifs des sociétés et autres entreprises	868 287 718 306	1 144 804 658 827	131,8	2 285 848 239 693	1 142 924 119 847	1 332 359 296 149	116,6	2 836 030 609 324	12,7	24,1
17 112 100	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	695 980 969 820	695 141 161 785	99,9	1 991 425 883 097	995 712 941 549	1 166 366 427 039	117,1	2 442 238 208 356	11,0	22,6
17 112 112	Impôts spécial sur les profits excedentaires	0	0		0	0	0		100 000 000 000	0,4	
	Impôt spécial sur les plus-values de cessions d'actions ou de parts sociales	0	262 651 976 612		0	0	0		0	0,0	
17 112 200	Impôts sur les bénéfices des sociétés pétrolières de production	93 166 708 188	77 670 195 793	83,4	104 846 418 864	52 423 209 432	56 387 393 447	107,6	124 009 876 833	0,6	18,3
17 112 300	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	7 057 503 227	8 807 397 739	124,8	9 019 993 919	4 509 996 959	5 462 013 670	121,1	13 310 252 261	0,1	47,6
17 112 310	Impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises	4 057 503 227	7 930 307 723	195,4	8 264 517 397	4 132 258 698	5 236 574 115	126,7	10 310 252 261	0,0	24,8
17 112 320	Impôt sur les bénéfices et profits des micro - entreprises	3 000 000 000	877 090 016	29,2	755 476 522	377 738 261	225 439 555	59,7	3 000 000 000	0,0	297,1
17 112 400	Impôt professionnel sur les prestations de services de non résidents	72 082 537 071	100 533 926 897	139,5	180 555 943 813	90 277 971 907	104 143 461 992	115,4	156 472 271 874	0,7	-13,3

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.1.1.2	DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS (DGI) (Suite)										
17 113 000	Impôts mobiliers	87 072 784 082	117 910 551 362	135,4	188 957 405 628	94 478 702 814	120 131 268 316	127,2	270 340 276 024	1,2	43,1
17 113 100	<i>Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers des nationaux</i>	87 072 784 082	117 910 551 362	135,4	188 957 405 628	94 478 702 814	120 131 268 316	127,2	270 340 276 024	1,2	43,1
37 114 000	Amendes et pénalités sur impôts sur les revenus locatifs professionnels et mobiliers	24 543 779 900	43 700 716 328	178,1	59 478 671 701	29 739 335 851	59 397 651 028	199,7	62 107 545 279	0,3	4,4
37 114 100	Amendes et pénalités sur impôts sur les revenus	24 543 779 900	43 700 716 328	178,1	59 478 671 701	29 739 335 851	59 397 651 028	199,7	62 107 545 279	0,3	4,4
17 130 000	Impôts généraux sur les biens et services	1 074 454 418 184	1 227 593 579 774	114,3	1 749 042 387 680	874 521 193 840	803 759 221 813	91,9	2 160 140 715 444	9,7	23,5
17 131 110	Taxe sur la Valeur Ajoutée	1 074 454 418 184	1 227 593 579 774	114,3	1 749 042 387 680	874 521 193 840	803 759 221 813	91,9	2 160 140 715 444	9,7	23,5
17 134 000	Taxes sur la détention ou l'utilisation des biens et services	3 170 194 022	3 031 691 670	95,6	4 534 635 279	2 267 317 639	1 634 900 861	72,1	4 381 160 360	0,0	-3,4
17 134 111	Immatriculations des véhicules	3 170 194 022	3 031 691 670	95,6	4 534 635 279	2 267 317 639	1 634 900 861	72,1	4 381 160 360	0,0	-3,4
	IMPOTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	81 759 675	83 923 984	102,6	0	0	747 675		0	0,0	
1 714 131	Impôt sur le chiffre d'affaires à l'intérieur	81 759 675	83 923 984	102,6	0	0	747 675		0	0,0	-100,0
27 000 000	VENTES DE BIENS ET SERVICES	285 318 034	158 213 272	55,5	277 167 188	138 583 594	60 489 485	43,6	688 149 000	0,0	148,3
27 012 200	<i>Vente des documents</i>	285 318 034	158 213 272	55,5	277 167 188	138 583 594	60 489 485	43,6	688 149 000	0,0	148,3
27 012 270	Vente des imprimés	285 318 034	158 213 272	55,5	277 167 188	138 583 594	60 489 485	43,6	688 149 000	0,0	148,3
	SOUS - TOTAL DGI / HORS PETROLIERS	3 029 242 915 535	3 577 732 246 986	118,1	5 670 445 854 480	2 835 222 927 240	3 020 062 544 731	106,5	7 130 987 873 447	32,0	25,8
	PETROLIERS PRODUCTEURS / DGI	93 166 708 188	77 670 195 793	83,4	104 846 418 864	52 423 209 432	56 387 393 447	107,6	124 009 876 833	0,6	18,3
	TOTAL GENERAL DGI	3 122 409 623 723	3 655 402 442 779	117,1	5 775 292 273 344	2 887 646 136 672	3 076 449 938 178	106,5	7 254 997 750 280	32,6	25,6

III.1.5

RECETTES NON FISCALES

III.1.5.1. TABLEAU SYNTHESE DES RECETTES NON FISCALES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.	RECETTES ADMINISTRATIVES	383 388 771 564	387 421 257 704	101,1	607 043 130 505	303 521 565 253	288 995 190 224	95,2	1 005 011 637 520	37,7	65,6
II.	RECETTES JUDICIAIRES	38 405 371 320	41 599 662 566	108,3	77 383 759 052	38 691 879 526	17 075 961 461	44,1	153 121 484 993	5,7	97,9
III.	RECETTES DOMANIALES	754 158 498 911	712 194 062 181	94,4	1 085 282 920 247	542 641 460 123	556 444 036 900	102,5	1 452 392 703 866	54,5	33,8
IV.	RECETTES DE PARTICIPATIONS	15 180 203 674	16 656 728 930	109,7	34 090 190 196	17 045 095 098	10 465 861 145	61,4	53 550 703 362	2,0	57,1
V.	PART DES PROVINCES										
TOTAL RECETTES DGRAD HORS PETROLIERS		1 191 132 845 470	1 157 871 711 381	97,2	1 803 800 000 000	901 900 000 000	872 981 049 731	96,8	2 664 076 529 740	100,0	47,7

III.1.5.2. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES NON FISCALES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022 PAR SERVICE D'ASSIETTE

CODES	MINISTERES ET SERVICES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
I.	RECETTES ADMINISTRATIVES	383 388 771 564	387 421 257 704	101,1	607 043 130 505	303 521 565 253	288 995 190 224	95,2	1 005 011 637 520	37,7	65,6
22	AFFAIRES ETRANGERES	11 011 272 781	5 264 618 361	47,8	20 568 880 626	10 284 440 313	9 407 514 277	91,5	21 028 895 055	0,8	2,2
25 a	INTÉRIEUR ET SECURITE	413 509 827	3 489 275 070	843,8	1 241 402 928	620 701 464	566 279 079	91,2	1 276 505 020	0,0	2,8
25 b	INTÉRIEUR / RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES	18 977 618	217 165 029	1 144,3	279 478 693	139 739 347	264 544 551	189,3	567 000 000	0,0	102,9
29	ÉCONOMIE NATIONALE	12 916 590 977	1 189 766 508	9,2	3 523 454 416	1 761 727 208	502 394 038	28,5	21 000 000 000	0,8	496,0
30	FINANCES	249 562 977	867 013 796	347,4	3 635 439 385	1 817 719 692	3 494 149 877	192,2	6 695 718 642	0,3	84,2
31	BUDGET	405 183 666	618 073 967	152,5	415 018 440	207 509 220	18 786 621	9,1	477 271 206	0,0	15,0
32	PLAN	44 874 727	58 929 489	131,3	150 270 561	75 135 281	48 947 840	65,1	4 410 755 366	0,2	2 835,2
37	SANTE	86 876 751 232	89 467 813 091	103,0	102 887 985 055	51 443 992 528	44 780 518 777	87,0	123 696 728 709	4,6	20,2
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE (ESU)	1 174 350 490	388 916 207	33,1	2 951 288 892	1 475 644 446	598 499 844	40,6	8 967 874 356	0,3	203,9
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE	5 101 128	163 488 171	3 204,9	16 096 524	8 048 262	3 383 993	42,0	19 604 696	0,0	21,8
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	898 508 263	601 641 677	67,0	847 162 429	423 581 215	309 330 366	73,0	1 511 461 718	0,1	78,4
44	AGRICULTURE	9 170 000 550	11 048 126 470	120,5	22 775 492 518	11 387 746 259	6 817 159 337	59,9	47 952 425 458	1,8	110,5
46	INDUSTRIE	11 418 791 386	8 144 475 570	71,3	11 317 597 285	5 658 798 643	6 207 181 262	109,7	20 571 476 123	0,8	81,8
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	39 021 536 679	32 253 649 167	82,7	52 221 991 176	26 110 995 588	21 528 212 275	82,4	60 822 536 060	2,3	16,5
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE (Sec. Gén & CNE)	2 615 042 899	1 409 823 973	53,9	9 129 303 944	4 564 651 972	878 873 353	19,3	38 373 899 700	1,4	320,3
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATIONS	2 180 442 529	8 495 683 626	389,6	17 660 454 400	8 830 227 200	4 505 289 683	51,0	37 948 095 915	1,4	114,9
52	AUTORITÉ DE RÉGULATION DES PTT	61 737 519 879	63 906 093 439	103,5	73 798 377 392	36 899 188 696	64 815 283 575	175,7	142 593 623 865	5,4	93,2
52	POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	109 508 204 708	113 707 737 692	103,8	203 549 501 850	101 774 750 925	92 309 584 001	90,7	242 785 712 808	9,1	19,3
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	174 993 956	1 084 709 051	619,9	1 088 864 187	544 432 094	713 261 373	131,0	5 707 911 396	0,2	424,2
57	TOURISME	865 315 194	781 993 495	90,4	2 749 029 847	1 374 514 924	413 372 247	30,1	3 237 898 886	0,1	17,8
58	CULTURE ET ARTS	793 734 105	849 611 893	107,0	1 140 674 775	570 337 388	988 182 522	173,3	1 286 462 137	0,0	12,8
60	SPORTS ET LOISIRS	2 934 927 941	3 308 573 934	112,7	1 002 790 306	501 395 153	980 611 951	195,6	2 820 661 038	0,1	181,3
62	EMPLOI ET TRAVAIL	11 325 648 690	17 538 972 190	154,9	51 288 882 251	25 644 441 126	15 446 788 413	60,2	174 448 329 282	6,5	240,1
63	PRÉVOYANCE SOCIALE	0	0	0	0	0	4 786 000	0	0	0,0	
82	PECHE ET ELEVAGE				1 257 640 325	628 820 163			10 647 320 407	0,4	
86	DIRECTION GÉNÉRALE DES MIGRATIONS (DGM)	17 627 929 362	22 553 823 245	127,9	21 546 052 300	10 773 026 150	13 387 576 190	124,3	26 163 469 677	1,0	21,4
II.	RECETTES JUDICIAIRES	38 405 371 320	41 599 662 566	108,3	77 383 759 052	38 691 879 526	17 075 961 461	44,1	153 121 484 993	5,7	97,9
34	JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX	921 161 887	704 242 014	76,5	1 414 331 690	707 165 845	380 597 784	53,8	4 148 634 694	0,2	193,3
85	POLICE NATIONALE	34 404 446 562	34 316 918 114	99,7	72 724 594 434	36 362 297 217	14 534 156 536	40,0	125 329 699 656	4,7	72,3
87	COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS	3 079 762 871	6 578 502 437	213,6	3 244 832 928	1 622 416 464	2 161 207 141	133,2	23 643 150 643	0,9	628,6
III.	RECETTES DOMANIALES	754 158 498 911	712 194 062 181	94,4	1 085 282 920 247	542 641 460 123	556 444 036 900	102,5	1 452 392 703 866	54,5	33,8
27	DEFENSE NATIONALE	2 247 463 761	2 149 029 508	95,6	2 334 147 939	1 167 073 970	1 088 575 500	93,27	2 741 863 394	0,1	17,5
43	URBANISME ET HABITAT	2 490 643 359	3 916 994 711	157,3	4 223 549 143	2 111 774 571	2 796 004 570	132,4	8 653 044 291	0,3	104,9
48	MINES (Secr. Gén. + CAMI)-	609 867 662 225	566 959 418 686	93,0	912 565 332 056	456 282 666 028	452 236 789 557	99,1	1 200 265 544 972	45,1	31,5
49	HYDROCARBURES	20 800 307 641	12 479 472 663	60,0	18 199 305 432	9 099 652 716	12 558 362 164	138,0	53 381 013 365	2,0	193,3
55	AFFAIRES FONCIERES	36 407 402 759	33 821 173 575	92,9	51 173 597 958	25 586 798 979	24 961 265 299	97,6	67 036 579 165	2,5	31,0
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	82 345 019 166	92 867 973 038	112,8	96 786 987 719	48 393 493 860	62 803 039 810	129,8	120 314 658 678	4,5	24,3
IV.	RECETTES DE PARTICIPATIONS	15 180 203 674	16 656 728 930	109,7	34 090 190 196	17 045 095 098	10 465 861 145	61,4	53 550 703 362	2,0	57,1
74	PORTEFEUILLE (Secrétariat Général)	15 180 203 674	16 656 728 930	109,7	34 090 190 196	17 045 095 098	10 465 861 145	61,4	53 550 703 362	2,0	57,1
V.	PART DES PROVINCES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	SOUS - TOTAL RECETTES DGRAD HORS PETROLIERS	1 191 132 845 470	1 157 871 711 381	97,2	1 803 800 000 000	901 900 000 000	872 981 049 731	96,8	2 664 076 529 740	100,0	47,7

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.1.1.3	RECETTES NON FISCALES HORS PETROLIERS										
I.1.1.3.	DIRECTION GENERALE DES RECETTES ADMIN. JUDIC. DOMANIALE ET DE PARTICIPATIONS (DGRAD)										
22	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION INTERNATIONALE	11 011 272 781	5 264 618 361	47,8	20 568 880 626	10 284 440 313	9 407 514 277	91,5	21 028 895 055	0,1	2,2
27 420 000	Droits administratifs	10 768 332 164	5 264 618 361	48,9	20 143 306 263	10 071 653 131	9 407 514 277	93,4	20 529 423 055	0,1	1,9
27 421 100	<i>Droits de délivrance de laissez-passer tenant lieu de passeport</i>	151 837 885	196 000	0,1	255 344 618	127 672 309	0	0,0	140 757 750	0,0	-44,9
27 421 200	<i>Droits de légalisation par la représentation diplomatique ou consulaire (Droits de légalisation simple)</i>	7 065 523	60 706 968	859,2	51 274 020	25 637 010	6 326 008	24,7	23 980 950	0,0	
27 421 500	<i>Taxe de délivrance de la Note verbale</i>	1 326 051	752 307	56,7	2 358 605	1 179 302	1 186 387	100,6	3 398 095	0,0	44,1
27 421 600	<i>Droits de délivrance du Passeport ordinaire</i>	8 356 144 958	5 202 963 086	62,3	15 330 931 875	7 665 465 937	9 354 576 574	122,0	19 289 025 000	0,1	25,8
27 421 710	<i>Droits de délivrance des Visas d'entrée</i>	2 251 957 747	0	0,0	4 503 397 146	2 251 698 573	0,0		1 072 261 260	0,0	-76,2
27 012 000	<i>Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands</i>	242 940 617	0	0,0	425 574 363	212 787 182	0	0,0	499 472 000	0,0	17,4
27 012 220	<i>Droits d'octroi de la Carte consulaire</i>	182 205 462	0	0,0	310 720 559	155 360 280	0,0		374 354 000	0,0	20,5
27 012 284	<i>Droits sur les actes d'état civil délivrés à l'étranger par les ambassades et consulats de la RDC</i>	60 735 154	0	0,0	114 853 804	57 426 902	0,0		125 118 000	0,0	8,9
25 a	INTÉRIEUR ET SECURITE	413 509 827	3 489 275 070	843,8	1 241 402 928	620 701 464	566 279 079	91,2	1 276 505 020	0,0	2,8
17 134 000	<i>Taxes sur la détention ou l'utilisation des biens et services</i>	248 699 982	52 031 178	20,9	104 716 247	52 358 123	32 634 092	62,3	111 980 610	0,0	6,9
17 134 700	<i>(Droits de délivrance ou de renouvellement de Permis de port d'armes d'autodéfense, de chasse ou de sport)</i>	23 864 123	52 031 178	218,0	104 716 247	52 358 123	32 634 092	62,3	111 980 610	0,0	6,9
17 136 000	<i>Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et d'agrément</i>	0	0		0	0	3 898 671		20 853 000	0,0	
17 136 120	<i>(Taxe sur l'autorisation spéciale de fabrication artisanale, d'importation et/ou de vente d'armes de chasse ou d'autodéfense)</i>	0	0		0	0	3 898 671		20 853 000	0,0	
27 426 000	<i>Droits administratifs d'autorisation d'exploitation</i>	88 592 213	3 004 747 555	3 391,7	402 884 401	201 442 201	168 944 851	83,9	405 885 245	0,0	0,7
27 426 820	<i>Droits de délivrance du Permis d'exploitation d'une société de gardiennage</i>	88 592 213	3 004 747 555	3 391,7	402 884 401	201 442 201	168 944 851	83,9	405 885 245	0,0	0,7

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
25 a	INTÉRIEUR ET SECURITE (Suite)											
	27 420 000	Droits administratifs	46 567 694	322 184 715	466,3	448 340 873	224 170 437	273 796 768	122,1	452 324 758	0,0	0,9
	27 426 110	Redevance annuelle d'exploitation d'une société de gardiennage	46 567 694	322 184 715	691,9	448 340 873	224 170 437	273 796 768	122,1	452 324 758	0,0	0,9
	17 181 000	Autres recettes à la charge des sociétés et autres entreprises	29 649 939	110 311 623	372,0	285 461 407	55 054 914	87 004 696	158,0	285 461 407	0,0	0,0
	17 182 600	(Produits de vente de carte de résidence pour étranger)	29 649 939	110 311 623	372,05	285 461 407	55 054 914	87 004 696	158,0	285 461 407	0,0	
	17 182 500	Droits de vente de la carte d'identité									0,0	
25 b	INTÉRIEUR / RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES		18 977 618	217 165 029	1 144,3	279 478 693	139 739 347	264 544 551	189,3	567 000 000	0,0	102,9
	27 022 300	Droits d'inscription, d'enregistrements, d'examen et de concours	18 906 982	200 764 414	1 061,9	277 667 654	138 833 827	264 444 551	190,5	440 000 000	0,0	58,5
	27 022 321	Droits d'enregistrement d'un parti ou regroupement politique	54 472	189 411 414	347 725,0	277 667 654	138 833 827	263 037 551	189,5	440 000 000	0,0	58,5
	27 022 360	Droits de dépôt des candidatures aux élections	18 852 510	11 353 000	60,2		0	1 407 000		0	0,0	
	37 440 000	Amendes transactionnelles	70 636	16 400 615	23 218,3	1 811 039	905 520	100 000	11,0	127 000 000	0,0	6 912,5
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratives	70 636	16 400 615	23 218,3	1 811 039	905 520	100 000	11,0	127 000 000	0,0	6 912,5
27	DEFENSE NATIONALE		2 247 463 761	2 149 029 508	95,6	2 334 147 939	1 167 073 970	1 088 575 500	93,3	2 741 863 394	0,0	17,5
	17 135 000	Taxes sur l'autorisation de commercialisation de divers produits ou d'ouverture d'établissements	2 247 463 761	2 149 029 508	95,6	2 334 147 939	1 167 073 970	1 088 575 500	93,3	2 741 863 394	0,0	17,5
	17 135 300	Taxe sur autorisation ou renouvellement de l'autorisation de l'importation, fabrication, achat, vente, transport ou emmagasinage des produits explosifs	261 025 145	0	0,00	282 311 560	141 155 780		0,0	287 424 200	0,0	1,8
	17 136 322	Taxe d'agrément de boutefeu	179 691 974	31 523 800	17,54	91 395 829	45 697 914	30 349 405	66,4	93 484 174	0,0	2,3
	17 136 326	Taxe d'agrément des dépôts d'explosifs (mine ou carrière)	153 613 000	172 647 500	112,4	10 662 847	5 331 423	103 638 843	1 943,9	188 885 237	0,0	1 671,4
	17 136 228	Taxe sur autorisation ou renouvellement de l'autorisation de minage	1 653 133 643	1 944 858 208	117,6	1 949 777 703	974 888 852	954 587 252	97,9	2 172 069 783	0,0	11,4
29	ÉCONOMIE NATIONALE		12 916 590 977	1 189 766 508	9,2	3 523 454 416	1 761 727 208	502 394 038	28,5	21 000 000 000	0,1	496,0
	17 135 000	Taxes sur l'autorisation de commercialisation de divers produits ou d'ouverture d'établissements	636 717 798	246 945 992	38,8	1 174 292 484	587 146 242	301 581 391	51,4	707 927 471	0,0	-39,7
	17 136 223	Droits d'octroi du numéro d'identification nationale	636 717 798	246 945 992	38,8	1 174 292 484	587 146 242	301 581 391	51,4	707 927 471	0,0	-39,7
	27 012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	5 754 095	0	0,0	13 501 890	6 750 945	2 167 866	32,1	351 565 500	0,0	2 503,8
	27 012 233	Droits de vente d'une revue économique	5 754 095	0	0,0	13 501 890	6 750 945	2 167 866	32,1	351 565 500	0,0	2 503,8
	37 440 000	Amendes transactionnelles	12 274 119 084	942 820 516	7,7	2 335 660 042	1 167 830 021	198 644 781	17,0	19 940 507 029	0,1	753,7
	37 444 000	Amendes transactionnelles pour infraction à la législation sur le prix et le commerce	12 274 119 084	942 820 516	7,7	2 335 660 042	1 167 830 021	198 644 781	17,0	19 940 507 029	0,1	753,7

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
30	FINANCES	249 562 977	867 013 796	347,4	3 635 439 385	1 817 719 692	3 494 149 877	192,2	6 695 718 642	0,0	84,2
37 440 000	Amendes transactionnelles	249 562 977	867 013 796	347,4	2 535 099 459	1 267 549 729	2 438 743 743	192,4	3 411 872 144	0,0	34,6
37 442 000	Astreintes pour défaut ou retard de transmission des tableaux de synthèse exigés par le système comptable	249 562 977	867 013 796	347,4	459 881 323	229 940 661	459 881 322	200,0	2 433 545 100	0,0	429,2
37 443 000	Amendes pour non respect de la législation de change				2 075 218 136	1 037 609 068	1 978 862 421	190,7	978 327 044	0,0	-52,9
27 482 000	Restitution au Trésor Public	0	0		47 836 615	23 918 307	2 902 822	12,1	3 283 846 498	0,0	6 764,7
27 482 100	Droits sur le recouvrement de débet comptable				47 836 615	23 918 307	0	0,0	8 621 567	0,0	-82,0
27 482 300	Droits sur la récupération des sommes indûment payées par le Trésor public					0	1 680 678		3 275 224 931	0,0	
31	BUDGET	405 183 666	618 073 967	152,5	415 018 440	207 509 220	18 786 621	9,1	477 271 206	0,0	15,0
27 012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	405 183 666	618 073 967	152,5	415 018 440	207 509 220	18 786 621	9,1	477 271 206	0,0	15,0
27 012 281	Droits de vente de Dossier d'Appel d'Offres(DAO)	405 183 666	618 073 967	152,5	240 503 357	120 251 678	18 786 621	15,6	453 883 966	0,0	88,7
27 012 282	Droits sur dossier de marché passé par la procédure de gré à gré	0	0		174 515 083	87 257 541	0	0,0	23 387 240	0,0	-86,6
32	PLAN	44 874 727	58 929 489	131,3	150 270 561	75 135 281	48 947 840	65,1	4 410 755 366	0,0	2 835,2
17 136 300	Taxes d'agrément	43 961 840	8 137 634	18,5	150 270 561	75 135 281	0	0,0	4 307 016 052	0,0	2 766,2
17 136 381	Taxe d'agrément pour la distribution de l'aide alimentaire	43 961 840	8 137 634	18,5	150 270 561	75 135 281		0,0	4 307 016 052	0,0	2 766,2
27 420 000	Droits administratifs	912 887	50 791 855	5 563,9	0	0	48 947 840		103 739 314	0,0	
27 427 220	Droits d'enregistrement d'une association sans but lucratif	912 887	50 791 855	5 563,9	0	0	48 947 840		103 739 314	0,0	
37 440 000	Amendes transactionnelles										
37 441 000	Amendes transactionnelles administratives										

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
34	JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX	921 161 887	704 242 014	76,5	1 414 331 690	707 165 845	380 597 784	53,8	4 148 634 694	0,0	193,3
	27 012 000 Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	61 445 442	126 912 589	206,5	254 467 782	127 233 891	70 258 825	55,2	1 145 131 000	0,0	350,0
	27 012 111 Droits de vente d'un bien saisi et confisqué	5 450 862	2 349 384	43,1	25 765 055	12 882 528	1 989 600	15,4	48 000 000	0,0	86,3
	27 022 540 Quotité du Trésor Public sur la vente du journal officiel	0			105 826 305	52 913 152	7 105 300	13,4	132 450 000	0,0	25,2
	27 022 570 Droits d'insertion payante dans le journal officiel d'un document dactylographié ou manuscrit	55 994 580	124 563 205	222,5	122 876 423	61 438 211	61 163 925	99,6	964 681 000	0,0	685,1
	27 022 000 Vente résiduelle des services des établissements non marchands	190 073 893	517 590 823	272,3	586 083 452	293 041 726	267 843 104	91,4	1 357 225 292	0,0	131,6
	27 022 220 Droits d'authentification de document	19 402 089	268 816 875	1 385,5	324 052 736	162 026 368	105 843 458	65,3	294 799 610	0,0	-9,0
	27 022 331 Droits relatifs au fonctionnement d'une Association Sans But Lucratif	31 480 840	105 498 338	335,1	102 478 863	51 239 431	78 380 180	153,0	244 118 452	0,0	138,2
	27 425 710 Droits sur l'acte relatif à la nationalité congolaise	139 190 964	143 275 610	102,9	159 551 853	79 775 927	72 881 721	91,4	818 307 230	0,0	412,9
	27 484 000 Recettes diverses	669 642 552	58 748 703	8,8	573 780 456	286 890 228	40 850 255	14,2	813 465 749	0,0	41,8
	27 484 300 Droits pour la censure d'une chanson ou d'un spectacle	40 430 529	52 309 728	129,4	78 578 189	39 289 094	27 174 555	69,2	184 134 424	0,0	134,3
	27 484 620 Autres recettes judiciaires	629 212 024	6 438 975	1,0	495 202 267	247 601 134	13 207 700	5,3	629 331 325	0,0	27,1
	37 440 000 Amendes transactionnelles	0	989 900		0	0	1 645 600		832 812 653	0,0	
	37 448 300 Amendes transactionnelles Brigade anti-fraude	0	989 900		0	0	1 645 600		832 812 653	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
37	SANTE PUBLIQUE	86 876 751 232	89 467 813 091	103,0	102 887 985 055	51 443 992 528	44 780 518 777	87,0	123 696 728 709	0,6	20,2
	17 135 000 Taxes sur l'autorisation de commercialisation de divers produits ou d'ouverture d'établissements	916 367 574	1 118 424 189	122,0	883 931 645	441 965 823	975 756 708	220,8	1 352 856 794	0,0	53,0
	17 135 120 Taxe sur l'autorisation de mise sur le marché des produits pharmaceutiques	838 468 876	897 429 749	467,6	747 262 024	373 631 012	700 364 549	110,2	1 163 925 805	0,0	55,8
	17 135 250 Taxe sur autorisation d'ouverture d'un laboratoire pharmaceutique, d'analyse clinique et bio médical, d'imagerie médicale et radiodiagnostic	77 898 698	220 994 440	94,9	136 669 621	68 334 811	136 669 621	99,4	153 807 360	0,0	12,5
	17 135 261 Autorisation d'ouverture d'une maison de vente en gros des produits pharmaceutiques					0	31 687 424		35 123 629	0,0	
	17 153 000 Taxes diverses non douanières sur le commerce extérieur	2 345 252 998	3 806 698 955	162,3	3 399 013 058	1 699 506 529	2 472 824 734	145,5	4 288 124 030	0,0	26,2
	17 153 140 Taxe sur l'autorisation d'importation de médicament ou de tabac	2 345 252 998	3 806 698 955	162,3	3 399 013 058	1 699 506 529	2 472 824 734	145,5	4 288 124 030	0,0	26,2
	27 420 000 Droits administratifs	69 588 487 720	78 173 257 842	112,3	85 759 999 752	42 879 999 876	31 446 670 905	73,3	101 905 061 076	0,5	18,8
	27 423 400 Taxe de contrôle sanitaires aux postes frontaliers des produits d'origine toxique, toxiques, soporifiques et stupéfiants	62 916 571 270	59 715 152 680	94,91	80 136 442 898	40 068 221 449	27 741 232 686	69,2	95 557 582 647	0,4	19,2
	27 423 300 Taxe pour la délivrance de l'attestation de qualité des produits pharmaceutiques exportés	0			0	0	69 347 877				
	27 425 720 Taxe pour la délivrance du certificat international de vaccination	1 472 571 292	533 983 463	36,3	661 328 327	330 664 164	348 568 504	105,4	823 755 441	0,0	24,6
	27 425 833 Taxe sur la désinfection et le contrôle sanitaire de friperie	3 434 848 229	17 897 034 716	521,0	4 962 228 526	2 481 114 263	3 277 292 722	132,1	5 523 722 988	0,0	11,3
	27 428 140 Droit d'enregistrement de professionnel de la santé	0	27 086 983		0	0	10 229 116		0,0		
	27 022 000 Ventes résiduelles de services des établissements non marchands	13 847 263 548	5 362 558 074	38,7	12 845 040 600	6 422 520 300	9 861 799 568	153,6	14 995 154 504	0,1	16,7
	27 022 222 Droits d'Authentification des titres scolaires des Instituts Techniques Médicaux	0	1 651 754		2 705 648	1 352 824	1 948 462	144,0	3 265 784	0,0	
	27 425 831 Taxe de désinsectisation, désinfection et/ou de dératisation de navire, aéronef et train				0				18 742 194		
	27 425 832 Taxe de désinsectisation, désinfection et/ou de dératisation de véhicules d'occasion à l'importation et véhicule routier transfrontalier	13 847 263 548	5 360 906 321	38,7	12 842 334 952	6 421 167 476	9 762 536 163	152,0	14 973 146 525	0,1	16,6
	37 440 000 Amendes transactionnelles	179 379 392	1 006 874 031	561,3	0	0	23 466 862		1 155 532 306	0,0	
	37 441 000 Amendes transactionnelles	179 379 392	1 006 874 031	561,3	0	0	23 466 862		1 155 532 306	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE	1 174 350 490	388 916 207	33,1	2 951 288 892	1 475 644 446	598 499 844	40,6	8 967 874 356	0,0	203,9
	17 136 300 Taxes d'agrément	21 322 929	13 972 650	65,5	154 902 878	77 451 439	55 883 747	72,2	469 192 500	0,0	202,9
	17 136 334 Taxe d'agrément d'un établissement privé d'enseignement supérieur et universitaire	21 322 929	13 972 650	65,5	154 902 878	77 451 439	55 883 747	72,2	469 192 500	0,0	202,9
	27 022 000 Ventes résiduelles de services des établissements non marchands	1 153 027 561	372 807 357	32,3	2 796 386 014	1 398 193 007	518 965 268	37,1	8 498 681 856	0,0	203,9
	27 022 232 Droits pour l'octroi d'équivalence de diplôme	337 225	48 706 540	14 443,3	5 236 548	2 618 274	4 282 975	163,6	6 563 975	0,0	25,3
	27 022 223 Droits d'authentification d'un titre académique d'une université ou d'un institut supérieur	1 617 570	104 994 977	6 490,9	226 068 671	113 034 335	196 581 453	173,9	302 752 596	0,0	33,9
	27 022 411 Taxe de délivrance d'une attestation en vue d'une exonération pour frais d'études	341 167		0,0	5 389 179	2 694 590	0	0,0	0	0,0	-100,0
	27 022 483 Taxe de délivrance d'une attestation d'exonération pour rapatriement de l'étranger des effets personnels d'un diplômé	437 393		0,00	0	0	0		16 682 400	0,0	
	27 022 233 Droits d'enterinement ou d'homologation de titre académique	1 150 294 205	213 071 185	18,52	2 559 691 616	1 279 845 808	17 065 050	1,3	8 172 682 885	0,0	219,3
	37 440 000 Amendes transactionnelles	0	2 136 200		0	0	23 650 830		0		
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratifs	0	2 136 200		0	0	23 650 830		0		

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE	5 101 128	163 488 171	3 204,9	16 096 524	8 048 262	3 383 993	42,0	19 604 696	0,0	21,8
	17 136 000 Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et d'agrément	3 463 162	12 087 802	349,0	10 426 045	5 213 023	1 520 000	29,2	14 868 189	0,0	42,6
	17 136 171 Taxe sur le permis de recherche dans le domaine scientifique	1 867 848	980 000	52,5	5 740 182	2 870 091	520 000	18,1	5 692 869	0,0	-0,8
	17 136 172 Taxe d'agrément et d'identification d'un Centre privé de recherche	1 595 315	11 107 802	696,3	4 685 863	2 342 932	1 000 000	42,7	9 175 320	0,0	95,8
	27 416 000 Revenus sur droits d'auteur, recherche scientifique, brevets et marques	714 568	12 195 294	1 706,7	2 977 475	1 488 738	1 783 993	119,8	3 065 391	0,0	3,0
	27 416 210 Taxe d'enregistrement des résultats en matière de recherche scientifique	714 568	12 195 294	1 706,7	2 977 475	1 488 738	1 783 993	119,8	3 065 391	0,0	3,0
	27 420 000 Droits administratifs	434 212	0	0,0	390 489	195 244	80 000	41,0	417 060	0,0	6,8
	27 428 160 Droits d'octroi ou de renouvellement de la carte de chercheur indépendant	434 212		0,0	390 489	195 244	80 000	41,0	417 060	0,0	6,8
	37 440 000 Amendes transactionnelles	489 185	139 205 075	28 456,5	2 302 515	1 151 257	0	0,0	1 254 056	0,0	-45,5
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratifs	489 185	139 205 075	28 456,5	2 302 515	1 151 257	0	0,0	1 254 056	0,0	-45,5
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	898 508 263	601 641 677	67,0	847 162 429	423 581 215	309 330 366	73,0	1 511 461 718	0,0	78,4
	17 134 800 Autres taxes sur la détention ou l'utilisation des biens et services	0	9 418 623		0	0	8 108 995		12 162 593	0,0	
	17 136 300 Taxes d'agrément	0	400 036 506		212 562 221	106 281 111	186 736 455	175,7	365 970 150	0,0	72,2
	17 136 315 Taxe d'agrément des bureaux d'études du secteur des travaux publics et infrastructures		26 085 408		22 244 395	11 122 198	19 342 953	173,9	79 762 725	0,0	258,6
	17 136 314 Taxe d'agrément des entreprises de construction		346 133 568		190 317 826	95 158 913	165 493 761	173,9	286 207 425	0,0	50,4
	27 021 000 Ventes de services des établissements marchands	2 804 573	59 726 502	2 129,6	96 747 939	48 373 969	85 027 994	175,8	205 177 455	0,0	112,1
	27 021 100 Droits relatifs aux prestations diverses	2 804 573	59 726 502	2 129,6	96 747 939	48 373 969	85 027 994	175,8	205 177 455	0,0	112,1
	27 012 000 Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	672 319 486	129 240 046	19,2	537 852 269	268 926 135	27 343 522	10,2	924 981 420	0,0	72,0
	27 012 112 Droits de Vente de matériel ou mobilier déclassé	672 319 486	116 798 185	17,4	537 852 269	268 926 135	27 125 461	10,1	924 981 420	0,0	72,0
	37 440 000 Amendes transactionnelles	223 384 204	3 220 000	1,4	0	0	2 113 400		3 170 100	0,0	
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratives	223 384 204	3 220 000	1,4		0	2 113 400		3 170 100	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
43	URBANISME ET HABITAT	2 490 643 359	3 916 994 711	157,3	4 223 549 143	2 111 774 571	2 796 004 570	132,4	8 653 044 291	0,0	104,9
	17 136 100 Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction et de recherche	1 154 021 642	3 246 410 689	281,3	3 605 698 227	1 802 849 113	2 247 911 550	124,7	4 876 073 615	0,0	35,2
	17 136 143 Autorisation de transformation d'immeuble à étage	0	547 382 350		712 573 548	356 286 774	528 183 037	148,2	892 313 073	0,0	25,2
	17 136 142 Taxe sur permis de construire(autorisation de batir) un immeuble à usage non résidentiel et celui résidentiel de plus de deux étages	666 285 815	2 175 733 101	326,5	2 435 981 701	1 217 990 850	1 283 155 513	105,4	3 373 059 099	0,0	38,5
	27 428 223 Taxe sur établissement d'avis urbanistique sur la concession foncière de 50 ares et plus pour la terre urbaine ou de 10 ha et plus pour la terre rurale	487 735 827	523 295 237	107,3	0	0	3 688 000		10 000 000	0,0	
	27 428 231 Taxe sur morcellement d'une parcelle ou d'une concession foncière de 50 ares et plus pour les terres urbaines ou de 10 ha et plus pour les terres rurales	0	0		1 225 364	612 682	600 000	97,9	2 736 570	0,0	123,3
	17 136 141 Taxe sur permis de démolir un immeuble à usage non résidentiel et celui résidentiel de plus de deux étages	0	0		455 917 614	227 958 807	420 494 000	184,5	597 964 873	0,0	31,2
	7 162 Autres recettes fiscales à la charge d'autres entités ou non identifiables	0	518 000		0	0	735 000		2 923 235 820		
	27 012 212 Droits du livret de bail (Baux à loyer)	0	0		0	0			2 923 235 820		
	27 415 100 Loyers	1 097 922 032	587 083 978	53,5	562 403 921	281 201 960	491 913 033	174,9	789 155 256	0,0	40,3
	27 415 221 Droits de location de maison du domaine privé de l'Etat relevant du Pouvoir Central	1 097 922 032	587 083 978	53,5	562 403 921	281 201 960	491 913 033	174,9	789 155 256	0,0	40,3
	37 440 000 Amendes transactionnelles	238 699 686	82 982 044	34,8	55 446 995	27 723 498	55 444 987	200,0	64 579 600	0,0	16,5
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratives	238 699 686	82 982 044	34,8	55 446 995	27 723 498	55 444 987	200,0	64 579 600	0,0	16,5

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
44	AGRICULTURE	9 170 000 550	11 048 126 470	120,5	22 775 492 518	11 387 746 259	6 817 159 337	59,9	47 952 425 458	0,2	110,5
	17 134 000 Taxes sur la détention ou l'utilisation des biens et services	41 980 766	19 588 215	46,7	2 668 508 819	1 334 254 409	22 390 590	1,7	3 575 109 516	0,0	34,0
	17 135 231 Taxe sur l'autorisation d'ouverture d'une officine de vente d'intrants agricoles	2 444 586	3 539 010	144,8	2 668 508 819	1 334 254 409	450 000	0,0	3 575 109 516	0,0	34,0
	27 423 000 Taxes rémunératoire sur les opérations de commerce, la circulation, l'importation des végétaux et des animaux	2 177 392 013	510 213 941	23,4	6 566 680 525	3 283 340 263	263 641 331	8,0	9 182 019 028	0,0	39,8
	27 423 121 Taxe sur l'autorisation d'importation ou d'exportation des végétaux, produits végétaux et produits d'origine végétale	73 374 610	383 381 754	522,5	178 661 577	89 330 789	146 168 994	163,6	623 741 915	0,0	249,1
	27 423 122 Taxe sur l'autorisation d'importation des produits phytosanitaires ou intrants agricoles	20 217 075	44 311 521	219,2	2 819 798 351	1 409 899 175	38 283 160	2,7	3 777 798 233	0,02	33,97
	27 423 123 Taxe sur l'Autorisation d'exportation des végétaux, des produits végétaux et produits d'origine végétale	6 009 128	52 355 184	871,3	3 568 220 598	1 784 110 299	57 315 010	3,2	4 780 478 879	0,02	33,97
	27 420 000 Droits administratifs	6 619 050 597	10 205 760 955	154,2	13 251 612 306	6 625 806 153	6 144 424 154	92,7	32 631 767 420	0,1	146,2
	27 425 110 Taxe sur l'acte de traitement phytosanitaire de végétaux	15 969 402	60 696 482	380,1	69 527 485	34 763 743	60 136 471	173,0	180 409 413	0,0	159,5
	27 425 140 Taxe sur l'inspection sanitaire aux postes frontaliers des végétaux, produits végétaux, produits d'origine végétale, produits phytosanitaires ou intrants agricoles	3 517 815 714	1 785 947 354	50,8	8 203 649 720	4 101 824 860	1 185 285 296	28,9	22 289 777 767	0,1	171,7
	27 425 122 Taxe à l'exportation sur la délivrance d'un certificat phytosanitaire ou d'origine	12 650 795	37 128 911	293,5	1 966 541 032	983 270 516	21 821 079	2,2	2 634 654 792	0,0	34,0
	27 423 220 Taxe sur l'autorisation d'importation ou d'exportation de denrées alimentaires d'origine minérale	0	8 321 988 209		3 011 894 069	1 505 947 034	3 010 770 179	199,9	7 526 925 448	0,0	149,9
	27 022 400 Ventes de services des établissements non marchands	304 371 923	283 369 125	93,1	252 941 468	126 470 734	356 754 517	282,1	827 368 530	0,0	227,1
	27 022 432 Taxe sur la mise en quarantaine aux postes frontaliers de végétaux , produits végétaux et produits d'origine végétale	16 956 723	132 960 885	784,1	77 943 463	38 971 732	45 901 291	117,8	226 333 432	0,0	190,4
	27 022 435 Taxe sur la destruction des denrées alimentaires périmées ou avariées aux postes frontaliers	283 817 706	97 839 041	34,5	174 998 005	87 499 002	300 517 549	343,5	601 035 098	0,0	243,5
	37 440 000 Amendes transactionnelles	27 205 250	29 194 233	107,3	35 749 400	17 874 700	29 948 745	167,5	1 736 160 964	0,0	4 756,5
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratives	27 205 250	29 194 233	107,3	35 749 400	17 874 700	29 948 745	167,5	1 736 160 964	0,0	4 756,5

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
46	INDUSTRIE	11 418 791 386	8 144 475 570	71,3	11 317 597 285	5 658 798 643	6 207 181 262	109,7	20 571 476 123	0,1	81,8
	17 134 500 Taxes relatives à la métrologie légale	5 014 743 840	2 629 174 119	52,4	4 125 001 447	2 062 500 723	2 313 739 597	112,2	8 881 767 958	0,0	115,3
	17 134 510 Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le mètre comme unité de longueur	486 255 522	867 205 206	178,3	573 470 428	286 735 214	560 356 352	195,4	1 120 712 704	0,0	95,4
	17 134 520 Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le kilogramme comme unité de masse	538 092 205	508 330 096	94,5	501 077 844	250 538 922	473 473 063	189,0	946 946 126	0,0	89,0
	17 134 530 Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le carat comme unité de masse	473 203 295	20 646 506	4,4	80 363 186	40 181 593	14 537 500	36,2	473 203 295	0,0	488,8
	17 134 540 Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le môle comme unité de masse	75 562 857	998 250	1,3	14 643 322	7 321 661	1 960 000	26,8	75 562 857	0,0	416,0
	17 134 550 Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant l'ampère comme unité de courant électrique	400 919 788	8 775 450	2,2	299 309 502	149 654 751	21 633 000	14,5	400 919 788	0,0	33,9
	17 134 560 Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant unité de température	243 304 516	0	0,0	72 482 618	36 241 309	3 560 000	9,8	243 304 516	0,0	235,7
	17 134 570 Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial de conditionnement en masse et en volume	139 013 185	237 283 676	170,7	400 857 329	200 428 664	396 442 231	197,8	792 884 462	0,0	97,8
	17 134 580 Autres Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial	2 637 135 296	905 553 382	34,3	2 090 349 141	1 045 174 570	753 081 319	72,1	4 702 246 725	0,0	125,0
	17 134 610 Taxe relative à la normalisation	21 257 176	80 381 553	378,1	92 448 078	46 224 039	81 375 282	176,0	125 987 485	0,0	36,3

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
46	INDUSTRIE (suite)											
	27 416 000	Revenus sur droits d'auteur, recherche scientifique, brevets et marques	5 114 568 938	5 005 566 590	97,9	6 318 386 488	3 159 193 244	3 633 172 152	115,0	10 057 953 431	0,0	59,2
	27 416 310	Taxe relative à la protection de la propriété industrielle	1 777 123 034	1 938 257 373	109,1	3 942 776 120	1 971 388 060	3 360 253 763	170,5	6 720 507 526	0,0	70,5
	27 416 330	Taxe sur le transfert des royalties, le savoir-faire d'entreprise ou know-how et le contrat d'assistance en matière de propriété industrielle	3 337 445 905	3 067 309 217	91,9	2 375 610 368	1 187 805 184	272 918 390	23,0	3 337 445 905	0,0	40,5
	27 428 000	Autres droits administratifs	18 608 376	109 694 493	589,5	44 320 455	22 160 227	28 601 268	129,1	101 329 536	0,0	128,6
	27 012 236	Droits sur la vente du recueil des normes	18 608 376	109 694 493	589,5	44 320 455	22 160 227	28 601 268	129,1	101 329 536	0,0	128,6
	37 440 000	Amendes transactionnelles	1 270 870 232	400 040 368	31,5	829 888 895	414 944 448	231 668 245	55,8	1 530 425 198	0,0	84,4
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratives	1 270 870 232	400 040 368	31,5	829 888 895	414 944 448	231 668 245	55,8	1 530 425 198	0,0	84,4
47	COMMERCE EXTÉRIEUR		39 021 536 679	32 253 649 167	82,7	52 221 991 176	26 110 995 588	21 528 212 275	82,4	60 822 536 060	0,3	16,5
	17 136 220	Taxes diverses produits sur l'exercice des activités professionnelles	939 384 127	2 622 462 045	279,2	10 025 794 470	5 012 897 235	1 539 107 368	30,7	11 678 366 700	0,1	16,5
	17 136 224	Taxe sur l'octroi du numéro import / export (personne physique/personne morale)	939 384 127	2 622 462 045	279,2	10 025 794 470	5 012 897 235	1 493 065 619	29,8	11 678 366 700	0,1	16,5
	17 153 000	Taxes diverses non douanières sur le commerce extérieur	134 693 520	2 985 831 441	2 216,8	140 575 891	70 287 946	41 567 948	59,1	2 151 580 860	0,0	1 430,5
	17 153 240	Taxe sur l'autorisation annuelle d'exportation des mitrailles(personne physique/personne morale)	134 693 520	2 985 831 441	2 216,8	140 575 891	70 287 946	41 567 948	59,1	2 151 580 860	0,0	1 430,5
	27 420 000	Droits administratifs	9 922 335 125	0	0,0	0	0	76 745 708		0	0,0	
	37 440 000	Amendes transactionnelles	28 025 123 907	26 645 355 681	95,1	42 055 620 815	21 027 810 407	19 870 791 251	94,5	46 992 588 500	0,2	11,7
	37 445 000	Amendes transactionnelles pour infraction à la législation sur le commerce	28 025 123 907	26 645 355 681	95,1	42 055 620 815	21 027 810 407	19 870 791 251	94,5	46 992 588 500	0,2	11,7

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
48	MINES (Sécrétariat Général & CAMI)	609 867 662 225	566 959 418 682	93,0	912 565 332 056	456 282 666 028	452 236 789 557	99,1	1 200 265 544 972	5,4	31,5
	17 136 000 Taxe sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et agrément	4 534 062 987	2 816 813 781	62,1	4 359 902 900	2 179 951 450	5 961 775 349	273,5	2 395 717 758	0,0	-45,1
	17 136 131 Taxe sur l'autorisation de traitement ou de transformation des substances autre que des produits d'exploitation artisanale	0	343 097 842			0	2 078 980 818			0,0	
	17 136 312 Taxe d'agrément d'un bureau d'études environnementales, minières, de recherche minière	26 170 617	75 964 418	0,0	100 601 151	50 300 576	91 228 700	181,4	62 559 000	0,0	-37,8
	17 136 323 Taxe d'agrément des mandataires en Mines et des carrières	66 738 706	376 977 945	564,9	1 328 401 727	664 200 863	1 316 768 183	198,2	93 838 500	0,0	-92,9
	17 136 327 Taxe d'agrément des acheteurs de comptoirs d'achat et de vente des substances minérales de production artisanale	61 064 772	75 282 098	123,3	399 736 019	199 868 010	367 378 405	183,8	170 994 600	0,0	-57,2
	17 136 214 Redevance pour agrément de comptoirs d'achat et de vente des substances minérales	423 963 992	1 945 491 477	458,9	2 531 164 002	1 265 582 001	1 678 576 706	132,6	1 964 352 600	0,0	-22,4
	17 136 225 Taxe sur l'autorisation d'achat des substances minérales autres que l'or et le diamant (cassiterite)	0	0		0	0	8 842 537		950 897	0,0	
	17 136 251 Taxe d'agrément de coopérative minière	3 956 124 900	0	0,0	0	0	420 000 000		103 022 161	0,0	
	17 150 000 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	67 157 297	2 401 824 493	3 576,42	2 161 680 584	1 080 840 292	1 944 775 868	179,9	445 211 550	0,0	-79,4
	17 153 220 Taxe sur l'autorisation d'exportation des matières minérales à l'état brut	50 581 912	2 283 949 939	4 515,35	224 433 404	112 216 702	111 276 388	99,2	249 610 410	0,0	11,2
	17 153 210 Taxe sur l'autorisation d'exportation des produits miniers autres que l'or et le diamant	16 575 386	117 874 554	711,14	1 937 247 179	968 623 590	1 833 499 480	189,3	195 601 140	0,0	-89,9

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
48	MINES (Sécrétariat Général & CAMI) (suite)											
	27 415 000	Loyers	602 597 264 447	554 447 506 551	92,0	899 098 601 860	449 549 300 930	442 643 836 497	98,5	1 132 428 168 093	5,1	26,0
	27 415 422	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation	8 271 436 557	9 512 469 280	115,0	27 343 501 094	13 671 750 547	6 535 471 920	47,8	25 219 625 207	0,1	-7,8
	27 415 424	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche des rejets	110 102 698	128 686 552	116,9	254 154 790	127 077 395	114 356 133	90,0	286 711 400	0,0	12,8
	27 415 423	Quotité 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation de petites Mines	528 994 203	473 156 898	89,4	2 713 626 671	1 356 813 336	2 711 366 463	199,8	1 387 830 022	0,0	-48,9
	27 415 421	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche	1 717 735 360	1 332 236 490	77,6	2 711 362 250	1 355 681 125	1 019 509 964	75,2	3 352 871 751	0,0	23,7
	27 415 410	Redevance minière	577 188 474 400	525 527 489 726	91,0	840 822 676 238	420 411 338 119	413 825 197 096	98,4	1 070 062 548 875	4,8	27,3
	27 415 430	Redevance pour acheteur supplémentaire	484 156 410	829 308 983	171,3	3 956 011 512	1 978 005 756	3 883 733 102	196,3	3 883 733 102	0,0	-1,8
	27 415 441	Taxe pour approbation et Enregistrement d'hypothèque, de cession, d'amodiation, de contrat d'option et/ou de transmission	37 829 626	1 328 606 286	3 512,1	236 473 180	118 236 590	40 279 219	34,1	1 328 606 286	0,0	461,8
	27 415 442	Droits d'enregistrement d'une drague extractrice de plus 4 pouces	374 974 358	816 593 852	217,8	88 533 717	44 266 859	68 684 500	155,2	133 369 000	0,0	50,6
	27 415 482	Quotité de 50% de pas des Portes dont bénéficient les Entreprises du portefeuille de l'Etat	2 355 355 508	0	0,00	2 704 103 609	1 352 051 804	0	0,0	0	0,0	-100,0
	27 415 483	Quotité de 50% des royalties ou prime de cession dont bénéficient les entreprises du Portefeuille de l'Etat	11 528 205 326	14 498 958 482	125,8	18 268 158 800	9 134 079 400	13 386 436 225	146,6	26 772 872 450	0,1	46,6
	27 021 000	Ventes des services des établissements marchands	424 508 301	201 051 426	47,4	540 955 489	270 477 744	559 501 637	206,9	0	0,0	
	27 021 300	Taxe rémunératoire de la valeur expertisée des substances précieuses	424 508 301	201 051 426	47,4	540 955 489	270 477 744	540 955 489	200,0	0	0,0	-100,0
	27 420 000	Droits administratifs	1 773 947 947	5 748 737 221	324,1	2 427 427 381	1 213 713 691	286 395 497	23,6	3 391 740 450	0,0	39,7
	27 426 160	Redevance annuelle pour les entités de traitement et/ou de transformation de toutes catégories et tailleries	879 805 748	5 639 293 668	641,0	998 680 097	499 340 049	205 010 945	41,1	2 085 300 000	0,0	108,8
	27 426 185	Redevance annuelle anticipative pour le laboratoire d'analyses des produits miniers marchands	785 118 503	21 005 300	2,7	1 140 556 741	570 278 371		0,0	1 251 180 000	0,0	9,7
	27 428 271	Frais de dépôt d'un bureau d'étude environnementale	0	0		0	0	0		4 170 600	0,0	
	27 428 272	Frais de dépôt bureau d'études Géologique								1 042 650	0,0	
	27 428 274	Frais de dépôt pour autorisation d'exportation des produits marchands	109 023 696	88 438 252	81,12	288 190 542	144 095 271	74 384 552	51,6	50 047 200	0,0	-82,6

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
48	MINES (Sécrétariat Général & CAMI) (suite)										
	27 011 000 Ventes de biens des établissements marchands	0	0		0	0	0		208 384 029	0,0	
	27 011 300 Quotité de la taxe ad valorem à payer à chaque exportation d'Or , de Diamant ou des pierres de couleur de production artisanale pour le Trésor Public	0	0		0	0	0		208 384 029	0,0	
	37 440 000 Amendes transactionnelles	22 385 521	804 104 163	3 592,1	3 650 477 490	1 825 238 745	518 696 529	28,4	61 109 918 274	0,3	1 574,0
	37 156 300 Imposition sur l'exportation des échantillons destinés aux analyses et essais industriels	0	28 844 780		1 899 208	949 604	1 783 250	187,8	1 899 208	0,0	0,0
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratives	22 385 521	775 259 383	3 463,2	3 648 578 282	1 824 289 141	516 913 279	28,3	61 108 019 066	0,3	1 574,8
	27 483 000 Caution	43 563 518	283 558 908	650,9	262 045 892	131 022 946	257 844 342	196,8	255 125 318	0,0	-2,6
	27 483 100 Caution des comptoirs d'or, de diamant, des pierres de couleur et de autres substances autorisées	43 563 518	283 558 908	650,9	201 779 034	100 889 517	194 858 459	193,1	194 858 459	0,0	-3,4
	27 483 400 Caution pour bureau d'études Géologiques	0	0		60 266 859	30 133 429	52 985 883	175,8	60 266 859	0,0	0,0
	27 418 000 Autres revenus de la propriété	404 772 206	255 822 139	63,2	64 240 460	32 120 230	63 927 338	199,0	31 279 500	0,0	-51,3
	27 418 110 Taxe d'agrément de laboratoire d'analyses des produits miniers marchands	392 559 251	45 208 125	11,52	0	0	0		31 279 500	0,0	
	Frais de dépôt pour agrément d'entités de traitement et/ou de transformation de toutes catégories et tailleries	12 212 954	210 614 013	1 724,51	64 240 460	32 120 230	49 883 466	155,3	0	0,0	-100,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
49	HYDROCARBURES	20 800 307 641	12 479 472 663	60,0	18 199 305 432	9 099 652 716	12 558 362 164	138,0	53 381 013 365	0,2	193,3	
	17 136 000	Taxe sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et agrément							2 648 095 000			
	17 136 351	Agrément pour installation ou construction des installations de stockage et/ou d'entreposage des produits pétroliers							521 325 000	0,0		
	17 136 352	Agrément de prestataire de services dans le secteur des hydrocarbures							208 530 000	0,0		
	17 136 353	Agrément pour laboratoire d'analyse de certification des produits pétroliers							1 918 240 000	0,0		
	17 150 000	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	1 361 830 608	2 433 113 902	178,7	2 121 055 551	1 060 527 776	1 835 430 435	173,1	10 969 474 025	0,0	417,2
	17 136 600	Autorisation d'importation et/ou de transformation de dérivés d'hydrocarbures							208 530 000	0,0		
	17 153 110	Taxe sur l'autorisation d'importation et de commercialisation des produits pétroliers et des Bitumes	670 742 110	1 269 040 795	189,2	1 012 165 141	506 082 570	925 030 787	182,8	5 546 947 325	0,0	448,0
	17 153 120	Taxe sur l'autorisation de Transport et stockage des produits pétroliers et bitumes	691 088 498	1 164 073 108	168,4	1 108 890 410	554 445 205	910 399 649	164,2	5 213 996 700	0,0	370,2
	27 415 000	Loyers	19 176 183 597	10 006 902 118	52,2	16 075 542 765	8 037 771 382	10 307 522 366	128,2	39 734 250 140	0,2	147,2
	27 415 131	Redevances superficiaires sur permis d'exploration	26 041 898	0	23 442,3	10 124 538 623	5 062 269 312	9 936 650 852	196,3	2 419 062 010	0,0	-76,1
	27 415 133	Redevances superficiaires sur la canalisation des produits pétroliers (Transfrontalier, National, Local et Gazoduc)	6 471 921 979	8 355 219 886	0,00	2 287 961	1 143 981		0,0	10 426 500	0,0	355,7
	27 415 151	Bonus de signature des conventions de canalisation (Transfrontalier, National, Local ou provincial, signature de l'avenant, cession d'intérêt)	6 508 522 002	0	0,00	530 412 489	265 206 244	0	0,0	17 639 750 000	0,1	
	27 415 141	Bonus de signature des contrats de fourniture des produits pétroliers	650 852 200	1 213 447 272	56,01	148 251 000	74 125 500	138 128 699	186,3	3 067 911 630	0,0	1 969,4
	27 415 143	Bonus de renouvellement des contrats de fourniture des produits pétroliers	0	0		245 800 820	122 900 410	226 800 815	184,5	0	0,0	
	27 415 171	Bonus de signature zone fiscale (A, B, C et D)								9 341 200 000	0,0	
	27 415 172	Bonus de signature du droit d'exploration zone fiscale (A, B, C et D)								7 255 900 000	0,0	
	27 012 000	Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands	260 340 880	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
	27 012 250	Droits de vente des rapports, cartes géologiques résultats de recherches géologiques, pétrolières et gazières	260 340 880	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
	27 420 000	Droits administratifs								10 426 500	0,0	
	27 424 810	Taxe sur l'autorisation de construction de la canalisation								10 426 500	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
49	HYDROCARBURES (SUITE)										
	37 440 000 Amendes transactionnelles	1 952 557	39 456 643	2 020,8	2 707 116	1 353 558	415 409 363	30 690,2	18 767 700	0,0	593,3
	37 446 000 Amendes pour non-exécution de programme en matière d'hydrocarbures	0	0		0	0	0		0	0,0	
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratives	1 952 557	39 456 643	2 020,8	2 707 116	1 353 558	415 409 363	30 690,2	18 767 700	0,0	593,3
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE (Secrétariat Général & CNE)	2 615 042 899	1 409 823 973	53,9	9 129 303 944	4 564 651 972	878 873 353	19,3	38 373 899 700	0,2	320,3
	17 130 000 Impôts généraux sur les biens et services	966 077 325	884 422 599	91,55	4 775 187 308	2 387 593 654	539 990 210	22,6	16 033 532 186	0,1	235,8
	17 136 411 Taxe d'agrément d'un organisme de contrôle de la qualité de l'eau de consommation	58 655 211	0	0,00	287 009 111	143 504 556	81 002 129	56,4	347 459 861	0,0	21,1
	17 136 412 Taxe d'agrément d'un fournisseur des équipements et appareillages des installations de production, de transport, de distribution et de commercialisation de l'énergie ou de l'eau de consommation	642 895 782	588 885 055	91,60	3 183 458 205	1 591 729 103	60 000	0,0	11 126 108 070	0,0	249,5
	17 136 413 Taxe d'agrément d'un prestataire de service pour les études, la conception, le conseil, la surveillance et le contrôle, la maintenance, l'extension, la mise en normes, la rénovation sur l'installation de production, de transport, de distribution et de commercialisation de l'électricité ou de l'eau de consommation	264 526 332	295 537 544	111,72	1 304 719 991	652 359 996	41 993 870	6,4	4 559 964 255	0,0	249,5
	17 150 000 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	78 592 203	61 364 729	78,1	377 797 708	188 898 854	8 053 265	4,3	2 822 394 408	0,0	647,1
	17 153 130 Taxe sur l'autorisation d'importation, de commercialisation et de stockage de carbure de calcium	78 592 203	61 364 729	78,1	377 797 708	188 898 854	8 053 265	4,3	2 822 394 408	0,0	647,1
	17 180 000 Autres recettes à caractère fiscal		0		0	0	46 582 852		1 450 304 208	0	0
	17 153 140 Taxe sur l'autorisation d'importation, de commercialisation et de stockage des gaz autres que les hydrocarbures (gaz comprimés, liquéfiés ou dissous; gaz naturels; gaz rares et gaz frigorifiques non polluants)				0				1 450 304 208	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE (Secrétariat Général & CNE) (SUITE)											
	27 424 000	Droits administratifs	1 570 373 371	226 682 606	14,4	3 976 318 928	1 988 159 464	226 563 608	11,4	18 067 668 898	0,1	354,4
	27 422 311	Taxe sur l'octroi du certificat de conformité de tout ou partie des ouvrages et installations de production, de transport, de distribution et commercialisation de l'énergie électrique d'intérêt national	0	0		0	0	0			0,0	
	27 422 220	Taxe sur l'approbation d'une étude, d'un schéma et d'un plan des infrastructures de production et de transport d'eau et d'électricité	24 560 064	0	0,0	89 324 264	44 662 132	737 139	1,7	312 186 105	0,0	249,5
	27 426 530	Taxe sur l'octroi ou la modification des concessions et/ou des licences d'exploitation des eaux naturelles de surface ou souterraines, thermales, des fleuves, des lacs et de leurs affluents						136 696 525		1 350 000 000	0,0	
	27 426 560	Taxe sur l'octroi ou la modification des contrats de délégation de gestion d'un ouvrage ou d'une installation de production et/ou de transport appartenant à l'Etat								975 000 000	0,0	
	27 426 860	Taxe d'homologation d'un permis des personnes physiques et morales, prestataires des services ou des travaux, non établies en République Démocratique du Congo	137 825 298		0,0	658 949 490	329 474 745	0	0,0	2 303 012 250	0,0	249,5
	27 426 610	Redevance sur l'exercice d'une activité ou le service public de production, de transport, d'importation, d'exportation ou de commercialisation de l'énergie électrique et d'eau	839 871 460	166 302 380	19,8	2 681 204 956	1 340 602 478	0	0,0	9 370 745 327	0,0	249,5
	27 426 621	Redevance sur l'utilisation de la ressource énergétique par les infrastructures de production de l'électricité d'intérêt national	23 709 436	0	0,00	0	0	0		83 610 228	0,0	
	27 426 622	Redevance sur l'exploitation des eaux naturelles de surface ou souterraines, thermales, des lacs ou du fleuve et de ses affluents	151 938 545	400 000	0,26	0	0	52 791 273		1 653 073 074	0,0	
	27 426 623	Redevance sur la consommation de l'électricité par les usagers finaux	286 253 517	59 980 226	20,95		0	313 054		1 008 451 331	0,0	
	27 418 210	Frais d'instruction des dossiers des requérants, d'arbitrage, de rémunération des services de l'Autorité de Régulation	2 773 842	0	0,00	72 103 718	36 051 859	0	0,0	0	0,0	-100,0
	27 012 241	Droit de vente des publications du ministère de l'Energie et ressources hydrauliques	69 808 369	0	0,00	283 494 714	141 747 357	0	0,0	343 205 250	0,0	21,1
	27 422 230	Taxe sur l'accès ou le raccordement aux réseaux de transport de l'électricité, des eaux naturelles de surface ou souterraines, thermales, des fleuves, des lacs et de leurs affluents, pour immeuble à usage non résidentiel et celui résidentiel de plus de deux étages	33 632 840	0	0,00	191 241 785	95 620 893	0	0,0	668 385 333	0,0	249,5
	37 440 000	Amendes transactionnelles	0	237 354 039		0	0	8 894 477		0	0,0	
	37 441 000	Amendes Transactionnelles	0	237 354 039		0	0	8 894 477		0	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
51	TRANSPORTS, VOIES DE COMMUNICATION ET DESENCLAVEMENT	2 180 442 529	8 495 683 626	389,6	17 660 454 400	8 830 227 200	4 505 289 683	51,0	37 948 095 915	0,2	114,9
17 130 000	Impôts généraux sur les biens et services	83 893 791	599 730 117	714,9	1 012 223 399	506 111 700	986 157 758	194,8	1 066 233 847	0,0	5,3
17 136 150	Taxe sur autorisation d'extraction de sable dans le lit mineur ou majeur d'une voie navigable et ses abords	13 976 067	1 582 369	11,3	128 958 856	64 479 428	14 962 500	23,2	137 534 237	0,0	6,6
17 136 216	Taxe de délivrance d'une licence d'exploitation des services aériens de transport public	5 488 097	46 935 212	855,2	48 811 073	24 405 537	7 150 356	29,3	52 056 865	0,0	6,6
17 136 226	Droits sur la délivrance de la patente de pilote et du rôle d'équipage		16 045 300		7 272 850	3 636 425	0	0,0	7 756 473		
17 136 333	Taxe d'agrément des services publics et professions auxiliaires de transport terrestre (transporteur public routier, transporteur public ferroviaire)	5 790 290	9 813 483		300 355 567	150 177 783	284 625 122	189,5	307 028 914	0,0	
17 136 382	Taxe d'agrément d'un service ou d'une profession lié(e) à l'aéronautique	0	5 100 300			0	18 372 134			0,0	
17 134 860	Taxe d'agrément et d'autorisation de construction d'un bateau ou d'une embarcation	1 247 080	42 811 029	3 432,9	63 454 395	31 727 198	5 518 336	17,4	67 673 925	0,0	6,6
17 134 870	Taxe sur l'autorisation d'installation d'une balise d'approche sur une piste privée d'aviation	0			216 768 321	108 384 161	0	0,0	231 182 772	0,0	
17 134 880	Taxe sur l'autorisation d'exécuter un ouvrage d'art d'accostage ou d'opérer une fouille	6 930 008	274 936 608	3 967,3	63 072 701	31 536 350	7 275 746	23,1	67 266 848	0,0	6,6
17 136 261	Taxe d'homologation d'un port ou beach	20 273 841	92 744 764	457,5	183 529 636	91 764 818	10 232 448	11,2	195 733 812	0,0	6,6
17 150 000	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	14 357 699	50 076 257	348,8	130 813 677	65 406 838	0	0,0	139 512 398	0,0	6,6
17 151 130	Taxe sur l'autorisation d'importation d'un aéronef	14 357 699	50 076 257	348,8	130 813 677	65 406 838	0	0,0	139 512 398	0,0	6,6
17 180 000	Autres recettes à caractère fiscal	32 649 294	111 553 967	341,7	243 780 545	121 890 273	27 164 995	22,3	259 991 229	0,0	6,6
17 182 210	Droits de circulation au-dessus du territoire national aux aéronefs immatriculés à l'étranger	19 738 541	82 450 357	417,7	178 648 529	89 324 264	180 000	0,2	190 528 126	0,0	6,6
17 182 300	Taxe sur l'autorisation de sortie d'aéronefs, immatriculés à l'étranger, basés sur le territoire national	12 910 752	29 103 610	225,4	65 132 017	32 566 008	26 984 995	82,9	69 463 103	0,0	6,6

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
51	TRANSPORTS, VOIES DE COMMUNICATION ET DESENCLAVEMENT (suite)											
	27 420 000	Droits administratifs	1 563 043 256	7 491 433 314	479,3	15 745 816 564	7 872 908 282	3 340 757 099	42,4	32 847 353 425	0,1	108,6
	27 422 120	Droit de délivrance d'un permis de conduire national et international ou son duplicata	161 334 295		0,00	2 919 152 989	1 459 576 495	141 021 040	9,7	15 024 606 820	0,1	414,7
	27 422 130	Taxe sur le permis de naviguer ou son duplicata	10 120 522	340 872 193	3 368,1	391 684 117	195 842 058	131 453 374	67,1	446 643 607	0,0	14,0
	27 422 110	Taxe sur permis de sortie des bateaux et ou son renouvellement	25 222 756	383 778 169	1 521,6	429 548 716	214 774 358	284 136 648	132,3	544 813 025	0,0	26,8
	27 422 240	Taxe sur délivrance d'une lettre de mer ou son renouvellement	3 882 241	62 248 610	1 603,4	39 048 859	19 524 429	0	0,0	103 894 302	0,0	166,1
	27 422 400	Taxe d'octroi d'une fréquence aéronautique	0	0		0	0	2 592 225		0	0,0	
	27 424 410	Droits du livret matricole et du carnet de paie ou de son duplicata	847 655	609 250		36 598 543	18 299 271	35 000	0,2	39 032 237	0,0	6,6
	27 424 420	Droit de visite annuelle d'un port ou d'un beach	7 906 918	57 543 791	727,8	129 661 735	64 830 868	171 398 700	264,4	342 797 400	0,0	164,4
	27 425 231	Droit de contrôle technique des aéronefs	391 281 858	1 992 518	0,5	3 168 255 913	1 584 127 956	2 214 618	0,1	3 646 680 813	0,0	15,1
	27 425 241	Droits de jaugeage d'un bateau	5 764 689	13 741 165	238,4	13 326 756	6 663 378	4 228 741	63,5	14 212 945	0,0	6,6
	27 425 210	Redevance de surveillance des véhicules de transport routier	345 234 644	4 367 900 261	1 265,2	2 080 383 519	1 040 191 759	1 214 847 208	116,8	2 218 722 852	0,0	6,6
	27 425 220	Frais de surveillance des véhicules de transport ferroviaire	143 728 390	98 117 755	68,3	565 232 230	282 616 115	15 678 000	5,5	602 818 497	0,0	6,6
	27 426 310	Taxe sur la délivrance de certificat de navigabilité ou son duplicata	8 296 903	47 629 623	574,1	43 735 337	21 867 668	2 408 000	11,0	46 319 371	0,0	5,9
	27 426 840	Taxe d'homologation des installations pétrolières d'aviation	1 537 251		0 0,0	14 057 589	7 028 795	401 000	5,7	14 992 377	0,0	6,6
	27 426 320	Taxe de délivrance du certificat de radiation d'un aéronef	0	0		0	0	727 949		0	0,0	
	27 426 410	Droits sur la délivrance des titres de sécurité des navires et bateaux	51 478 478	198 227 786	385,1	468 586 304	234 293 152	187 464 748	80,0	499 745 904	0,0	6,6
	27 428 131	Droits de délivrance ou validation d'une licence ou autres documents liés à l'aéronautique civile	4 428 636	18 907 258	426,9	46 077 653	23 038 827	26 361 122	114,4	49 141 681	0,0	6,6
	27 428 211	Droits fixes de police fluviale et lacustre pour le transport des marchandises et des personnes	95 148 221	151 093 623	158,8	2 558 183 669	1 279 091 835	84 486 843	6,6	2 728 295 297	0,0	6,6
	27 428 212	Droit fixe de police maritime	262 833 996	1 501 699 643	571,3	2 842 282 635	1 421 141 318	982 324 514	69,1	6 524 636 298	0,0	129,6

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
51	TRANSPORTS, VOIES DE COMMUNICATION ET DESENCLAVEMENT (suite)										
	27 022 000 Ventes résiduelles de service des établissements non marchands	136 668 164	30 653 394	22,4	1 477 182	738 591	48 337 583	6 544,6	96 493 646	0,0	6 432,3
	27 022 350 <i>Droit d'admission aux examens en vue d'obtention d'une licence ou d'un certificat pour certains métiers de l'aéronautique.</i>	9 941 027	30 653 394	308,4	1 477 182	738 591	0	0,0	96 493 646	0,0	6 432,3
	37 440 000 Amendes transactionnelles	349 830 326	212 236 577	60,7	526 343 033	263 171 516	102 872 247	39,1	3 538 511 371	0,0	572,3
	37 441 000 Amendes transactionnelles	349 830 326	212 236 577	60,7	526 343 033	263 171 516	102 872 247	39,1	3 538 511 371	0,0	572,3
52	AUTORITÉ DE RÉGULATION DES PTT / ARPTC	61 737 519 879	63 906 093 439	103,5	73 798 377 392	36 899 188 696	64 815 283 575	175,7	142 593 623 865	0,6	93,2
	17 133 000 Taxes sur des services déterminés	61 737 519 879	63 906 093 439	103,5	73 798 377 392	36 899 188 696	64 815 283 575	175,7	129 630 567 150	0,6	75,7
	17 133 100 <i>Taxe de numérotation</i>	34 185 619 640	44 886 784 223	131,3	56 652 759 496	28 326 379 748	54 688 798 903	193,1	109 377 597 806	0,5	93,1
	17 133 200 <i>Taxe de régulation des télécommunications</i>	27 551 900 239	19 019 309 217	69,0	17 145 617 896	8 572 808 948	10 126 484 672	118,1	20 252 969 344	0,1	18,1
	37 440 000 Amendes transactionnelles								12 963 056 715	0,1	
	37 441 000 Amendes transactionnelles								12 963 056 715	0,1	
52	POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PT-NTIC)	109 508 204 708	113 707 737 692	103,8	203 549 501 850	101 774 750 925	92 309 584 001	90,7	242 785 712 808	1,1	19,3
	17 130 000 Impôts et taxes sur les biens et services	53 336 866 918	1 087 696 698	2,0	2 203 495 355	1 101 747 678	669 886 922	60,8	6 347 378 706	0,0	188,1
	17 133 300 <i>Droits sur la déclaration d'autorisation d'exploitation d'un réseau indépendant d'Internet (Intranet)</i>	24 315 166	143 376 023	589,7	148 175 222	74 087 611	56 223 864	75,9	524 263 300	0,0	253,8
	17 136 234 <i>Taxe sur l'autorisation d'exploitation, de commercialisation des matériels spécifiques de la poste</i>	0			0	0	1 744 000		0	0,0	
	17 134 610 <i>Taxe sur l'autorisation d'exploitation des concessions des cabines publiques ou télé centre</i>	0	1 050 874		0	0	984 950		0	0,0	
	17 136 160 <i>Taxe d'homologation des équipements de télécommunication à fabriquer, importer ou commercialiser sur le territoire national</i>	27 175 773	368 227 202	1 355,0	115 052 778	57 526 389	112 052 778	194,8	119 051 750	0,0	3,5
	17 134 651 <i>Taxe sur l'autorisation de détention, d'installation et d'exploitation des stations radio électriques privées de toute catégorie</i>	30 093 593	49 335 503	163,9	573 811 608	286 905 804	152 714 181	53,2	1 060 479 315	0,0	84,8
	17 134 620 <i>Taxe sur l'autorisation d'exploitation des chaînes de radiodiffusion sonore et télévisuelle commerciale</i>	21 454 558	44 882 693	209,2	1 008 663 613	504 331 806	2 351 025	0,5	3 350 383 750	0,0	232,2
	17 134 630 <i>Taxe sur l'autorisation d'exploitation de cabine radiophonique (phonie à usage public)</i>	0	13 396 950		0	0	17 406 150			0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
52	POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PT-NTIC) (Suite)										
	17 136 231 Taxe sur l'autorisation d'exploitation du service courrier professionnel, amateur ou social	18 307 889	127 236 014	695,0	98 386 560	49 193 280	57 733 103	117,4	245 231 280	0,0	149,3
	17 134 654 Taxe sur l'autorisation de détention d'installation et d'exploitation du système trunking ou paging	0	868 750		0	0	3 491 000		0	0,0	
	27 415 000 Loyers	17 799 004 909	2 395 864 027	13,5	23 386 012 103	11 693 006 052	47 434 959	0,4	41 018 235 000	0,2	75,4
	27 415 510 Taxe sur la concession ou le contrat d'exploitation de service public des télécommunications (Licence) ou son renouvellement	17 678 555 721	2 116 791 958	12,0	5 895 940 057	2 947 970 029	841 550	0,0	28 431 360 000	0,1	382,2
	27 415 530 Taxe sur l'autorisation de concession de gestion de nom du domaine (.cd)				0	0	986 000			0,0	
	27 415 540 Taxe sur l'autorisation de fourniture des services publics ou accès Internet	120 449 188	279 072 069	231,7	17 490 072 046	8 745 036 023	45 607 409	0,5	11 961 285 000	0,1	-31,6
	27 415 550 Taxe sur l'autorisation de télédistribution des signaux de radio et/ou de télévision par câble, onde radio ou satellite	0	0		513 631 157	256 815 579	0	0,0	625 590 000	0,0	
	27 021 000 Ventes de services des établissements marchands	27 452 449 946	78 958 222 035	287,6	70 865 072 912	35 432 536 456	56 495 617 775	159,4	131 038 575 839	0,6	84,9
	27 021 210 Redevance annuelle sur la concession et/ou contrat d'exploitation de Téléphonie (chiffre d'affaires et fréquences)	23 477 547 171	77 573 588 187	330,4	70 865 072 912	35 432 536 456	56 214 409 764	158,7	106 252 255 813	0,5	49,9
	27 021 220 Redevance annuelle sur la concession et/ou contrat d'exploitation d'Internet (chiffre d'affaires et fréquences)				0	0	0		24 786 320 026		
	27 420 000 Droits administratifs	10 885 891 563	31 036 483 350	285,1	104 839 995 095	52 419 997 547	33 412 558 617	63,7	57 199 095 897	0,3	-45,4
	27 422 700 Droits sur la déclaration de distribution des signaux audio et/ou vidéo dans un hôtel ou un bâtiment d'utilité publique	28 606 077	257 967 192	901,8	111 286 751	55 643 375	24 197 245	43,5	173 079 900	0,0	55,5
	27 422 810 Droits sur la déclaration semestrielle d'équipements de télécommunications établis à bord des navires ou bateaux étrangers accostés dans les ports nationaux ou en rade dans les eaux territoriales nationales	28 277 035	12 122 404	42,9	97 549 864	48 774 932	89 900 676	184,3	154 312 200	0,0	58,2
	27 425 600 Taxe de renouvellement ou de modification d'un titre obtenu de télécommunications ou de service postal	0	0		48 608 588 779	24 304 294 390	332 186 987	1,4	2 022 219 675	0,0	-95,8
	27 426 121 Redevance annuelle sur l'exploitation du service courrier professionnel, amateur ou social	135 867 835	866 645 909	637,9	689 941 858	344 970 929	315 675 667	91,5	786 566 499	0,0	14,0
	27 426 124 Redevance annuelle sur l'exploitation de messagerie financière ou transfert de fonds	679 001 402	0	0,0	411 626 672	205 813 336	7 389 533	3,6	536 952 966	0,0	30,4
	27 426 122 Redevance annuelle sur l'exploitation du système TRUNKING	366 987 365	2 337 000	0,6	7 027 262	3 513 631	6 684 000	190,2	1 251 180	0,0	-82,2

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
52	POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PT-NTIC) (Suite)											
	27 426 181	Redevance annuelle d'exploitation de concession des cabines publiques ou télécentres	572 122	16 746 580	2 927,1	10 171 210	5 085 605	10 074 240	198,1	208 530	0,0	-97,9
	27 426 183	Redevance annuelle sur la détention, l'installation et l'exploitation des stations terriennes de toute catégorie ou terminal stellitaire	90 053 813	863 563 593	958,9	188 374 453	94 187 226	200 067 701	212,4	189 126 906	0,0	0,4
	27 426 184	Redevance annuelle sur la détention, l'installation et l'exploitation des faisceaux hertziens	9 244 683 187	14 793 501 657	160,0	31 833 672 406	15 916 836 203	28 572 453 143	179,5	48 364 988 490	0,2	51,9
	27 426 182	Redevance annuelle sur la détention, l'installation et l'exploitation des radios électriques privées de toute catégorie	100 799 277	489 102 894	485,2	751 203 722	375 601 861	329 278 845	87,7	571 290 873	0,0	-23,9
	27 426 131	Redevance annuelle sur la déclaration de distribution des signaux audio et/ou vidéo dans un hôtel ou un bâtiment d'utilité publique	37 331 856	97 405 256	260,9	154 089 347	77 044 674	0	0,0	187 677 000	0,0	21,8
	27 426 133	Redevance annuelle sur la déclaration de détention, installation et exploitation d'un commutateur (PABX, serveur), service des contenus et applications mobiles, agrégation et intégration des applications	0	0	0	0	0	0	18 288 081	0,0		
	27 426 186	Redevance annuelle sur l'exploitation des chaînes de radiodiffusion sonore ou télévisuelle commerciale	107 994 995	13 172 431 330	12 197,3	21 692 604 503	10 846 302 252	65 985 416	0,6	2 897 600 687	0,0	-86,6
	27 422 850	Droits sur la déclaration de détention, d'installation et d'exploitation d'un commutateur (PABX, serveurs), service des contenus et application mobiles, agrégation et intégration des applications	16 883 164	62 590 925	370,7	45 936 312	22 968 156	15 888 298	69,2	141 800 400	0,0	208,7
	27 428 111	Redevance annuelle sur la déclaration d'agrément de fabricant, monteur de réseau, d'équipements de télécommunications, de fourreaux de conduite allégées, enrobées et aériennes, de pylônes ou mât d'antennes	3 289 699	27 920 631	848,7	0	0	284 213 009		11 990 475	0,0	
	27 428 115	Droit sur la déclaration d'agrément des vendeur, installateur, dépanneur d'équipements et matériels de télécommunications	3 833 214	82 977 139	2 164,7	103 545 514	51 772 757	98 491 089	190,2	212 440 568	0,0	105,2

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
52	POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PT-NTIC) (Suite)											
	27 428 114	Droit sur la déclaration d'agrement de fabricant, monteur de réseau, d'équipements de télécommunications, de fourreaux de conduite allégées, enrobées et aériennes, de pylônes ou mâts d'antennes	20 310 315	33 336 212	164,1	60 779 687	30 389 843	1 997 272 096	6 572,2	782 339 950	0,0	1 187,2
	27 428 112	Redevance annuelle sur la déclaration d'agrement de vendeur, installateur, dépanneur d'équipements et matériels de télécommunications	14 131 402	194 081 269	1 373,4	42 588 583	21 294 292	23 261 942	109,2	131 843 093	0,0	209,6
	27 428 113	<i>Redevance annuelle sur la déclaration d'installateur d'équipements mutualisés et/ou de gestion et de partage d'infrastructures des télécommunications</i>	5 349 336	36 714 026	686,3	31 008 171	15 504 086	20 714 286	133,6		0,0	-100,0
	27 428 117	<i>Déclaration d'agrément d'importateur, d'exportateur d'équipement et matériels de télécommunications</i>	0	0		0	0	0		8 341 200		
	27 428 118	<i>Redevance sur la déclaration d'importateur, d'exportateur d'équipement et matériels de télécommunications</i>	0	0		0	0	0		6 777 225		
		Ventes résiduelles des établissements non marchands	0	1 930 560		0	0	14 792 277		0		
	27 022 280	Droit de délivrance du duplicata de titre obtenu de télécommunication ou de service postal	0	1 930 560		0	0	14 792 277		0		
	37 440 000	Amendes transactionnelles	33 991 371	227 541 022	669,4	2 254 926 385	1 127 463 193	1 669 293 452	148,1	7 182 427 365	0,0	218,5
	37 441 000	Amendes Transactionnelles	33 991 371	227 541 022	669,4	2 254 926 385	1 127 463 193	1 669 293 452	148,1	7 182 427 365	0,0	218,5

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	174 993 956	1 084 709 051	619,86	1 088 864 187	544 432 094	713 261 373	131,0	5 707 911 396	0,0	424,2
	17 130 000 Impôts et taxes sur les biens et services	125 880 161	1 017 074 309	808,0	932 389 024	466 194 512	590 276 155	126,6	4 962 378 856	0,0	432,2
	17 133 810 Droits sur la diffusion de la publicité dans la presse	2 021 664	9 741 081	481,8	53 081 364	26 540 682	51 581 240	194,3	515 886 300	0,0	871,9
	17 135 282 Droit sur la déclaration préalable d'ouverture d'une maison de presse écrite (journal, texte périodique ou agence)	3 569 500	62 012 690	1 737,3	49 581 157	24 790 579	4 817 212	19,4	347 202 450	0,0	600,3
	17 136 321 Droit d'accréditation d'un journaliste étranger	2 779 788	0	0,0	138 611 875	69 305 937	115 226 319	166,3	312 795 000	0,0	125,7
	17 136 271 Droit sur la déclaration préalable d'exploitation d'une station privée de radio ou d'une chaîne de télévision pour une radio ou une télévision à caractère non commercial(confessionnel, associatif ou communautaire)	117 509 209	945 320 537	804,5	691 114 628	345 557 314	418 651 383	121,2	3 786 495 106	0,0	447,9
	27 484 000 Recettes diverses	34 747 347	66 186 354	190,5	62 067 266	31 033 633	48 068 167	154,9	625 520 000	0,0	907,8
	27 484 420 Redevance de contrôle de conformité d'une radio ou télévision privée	34 747 347	63 779 354	183,6	62 067 266	31 033 633	39 082 135	125,9	625 520 000	0,0	907,8
	37 440 000 Amendes transactionnelles	14 366 448	1 448 389	10,1	94 407 897	47 203 949	74 917 052	158,7	120 012 540	0,0	27,1
	37 441 000 Amendes transactionnelles	14 366 448	1 448 389	10,1	94 407 897	47 203 949	74 917 052	158,7	120 012 540	0,0	27,1
55	AFFAIRES FONCIÈRES	36 407 402 759	33 821 173 575	92,9	51 173 597 958	25 586 798 979	24 961 265 298	97,6	67 036 579 165	0,3	31,0
	17 120 000 Impôts réels et impôts sur les transactions financières et en capital	17 071 260 093	17 076 831 113	100,0	21 665 826 159	10 832 913 080	8 895 525 233	82,1	28 662 350 194	0,1	32,3
	17 122 200 Droits fixes d'enregistrement	1 751 934 638	1 740 335 308	99,3	2 225 979 034	1 112 989 517	1 141 734 583	102,6	2 497 839 231	0,0	12,2
	17 122 211 Nouveau certificat	947 377 219	940 720 792	99,3	1 105 686 428	552 843 214	855 670 642	154,8	1 312 487 820	0,0	18,7
	17 122 212 Remplacement d'un ancien certificat	720 312 103	145 363 952	20,2	840 597 903	420 298 952	90 832 170	21,6	997 690 932	0,0	18,7
	17 122 220 Page supplémentaire	2 644 402	85 172 950	3 220,9	17 263 657	8 631 828	8 446 610	97,9	20 540 206	0,0	19,0
	17 122 231 Changement dénomination	6 852 284	461 990 797	6 742,1	53 314 234	26 657 117	33 407 277	125,3	63 601 650	0,0	19,3
	17 122 240 Insertion d'une mention substantielle	12 216 644	23 921 058	195,8	136 142 321	68 071 161	131 289 315	192,9	16 895 261	0,0	-87,6
	17 122 213 Annulation d'un certificat d'enregistrement	62 531 987	83 165 759	133,0	72 974 492	36 487 246	22 088 569	60,5	86 623 362	0,0	18,7

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREDICTIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
55	AFFAIRES FONCIÈRES (Suite)										
	17 122 300 Droits proportionnels d'enregistrement	14 965 278 863	15 336 495 805	102,5	19 439 847 125	9 719 923 563	7 300 961 582	75,1	25 679 730 845	0,1	32,1
	17 122 310 Mutation	9 686 845 101	10 204 718 346	105,3	11 242 348 025	5 621 174 013	5 358 894 037	95,3	13 138 645 351	0,1	16,9
	17 122 320 Inscription hypothécaire sur concession ordinaire	4 689 440 881	3 404 464 872	72,6	6 529 635 631	3 264 817 815	1 696 170 032	52,0	8 678 176 139	0,0	32,9
	17 122 330 Réinscription hypothécaire sur concession ordinaire	139 998 037	1 107 103 772	790,8	1 290 839 571	645 419 785	25 784 949	4,0	1 888 428 683	0,0	46,3
	17 122 340 Radiation hypothécaire sur concession ordinaire	448 994 844	620 208 815	138,1	256 150 574	128 075 287	119 935 933	93,6	1 409 593 137	0,0	450,3
	17 122 350 Contrat de location de plus de 9 ans	0	0		120 873 325	60 436 663	100 176 630	165,8	564 887 536	0,0	367,3
	17 122 400 Taxe spéciale sur le transfert des contrats de location	354 046 592	0	0,00	0	0	340 152 909		484 780 118	0,0	
	17 122 410 Annotation	320 902 253	0	0,00	0	0	0		444 544 254	0,0	
	17 122 420 Cession de bail	30 148 991	0	0,00	0	0	45 229 361		35 981 852	0,0	
	17 122 430 Transfert des contrats de location	2 995 348	0	0,00	0	0	294 923 548		4 254 012	0,0	
	27 415 000 Loyers	18 106 475 459	15 082 359 750	83,3	27 738 829 818	13 869 414 909	14 429 138 058	104,0	32 806 333 722	0,1	18,3
	27 415 210 Redevances sur concession ordinaire (par les étrangers, les personnes morales et physiques ainsi que les associations détenteurs d'un titre foncier ou immobilier	18 106 475 459	15 082 359 750	83,3	27 738 829 818	13 869 414 909	13 693 908 068	98,7	32 806 333 722	0,1	18,3
	27 420 000 Droits administratifs	1 126 940 614	1 622 219 618	143,9	1 365 840 138	682 920 069	870 765 613	127,5	5 326 834 570	0,0	290,0
	27 428 221 Frais de mesurage et de bornage de parcelle	79 662 697	160 895 321	202,0	118 306 823	59 153 411	32 545 359	55,0	2 013 312 606	0,0	1 601,8
	27 428 222 Frais d'enquête et de constat en matières foncières	282 602 170	596 394 290	211,0	335 063 202	167 531 601	181 714 574	108,5	2 250 636 213	0,0	571,7
	27 428 240 Droits de consultation registres fonciers, immobiliers et cadastraux	135 283 666	171 196 107	126,5	157 891 372	78 945 686	56 394 612	71,4	193 816 123	0,0	22,8
	27 428 250 Droits d'établissement des contrats en matière foncière (concession ordinaire)	629 392 082	693 733 901	110,2	754 578 742	377 289 371	656 505 681	174,0	869 069 628	0,0	15,2
	27 012 000 Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands	97 244 766	0	0,0	0	0	100 984 670		0	0,0	
	27 012 114 Droits sur la vente des biens privés, immobiliers, abandonnés (sans maîtres)	0	0		0	0	62 063 900		0	0,0	
	Copies documents fonciers, immobiliers et cadastraux	97 244 766		0,00	0	0	38 920 770		0	0,0	
	37 440 000 Amendes transactionnelles	5 481 827	39 763 094	725,4	403 101 842	201 550 921	664 851 724	329,9	241 060 680	0,0	-40,2
	37 441 000 Amendes Transactionnelles	5 481 827	39 763 094	725,4	403 101 842	201 550 921	664 851 724	329,9	241 060 680	0,0	-40,2

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	82 345 019 166	92 867 973 038	112,8	96 786 987 719	48 393 493 860	62 803 039 810	129,8	120 314 658 678	0,5	24,3
17 130 000	Impôts et taxes sur les biens et services	1 269 434 151	43 365 314	3,4	225 512 643	112 756 322	134 035 213	118,9	345 204 245	0,0	53,1
17 135 150	Taxe sur la délivrance d'une autorisations d'achat, de vente ou d'exportation de bois d'œuvre	762 859 678	7 973 988	0,3	52 169 843	26 084 921	21 282 317	0,4	54 716 189	0,0	4,9
17 134 410	Taxe sur le certificat de légitime détention des produits de la chasse (animaux totalement ou partiellement protégés, autres animaux, trophées)	432 069 493	0	0,0	115 440 064	57 720 032	34 319 116	59,5	230 880 128	0,0	100,0
17 136 213	Taxe sur le permis d'exploitation des produits et sous - produits de la faune sauvage (capture, abattage, importation, exportation ou réexportation) et de la flore sauvage (recolte, exportation d'espèces végétales ligneuses et non ligneuses grumes et bois sciés)	74 504 981	35 391 326	380,3	57 902 736	28 951 368	52 949 740	90,1	59 607 927	0,0	2,9
27 415 000	Loyers	5 375 997 940	3 447 233 777	64,1	3 851 900 474	1 925 950 237	1 387 170 011	72,0	8 202 247 469	0,0	112,9
27 415 311	Redevance sur la superficie concédée	1 695 517 087	2 489 474 474	146,83	0	0	0		349 523 541	0,0	
27 415 313	Taxe d'inventaire et de reconnaissance forestière	256 896 528	0	0,0	105 885 247	52 942 623	6 606 974	12,5	311 190 326	0,0	193,9
27 415 330	Quotité du Trésor public sur la taxe de déboisement	2 983 283 816	95 385 130	3,2	3 478 840 136	1 739 420 068	1 190 956 159	68,5	6 506 237 800	0,0	87,0
27 415 340	Permis de coupe de bois industrielle	440 300 509	6 764 201	1,5	267 175 092	133 587 546	11 334 243	8,5	290 295 191	0,0	8,7
27 415 360	Quotité du Trésor public sur le droit d'exploitation ou la vente du crédit carbone	0	0		0	0	0		745 000 000	0,0	
27 420 000	Droits administratifs	74 570 579 744	88 650 572 435	118,9	85 730 928 631	42 865 464 316	54 494 505 559	127,1	109 093 031 272	0,5	27,3
27 427 240	Taxe d'homologation d'une O.N.G nationale ou Internationale	163 345 089	0	0,0	10 136 838	5 068 419	820 000	16,2	16 682 400	0,0	64,6
27 424 120	Taxe rémunératoire annuelle	34 484 056 676	38 687 338 883	112,2	38 909 861 790	19 454 930 895	24 080 620 828	123,8	48 637 327 238	0,2	25,0
27 424 110	Taxe d'implantation	3 749 062 822	9 044 140 385	241,2	8 895 082 291	4 447 541 145	8 649 839 014	194,5	11 118 852 864	0,0	25,0
27 424 130	Taxe de pollution	35 892 938 517	40 532 899 331	112,9	37 659 701 694	18 829 850 847	21 594 084 670	114,7	49 004 412 202	0,2	30,1
27 425 121	Taxe à l'exportation sur delivrance d'un certificat phytosanitaire	231 338 715	203 534 852	88,0	215 910 055	107 955 027	143 830 150	133,2	269 887 569	0,0	25,0
27 425 122	Taxe à l'exportation sur délivrance d'un certificat d'origine	49 837 926	182 658 984	366,5	40 235 963	20 117 982	25 310 897	125,8	45 868 998	0,0	14,0
37 440 000	Amendes transactionnelles	1 129 007 330	726 801 512	64,4	6 978 645 970	3 489 322 985	6 787 329 027	194,5	2 674 175 693	0,0	-61,7
37 448 410	Amendes transactionnelles en matière de chasse	14 360 012	121 604 386	846,8	60 474 850	30 237 425	56 131 037	185,6	59 269 507	0,0	-2,0
37 448 420	Amendes transactionnelles en matière des installations classées	878 793 843	341 930 217	38,9	6 800 534 216	3 400 267 108	6 699 106 434	197,0	2 436 292 220	0,0	-64,2
37 448 430	Amendes transactionnelles en matière de législation forestière	235 853 475	263 266 909	111,6	117 636 904	58 818 452	32 091 556	54,6	178 613 966	0,0	51,8

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
57	TOURISME	865 315 194	781 993 495	90,4	2 749 029 847	1 374 514 924	413 372 247	30,1	3 237 898 886	0,0	17,8	
	17 136 000	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation professionnel et d'agrément	479 535 103	453 439 249	94,6	507 244 674	253 622 337	36 276 941	14,3	558 849 974	0,0	10,2
	17 136 241	Taxe sur la licence d'exploitation pour hôtel (à partir de deux étoiles)	70 182 690	154 364 125	219,9	461 801 565	230 900 783	23 972 956	10,4	227 631 348	0,0	-50,7
	17 136 242	Taxe sur la licence d'exploitation pour restaurant (à partir de deux fourchettes)	123 276 472	63 281 881	51,3	0	0	9 427 500		178 084 620	0,0	
	17 136 243	Taxe sur la licence d'exploitation pour agence de voyage ou similaire (catégorie A et B)	285 251 461	5 227 297	1,8	0	0	2 876 485		104 598 648	0,0	
	17 136 244	Taxe sur le permis d'exploitation d'un site touristique appartenant à l'Etat	824 480	230 565 946	27 965,0	45 443 109	22 721 555	0	0,0	48 535 358	0,0	6,8
	27 420 000	Droits administratifs	188 897 412	268 616 197	142,2	988 443 717	494 221 859	352 150 999	71,3	1 152 107 397	0,0	16,6
	27 426 230	Taxe d'homologation pour hôtel (à partir de 2 étoiles), restaurant (à partir de 2 fourchettes) et agence de voyage et similaire (catégorie A et B)	128 225 079	208 873 461	162,9	751 612 389	375 806 195	140 780 955	37,5	882 227 871	0,0	17,4
	27 426 221	Taxe d'agrément d'un hôtel	13 710 488	23 706 179	172,9	99 867 456	49 933 728	78 226 663	156,7	117 131 301	0,0	17,3
	27 426 222	Taxe d'agrément d'un restaurant	28 157 441	32 316 757	114,8	69 018 858	34 509 429	24 174 191	70,1	78 177 897	0,0	13,3
	27 426 223	Taxe d'agrément d'une agence de voyage	18 804 404	3 719 800	19,8	67 945 014	33 972 507	106 829 191	314,5	72 568 440	0,0	6,8
	27 426 210	Taxe d'agrément d'une association touristique	0	0		0	0	2 140 000		2 001 888	0,0	
	37 440 000	Amendes transactionnelles	196 882 679	59 938 049	30,4	1 253 341 455	626 670 728	14 551 092	2,3	1 526 941 516	0,0	21,8
	37 441 000	Amendes Transactionnelles	196 882 679	59 938 049	30,4	1 253 341 455	626 670 728	14 551 092	2,3	1 526 941 516	0,0	21,8

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
58	CULTURE ET ARTS	793 734 105	849 611 893	107,0	1 140 674 775	570 337 388	988 182 522	173,3	1 286 462 137	0,0	12,8
	17 136 200 Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité d'exploitation ou professionnelle et d'agrément	6 413 061	7 588 500	118,3	12 319 748	6 159 874	46 500	0,8	15 900 000	0,0	29,1
	17 136 211 Taxe sur l'autorisation annuelle d'exercer une activité cinématographique	6 413 061	7 588 500	118,3	12 319 748	6 159 874	46 500	0,8	15 900 000	0,0	29,1
	17 153 000 Taxes diverses non douanières sur le commerce extérieur	5 427 775	3 967 500	73,1	7 569 966	3 784 983	1 529 200	40,4	13 200 000	0,0	74,4
	17 153 230 Taxe sur autorisation d'exportation d'oeuvre d'art et d'artisanat	5 427 775	3 967 500	73,1	7 569 966	3 784 983	1 529 200	40,4	13 200 000	0,0	74,4
	27 416 000 Revenus sur droits d'auteur, recherche scientifique, brevets et marques	723 371 083	826 160 795	114,2	1 039 014 912	519 507 456	970 890 533	186,9	1 084 000 000	0,0	4,3
	27 416 111 Taxe sur la propriété intellectuelle	723 371 083	826 070 795	114,2	1 039 014 912	519 507 456	970 665 331	186,8	1 084 000 000	0,0	4,3
	27 420 000 Droits administratifs	232 406	10 922 248	4 699,6	742 154	371 077	5 022 640	1 353,5	1 100 000	0,0	48,2
	27 422 831 Taxe sur la délivrance de la carte nationale pour artiste, écrivain ou autre professionnel de la culture et des arts	232 406	10 922 248	4 699,64	742 154	371 077	102 500	27,6	1 100 000	0,0	48,2
	27 022 000 Ventes résiduelles des établissements non marchands	581 015	45 000	7,7	2 360 039	1 180 019	0	0,0	3 000 000	0,0	27,1
	27 022 512 Droits sur le produit de vente de billet, de réservation ou de frais de participation dans une manifestation culturelle à caractère national ou international	581 015	45 000	7,7	2 360 039	1 180 019	0	0,0	3 000 000	0,0	27,1
	37 440 000 Amendes transactionnelles administratives	57 708 765	927 850	1,6	78 667 957	39 333 979	10 693 649	27,2	169 262 137	0,0	115,2
	37 441 000 Amendes transactionnelles	57 708 765	927 850	1,6	78 667 957	39 333 979	10 693 649	27,2	169 262 137	0,0	115,2

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
60	SPORTS ET LOISIRS	2 934 927 941	3 308 573 934	112,7	1 002 790 306	501 395 153	980 611 951	195,6	2 820 661 038	0,0	181,3
	17 111 000 Impôts professionnels des personnes physiques	697 578 185	1 107 636 007	158,8	459 375 611	229 687 805	505 983 969	220,3	851 622 891	0,0	85,4
	17 113 810 Taxe ad valorem sur les gains des joueurs des jeux de hasard, loterie, concours de pronostic ou pari et activités similaires, par tous les (en dur, à travers les voies de télécommunication et des technologies de l'information et de la communication)	697 578 185	1 107 636 007	158,8	459 375 611	229 687 805	505 983 969	220,3	851 622 891	0,0	85,4
	17 133 000 Taxes sur des services déterminés	811 974 670	701 723 102	86,4	30 274 590	15 137 295	2 450 000	16,2	729 031 307	0,0	2 308,1
	17 133 500 Taxe sur la publicité dans un stade national	372 886 870	701 723 102	188,2	10 968 528	5 484 264	2 300 000	41,9	623 087 640	0,0	5 580,7
	17 133 410 Droits sur le transfert international d'athlète	439 087 800	0	0,0	19 306 061	9 653 031	150 000	1,6	105 943 667	0,0	448,8
	17 136 000 Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation professionnel et d'agrément	832 915 781	986 910 484	118,5	438 139 818	219 069 909	446 974 466	204,0	697 455 108	0,0	59,2
	17 136 215 Taxe sur l'autorisation d'exploitation d'une entreprise de jeux du hasard ou d'une loterie	506 639 769	789 337 047	155,8	167 220 668	83 610 334	167 162 826	199,9	297 112 600	0,0	77,7
	17 136 332 Taxe d'agrément d'un établissement de loisir	326 276 011	197 573 438	60,6	270 919 150	135 459 575	279 811 640	206,6	400 342 508	0,0	47,8
	17 134 000 Taxe sur la détention ou l'utilisation des biens et services	175 635 120	1 161 500	0,7	12 647 636	6 323 818	1 080 000	17,1	37 535 400	0,0	196,8
	17 134 830 Taxe sur le droit de retransmission radio télévisée d'une rencontre sportive à caractère national ou international	175 635 120	1 161 500	0,7	0	0	1 080 000		37 535 400	0,0	
	27 415 000 Loyers	53 489 901	450 000	0,8	10 448 755	5 224 377	0	0,0	105 943 666	0,0	913,9
	27 415 221 Droits de location d'un complexe sportif (aire de jeux, tribune, local et autres espaces)	53 489 901	450 000	0,8	10 448 755	5 224 377	0	0,0	105 943 666	0,0	913,9
	27 022 400 Ventes de services des établissements non marchands	345 298 139	9 184 990	2,7	12 468 061	6 234 030	2 384 593	38,3	301 522 667	0,0	2 318,4
	27 022 511 Quotité du Trésor Public sur la vente de billets d'accès à une manifestation de loisir dans une installation sportive à caractère national	29 335 181	5 670 026	19,3	10 219 626	5 109 813	238 250	4,7	27 572 490	0,0	169,8
	27 022 513 Quotité du trésor public sur le produit d'une rencontre sportive (nationale ou internationale)	315 962 958	3 514 964	1,1	2 248 434	1 124 217	2 146 343	190,9	273 950 177	0,0	12 084,0
	37 440 000 Amendes transactionnelles	18 036 145	122 321 901	678,2	39 435 837	19 717 919	21 738 923	110,2	97 550 000	0,0	147,4
	37 441 000 Amendes Transactionnelles	18 036 145	122 321 901	678,2	39 435 837	19 717 919	21 738 923	110,2	97 550 000	0,0	147,4

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
62	EMPLOI ET TRAVAIL	11 325 648 690	17 538 972 190	154,9	51 288 882 251	25 644 441 126	15 446 788 413	60,2	174 448 329 282	0,8	240,1
	17 182 000 Autres recettes fiscales à la charge d'autres entités ou non identifiables	8 175 957 897	16 258 960 279	198,9	28 328 970 762	14 164 485 381	14 522 006 155	102,5	103 624 307 817	0,5	265,8
	17 182 400 Droits d'octroi de la carte de travail pour étrangers	8 175 957 897	16 258 960 279	198,9	28 328 970 762	14 164 485 381	14 522 006 155	102,5	103 624 307 817	0,5	265,8
	27 022 000 Ventes résiduelles des établissements non marchands	0	0		0	0	10 743 800		544 784 625	0,0	
	27 012 181 Droits sur la vente d'une revue de travail et de la prévoyance sociale	0				0	10 743 800		312 795 000	0,0	
	27 021 122 Agrément ou autorisation d'un service de santé et sécurité au travail à titre préventif ou médicale								177 250 500	0,0	
	27 427 232 Droit d'enregistrement d'une mutuelle								54 739 125	0,0	
	37 440 000 Amendes transactionnelles administratives	3 149 690 793	1 280 011 911	40,6	22 959 911 489	11 479 955 744	914 038 458	8,0	70 279 236 840	0,3	206,1
	37 441 000 Amendes transactionnelles	3 149 690 793	1 280 011 911	40,6	22 959 911 489	11 479 955 744	914 038 458	8,0	70 279 236 840	0,3	206,1
63	PRÉVOYANCE SOCIALE	0	0		0	0	4 786 000		0	0,0	
	37 440 000 Amendes transactionnelles	0	0		0	0	4 786 000		0	0,0	
	37 441 000 Amendes Transactionnelles administratives					0	4 786 000		0	0,0	
64	AFFAIRES SOCIALES		11 282 590		0	0	4 678 778		0	0,0	
	17 136 000 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités		11 282 590				4 678 778		0	0,0	
	17 136 332 Taxe d'agrément d'un service d'action sociale ou d'un centre privé à vocation sociale		11 282 590				4 678 778		0	0,0	
82	PÊCHE ET ÉLEVAGE	0	0		1 257 640 325	628 820 163	0		10 647 320 407	0,0	
	17 134 000 Taxes sur la détention ou l'utilisation des biens et services	0	0		8 113 678	4 056 839	0		33 886 125	0,0	
	17 134 210 Taxe pour l'octroi de Permis de pêche (industriel, semi-industriel)				6 607 230	3 303 615			26 066 250	0,0	
	17 134 220 Taxe sur le permis d'exploitation du matériel de pêche placé dans les engins et embarcations (ligne en main, de traîne, palangre, filet, senne, chalut,...)				792 868	396 434			4 170 600	0,0	
	17 135 232 Taxe sur l'autorisation d'ouverture d'une officine de vente de produits(médicaments) vétérinaires, d'élevage ou de pêche ou de produits vétérinaires				317 147	158 574			2 085 300	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREDICTIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
82	PÊCHE ET ÉLEVAGE (SUITE)											
	17 136 325	Taxe sur l'agrément de professionnel privé en santé animale pour exercer une mission de service officiel (nationaux et étrangers)			396 434	198 217	0		1 563 975	0,0		
	27 423 000	Taxes rémunératoire sur les opérations de commerce, la circulation, l'importation des végétaux et des animaux			522 642 652	261 321 326	0		5 181 681 816	0,0		
	27 423 131	Taxe sur l'autorisation d'importation d'animaux, de produits d'origine animale ou halieutique (alimentaire ou non alimentaire)			519 999 760	259 999 880	0		5 108 070 726	0,0		
	27 423 142	Taxe sur l'autorisation d'exportation de produits vétérinaire et d'intrats d'élevage ou de pêche			2 642 892	1 321 446	0		73 611 090	0,0		
	27 420 000	Droits administratifs			723 399 950	361 699 975	0		5 171 022 675	0,0		
	27 425 131	Taxe sur l'inspection sanitaire aux postes frontaliers d'animaux, produits d'origine animale ou halieutique (alimentaire ou non alimentaire)			723 399 950	361 699 975	0		5 171 022 675	0,0		
	27 022 400	Ventes de services des établissements non marchands			2 432 148	1 216 074	0		252 229 792	0,0		
	27 022 433	Taxe sur la mise en quarantaine aux postes frontaliers des animaux			806 082	403 041	0		15 639 750	0,0		
	27 022 435	Taxe sur la destruction des denrées alimentaires périmentées ou avariées aux postes frontaliers			1 626 066	813 033	0		236 590 042	0,0		
	37 440 000	Amendes transactionnelles			1 051 897	525 949	0		8 500 000	0,0		
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratives			1 051 897	525 949	0		8 500 000	0,0		
85	POLICE NATIONALE	34 404 446 562	34 316 918 114	99,7	72 724 594 434	36 362 297 217	14 534 156 536	40,0	125 329 699 656	14,6	72,3	
	27 022 000	Ventes résiduelles des établissements non marchands	26 446 104 479	33 354 401 226	126,1	60 228 959 652	30 114 479 826	13 984 752 107	46,4	73 669 997 852	8,6	22,3
	27 022 450	Taxes de gardiennage par la Police Nationale Congolaise (personne physique et morale)	25 392 039 970	32 749 461 030	129,0	58 573 288 043	29 286 644 021	13 605 668 042	46,5	72 129 380 070	8,4	23,1
	27 022 481	Droits de délivrance d'une attestation de perte de pièces de bord	574 914 290	54 447 030	9,5	581 827 995	290 913 997	21 518 858	7,4	391 702 782	0,0	-32,7
	27 022 270	Droits d'octroi du casier judiciaire	479 150 219	550 493 165	114,9	1 073 843 614	536 921 807	357 565 207	66,6	1 148 915 000	0,1	7,0
	37 447 000	Amendes de police	7 958 342 083	962 516 889	12,1	12 495 634 782	6 247 817 391	549 404 430	8,8	51 659 701 804	6,0	313,4
	37 447 200	Amendes transactionnelles de police territoriale	3 406 264 206	312 997 951	9,2	5 857 328 804	2 928 664 402	222 638 063	7,6	37 518 517 680	4,4	540,5
	37 447 100	Amendes transactionnelles de police spéciale de roulage	3 018 966 820	649 518 937	21,5	5 466 840 217	2 733 420 109	287 912 300	10,5	12 680 936 490	1,5	132,0
	37 447 300	Amendes transactionnelles de police judiciaire	1 533 111 057			1 171 465 761	585 732 880	38 854 067	6,6	1 460 247 634	0,2	24,7

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
86	DIRECTION GÉNÉRALE DES MIGRATIONS (DGM)	17 627 929 361	22 553 823 245	127,9	21 546 052 300	10 773 026 150	13 387 576 190	124,3	26 163 469 677	3,0	21,4
	27 420 000 Droits administratifs	16 828 359 689	22 361 079 573	132,9	21 031 802 552	10 515 901 276	13 366 654 423	127,1	25 174 969 818	0,1	19,7
	27 421 400 Droits de délivrance de laissez - passer individuel	1 965 516 346	478 424 252	24,3	1 468 004 143	734 002 072	172 845 085	23,5	2 509 887 933	0,0	71,0
	27 421 720 Droits de délivrance de visa d'établissement	0	0		0	0	561 822 900				
	27 421 721 Droits de délivrance de visa d'établissement spécial, permanent, ordinaire ou de travail	55 847 462	164 122 605	293,9	14 779 086 887	7 389 543 444	4 422 142 664	59,8	9 574 183 672	0,0	-35,2
	27 421 722 Droits de délivrance du visa d'établissement de travail spécifique	2 958 646 151	2 440 525 676	82,5	0	0	960 493 045		5 659 228 940	0,0	
	27 421 723 Droits de transposition visa d'établissement	2 685 668 339	1 819 272 136	67,7	1 577 635 148	788 817 574	1 426 014 806	180,8	1 872 624 424	0,0	18,7
	27 421 730 Droits de délivrance de visa de voyage	5 793 900 386	5 882 065 705	101,5	0	0	707 862 310		1 737 143 637	0,0	
	27 421 731 Droits de délivrance de visa de voyage ou de transit	217 934 768	390 464 417	179,2	0	0			192 519 340	0,0	
	27 421 724 Droits de délivrance de visa pour mineur ou étudiant	208 574 388	173 587 200	83,2	0	0	125 084 600		99 265 360	0,0	
	27 421 733 Droits de délivrance de visa de sortie ou de retour (un ou plusieurs voyages)	809 455 019	1 486 892 735	183,7	1 361 005 677	680 502 839	261 570 431	38,4	1 540 275 697	0,0	13,2
	27 421 732 Droits de délivrance de visa de portuaire ou aéroportuaire	1 104 687 245	808 176 880	73,2	1 827 618 500	913 809 250	451 448 577	49,4	1 965 436 956	0,0	7,5
	27 421 740 Frais de prorogation de séjour des étrangers porteurs de laissez-passer des pays limitrophes	15 763 329	54 529 843	345,9	18 452 197	9 226 099	18 100 754	196,2	24 403 860	0,0	32,3
	27 421 800 Droits de validation de prise en charge	0	8 017 998 705		0	0	0		0		
	37 440 000 Amendes transactionnelles	799 569 672	192 743 673	24,1	514 249 748	257 124 874	20 921 766	8,1	988 499 858	0,0	92,2
	37 441 000 Amendes Transactionnelles administratives	799 569 672	192 743 673	24,1	514 249 748	257 124 874	20 921 766	8,1	988 499 858	0,0	92,2

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
87	COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS	3 079 762 871	6 578 502 437	213,6	3 244 832 928	1 622 416 464	2 161 207 141	133,2	23 643 150 643	0,1	628,6
	17 181 000 Autres recettes fiscales à la charge des sociétés et autres entreprises	740 550 692	1 734 381 724	234,2	736 189 464	368 094 732	409 716 079	111,3	4 944 170 911	0,0	571,6
	17 181 100 Droits proportionnels sur société anonyme	740 550 692	1 734 381 724	234,2	736 189 464	368 094 732	409 716 079	111,3	4 944 170 911	0,0	571,6
	27 428 000 Autres droits administratifs	540 249 080	626 914 754	116,0	537 067 462	268 533 731	278 076 474	103,6	3 313 288 354	0,0	516,9
	27 428 260 Frais de justice	540 249 080	626 914 754	116,0	537 067 462	268 533 731	278 076 474	103,6	3 313 288 354	0,0	516,9
	27 022 000 Ventes résiduelles des établissements non marchands	454 945 174	397 354 566	87,3	403 522 464	201 761 232	544 936 676	270,1	2 464 258 081	0,0	510,7
	27 022 310 Redevance d'inscription au nouveau registre de commerce et crédit mobilier RCCM	454 945 174	397 354 566	87,3	403 522 464	201 761 232	345 545 640	171,3	2 464 258 081	0,0	510,7
	37 440 000 Amendes transactionnelles administratives	247 539 179	615 369 591	248,6	370 101 121	185 050 561	231 390 069	125,0	2 282 704 808	0,0	516,8
	37 441 000 Amendes transactionnelles	247 539 179	615 369 591	248,6	370 101 121	185 050 561	231 390 069	125,0	2 282 704 808	0,0	516,8
	37 448 000 Amendes judiciaires	143 309 854	19 245 547	13,4	27 928 727	13 964 363	26 478 120	189,6	172 635 876	0,0	518,1
	37 448 100 Amendes judiciaires	143 309 854	19 245 547	13,4	27 928 727	13 964 363	26 478 120	189,6	172 635 876	0,0	518,1
	27 483 000 Cautions	105 749 567	264 025 014	249,7	229 259 829	114 629 915	226 410 078	197,5	1 385 838 818	0,0	504,5
	27 483 300 Caution de mise en liberté provisoire	105 749 567	264 025 014	249,7	229 259 829	114 629 915	226 410 078	197,5	1 385 838 818	0,0	504,5
	27 484 000 Autres recettes diverses non classées ailleurs	847 419 324	2 914 768 643	344,0	940 763 862	470 381 931	444 199 645	94,4	9 080 253 795	0,0	865,2
	27 012 116 Droits sur le produit de ventes publiques	169 161 685	124 715 342	73,7	168 165 463	84 082 732	108 855 320	129,5	1 225 320 829	0,0	628,6
	27 484 100 Droits proportionnels sur les sommes accordées en cas d'exécution forcée	8 277 074	46 766 939	565,0	9 228 329	4 614 164	9 196 000	199,3	59 954 896	0,0	549,7
	27 484 200 Droits sur les sommes allouées aux parties civiles	169 161 685	81 480 194	48,2	168 165 463	84 082 732	2 096 160	2,5	1 225 320 829	0,0	628,6
	27 484 620 Autres recettes judiciaires	500 818 880	2 661 806 167	531,5	595 204 606	297 602 303	324 052 166	108,9	6 569 657 240	0,0	1 003,8

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
74	PORTEFEUILLE (Secrétariat Général)	15 180 203 674	16 656 728 930	109,7	34 090 190 196	17 045 095 098	10 465 861 145	61,4	53 550 703 362	0,2	57,1
	ENTREPRISES	15 180 203 674	16 656 728 930	109,7	34 090 190 196	17 045 095 098	10 465 861 145	61,4	42 414 703 362	0,2	24,4
47 722 000	Dividendes	15 180 203 674	16 656 728 930	109,7	34 090 190 196	17 045 095 098	10 465 861 145	61,4	42 414 703 362	0,2	24,4
47 722 100	Dividendes d'une entreprise du portefeuille	15 180 203 674	16 656 728 930	109,7	34 090 190 196	17 045 095 098	10 465 861 145	61,4	42 414 703 362	0,2	24,4
47 722 110	Dividendes des sociétés commerciales	4 200 690 328	6 147 497 850	146,3	9 691 228 981	4 845 614 490	2 498 800 000	51,6	10 581 000 000	0,0	9,2
1	OFFICE NATIONAL DE TRANSPORT (ONATRA) ex.SCTP	360 361 358	210 000 000	58,3	736 485 873	368 242 937		0,0	840 000 000	0,0	14,1
2	REGIE DES VOIES AERIENNES (RVA)	411 841 552	160 000 000	38,8	453 222 076	226 611 038		0,0	540 000 000	0,0	19,1
3	REGIDESO	354 183 735	412 800 000	116,5	779 541 971	389 770 985		0,0	840 000 000	0,0	7,8
4	CAISSE D'EPARGNE DU CONGO (CADECO)	12 355 247	28 800 000	233,1	33 991 656	16 995 828			39 000 000	0,0	14,7
5	COMMIERE SA	0	0		56 652 759	28 326 380			72 000 000	0,0	
6	SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCE (SONAS)	180 180 679	390 000 000	216,4	436 226 248	218 113 124		0,0	504 000 000	0,0	15,5
7	COMPAGNIE MARITIME DU CONGO (CMDC) (LMC)	77 220 291	15 000 000	19,4	192 619 382	96 309 691		0,0	216 000 000	0,0	12,1
8	GECAMINES	858 003 233	1 883 333 333	219,5	2 360 531 646	1 180 265 823		0,0	2 556 000 000	0,0	8,3
9	SONAHYDROC ex COHYDRO	214 157 607	41 600 000	19,4	409 240 864	204 620 432		0,0	438 000 000	0,0	7,0
10	SOCIETE NAT. DES CHEMINS DE FER CONGOLAISE (SNCC)	39 124 947	95 700 000	244,6	96 309 691	48 154 846		0,0	138 000 000	0,0	43,3
11	OFFICE CONGOLAIS DES POSTES ET TELECOM. (OCPT) SCPT	51 892 036	20 160 000	38,8	125 769 126	62 884 563		0,0	138 000 000	0,0	9,7
12	REGIE DES VOIES MARITIMES (RVM) CVM	288 289 086	672 000 000	233,1	666 236 452	333 118 226		0,0	708 000 000	0,0	6,3
13	SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE (SNEL)	741 314 793	1 958 000 000	264,1	1 699 582 785	849 791 392		0,0	1 836 000 000	0,0	8,0
14	SAKIMA	0,0	0		56 652 759	28 326 380			78 000 000	0,0	
15	HOTEL KARAVIA	64 350 242	135 304 517	210,3	236 053 165	118 026 582			300 000 000	0,0	27,1
16	SODIMICO	49 420 986	124 800 000	252,5	124 636 071	62 318 035		0,0	138 000 000	0,0	10,7
17	COBIL	497 994 536	0	0,0	1 227 476 456	613 738 228		0,0	1 000 000 000	0,0	-18,5
18	CONGO FLEUVE HOTEL					0			200 000 000		
47 722 120	Dividendes des sociétés d'économie mixte	10 979 513 346	10 509 231 080	95,7	24 398 961 216	12 199 480 608	7 967 061 146	65,3	31 833 703 362	0,1	30,5
1	FINA-CONGO	689 248 769	1 991 472 234	288,9	1 328 626 447	664 313 224		0,0	800 000 000	0,0	-39,8
3	SOCIR	802 957 262	866 058 326	107,9	2 630 743 909	1 315 371 954		0,0	2 598 174 979	0,0	-1,2
4	KWILU- NGONGO	1 208 888 048	1 610 335 993	133,2	1 705 865 234	852 932 617		0,0	1 806 653 638	0,0	5,9
5	SOCIETE NATIONALE DE LOTERIE (SONAL)	684 084 500			0	0				0,0	
6	SOCOPE	36 133 077	78 482 580	217,2	77 265 938	38 632 969		0,0	300 000 000	0,0	288,3
7	SACIM	2 628 753 381		0,0	5 975 494 481	2 987 747 241		0,0	3 768 284 783	0,0	-36,9

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
74	PORTEFEUILLE / Secrétariat Général (Suite)										
8	BANQUE COMMERCIALE DU CONGO (BCDC)	1 635 503 499	0	0,0	3 599 667 336	1 799 833 668		0,0	3 812 348 102	0,0	5,9
9	ENGEN	2 908 525 324	0	0,0	4 104 228 046	2 052 114 023		0,0	12 480 000 000	0,1	204,1
10	SEGUSE SA	0	0		2 043 025 292	1 021 512 646			3 268 241 860	0,0	60,0
11	FRONTIER SA	0	2 855 483 941		0	0				0,0	
12	TOTAL RDC	385 419 486	3 107 398 006	806,2	2 934 044 532	1 467 022 266			3 000 000 000	0,0	2,2
47 681 300	Excédent de gestion d'un établissement public								11 136 000 000	0,1	
	S/TOTAL DGRAD HORS PETROLIERS PRODUCTEURS	1 191 132 845 470	1 157 871 711 381	97,2	1 803 800 000 000	901 900 000 000	872 981 049 730	96,8	2 664 076 529 740	12,0	47,7

III.1.6

RECETTES DES PETROLIERS PRODUCTEURS

III.1.6.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES PETROLIERS PRODUCTEURS DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022

Code Art	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
	Pétroliers producteurs	243 477 858 176	205 801 018 219	84,53	264 846 418 864	132 423 209 432	187 958 686 504	141,94	394 955 119 801	100,00	49,13
I.	DGI	93 166 708 188	77 670 195 793	83,37	104 846 418 864	52 423 209 432	56 387 393 447	107,56	124 009 876 833	31,40	18,28
II.	DGRAD	150 311 149 988	128 130 822 426	85,24	160 000 000 000	80 000 000 000	131 571 293 057	164,46	270 945 242 968	68,60	69,34

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
	PETROLIERS PRODUCTEURS DGRAD	150 311 149 987	128 130 822 426	85,2	160 000 000 000	80 000 000 000	131 571 293 057	164,5	270 945 242 968	1,2	69,3
	HYDROCARBURES	106 044 516 316	92 562 173 866	87,3	112 880 000 000	56 440 000 000	98 171 094 278	173,9	210 945 242 968	0,9	86,9
27 415 000	Loyers	106 044 516 316	92 562 173 866	87,3	112 880 000 000	56 440 000 000	98 171 094 278	173,9	210 945 242 968	0,9	86,9
27 415 110	Marge distribuable	82 400 572 423	65 302 730 858	79,3	87 712 000 000	43 856 000 000	78 070 613 532	178,0	166 269 044 349	0,7	89,6
27 415 120	Royalties des sociétés pétrolières (PERENCOREP)	23 643 943 893	27 259 443 009	115,3	25 168 000 000	12 584 000 000	20 100 480 746	159,7	44 676 198 619	0,2	77,5
	PORTEFEUILLE	44 266 633 671	35 568 648 559	80,4	47 120 000 000	23 560 000 000	33 400 198 780	141,8	60 000 000 000	0,3	27,3
47 725 000	Dividendes des Pétroliers producteurs	44 266 633 671	35 568 648 559	80,4	47 120 000 000	23 560 000 000	33 400 198 780	141,8	60 000 000 000	0,3	27,3
47 722 210	Dividendes On shore	20 006 414 063	15 852 207 511	79,2	21 296 000 000	10 648 000 000	9 690 019 307	91,0	15 000 000 000	0,1	-29,6
47 722 220	Participations Off shore	24 260 219 608	19 716 441 048	81,3	25 824 000 000	12 912 000 000	23 710 179 472	183,6	45 000 000 000	0,2	74,3
	TOTAL RECETTES NON FISCALES	1 341 443 147 800	1 286 002 513 804	95,9	1 963 800 000 000	981 900 000 000	1 004 552 342 788	102,3	2 935 021 772 708	13,2	49,5

III.1.7

RECETTES EXCEPTIONNELLES

III.1.7.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES EXCEPTIONNELLES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
	Produits des emprunts intérieurs	350 000 000 000	551 297 190 000	157,5	150 000 000 000	75 000 000 000		0,0	0		-100,0
-	PPP - BOT - TROC	0	0		0				0		
TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES		350 000 000 000	551 297 190 000	157,5	150 000 000 000	75 000 000 000	0	0,0	0		-100,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.1.2	RECETTES EXCEPTIONNELLES	350 000 000 000	551 297 190 000	157,5	150 000 000 000	75 000 000 000	0	0,0	0	0,0	-100,0
81 610 000	Produits des emprunts intérieurs	350 000 000 000	551 297 190 000	157,5	150 000 000 000	75 000 000 000	0	0,0		0,0	-100,0
	TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES	350 000 000 000	551 297 190 000	157,5	150 000 000 000	75 000 000 000	0	0,0	0	0,0	-100,0

III.1.8

RECETTES EXTERIEURES

III.1.8.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES EXTERIEURES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022

N°	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR.
I.2	RECETTES EXTERIEURES	3 100 750 710 854	2 445 874 461 158	78,9	4 444 553 867 471	2 222 276 933 736	914 841 065 463	41,2	5 652 442 836 771	100,0	27,2
I.2.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUIS BUDGETAIRES	1 064 248 634 498	129 577 728 000	12,2	1 921 415 250 000	960 707 625 000	225 855 000 000	23,5	2 878 115 000 000	50,9	49,8
16 131	Emprunt programme	673 049 580 000	19 151 588 198	2,8	1 003 350 000 000	501 675 000 000	26 000 000 000		688 983 120 000	12,2	
73	Dons budgétaires	391 199 054 498	110 426 139 802	28,2	918 065 250 000	459 032 625 000	199 855 000 000	43,5	2 189 131 880 000	38,7	138,5
	Banque Mondiale	391 199 054 498	0	0,0	717 395 250 000	358 697 625 000		55,7	624 755 880 000	11,1	-12,9
	Espagne										0,0
	Banque Africaine de Développement	0	110 426 139 802		200 670 000 000	100 335 000 000	0		0	0,0	
	Union Européenne	0	0		0	0	0		0	0,0	
	IDA-BAD	0	0		0	0	0		0	0,0	
	Belgique	0	0		0	0	0		0	0,0	
	Allegement FMI (BCC)	0	0		0	0	0		0	0,0	
	Allocation DTS								1 564 376 000 000		
734	Ressources PPTE	0	0		0	0	0		0	0,0	
	Ressource PPTE	0	0		0	0	0		0	0,0	
	Ressources Allègement IADM	0	0		0	0	0		0	0,0	
I.2.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	2 036 502 076 356	2 316 296 733 158	113,7	2 523 138 617 471	1 261 569 308 736	688 986 065 463	54,6	2 774 327 836 771	49,1	10,0
11	Dons projets	1 734 248 544 070	2 072 485 053 258	119,5	1 576 127 387 464	788 063 693 732	419 894 539 481	53,3	1 759 009 557 332	31,1	11,6
1 612	Emprunts projets	302 253 532 286	243 811 679 900	80,7	947 011 230 008	473 505 615 004	269 091 525 982	56,8	1 015 318 279 439	18,0	7,2
TOTAL RECETTES EXTERIEURES		3 100 750 710 854	2 445 874 461 158	78,9	4 444 553 867 471	2 222 276 933 736	914 841 065 463	41,2	5 652 442 836 771	100,0	27,2

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.2.	RECETTES EXTERIEURES										
I.2.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUI BUDGETAIRE	1 064 248 634 498	129 577 728 000	12,2	1 921 415 250 000	960 707 625 000	225 855 000 000	23,5	2 878 115 000 000	12,9	49,8
	81 622 100 000 Emprunt programme	673 049 580 000	19 151 588 198	2,8	1 003 350 000 000	501 675 000 000	26 000 000 000	5,2	688 983 120 000	3,1	-31,3
	81 622 100 001 FMI	673 049 580 000	19 151 588 198	2,8	1 003 350 000 000	501 675 000 000	4 000 000 000	0,8			-100,0
	Banque Africaine de Développement						22 000 000 000				
	81 622 100 905 Banque Mondiale					0	0	0	688 983 120 000	3,1	
	57 512 200 000 Dons budgétaires	391 199 054 498	110 426 139 802	28,2	918 065 250 000	459 032 625 000	199 855 000 000	43,5	2 189 131 880 000	9,8	138,5
	57 512 200 905 Banque Mondiale	391 199 054 498	0	0,0	717 395 250 000	358 697 625 000	0	0,0	624 755 880 000	2,8	-12,9
	57 512 200 913 Banque Africaine de Développement		110 426 139 802		200 670 000 000	100 335 000 000	0	0,0		0,0	-100,0
	ALLOCATION DTS					0			1 564 376 000 000	7,0	
I.2.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	2 036 502 076 356	2 316 296 733 158	113,7	2 523 138 617 471	1 261 569 308 736	688 986 065 463	54,6	2 774 327 836 771	12,5	10,0
	57 522 100 000 Dons projets	1 734 248 544 070	2 072 485 053 258	119,5	1 576 127 387 464	788 063 693 732	419 894 539 481	53,3	1 759 009 557 332	7,9	11,6
	57 522 100 905 Banque Mondiale	571 129 885 622	607 118 942 795	106,3	876 748 951 374	438 374 475 687	302 053 701 306	68,9	840 484 905 137	3,8	-4,1
	57 522 100 913 Banque Africaine de Développement	496 241 850 802	167 269 778 421	33,7	429 411 428 002	214 705 714 001	117 840 838 175	54,9	611 497 402 785	2,7	42,4
	57 522 100 918 Union Européenne	45 405 253 442	373 432 278 525	822,44	269 967 008 088	134 983 504 044	0	0,0	307 027 249 410	1,4	13,7
	58 452 100 959 Organisation des Nations Unies (PNUD)	420 000 000	0	0,0	0	0	0	0		0	0,0
	57 522 100 250 France	9 144 995 070	0	0,0	0	0	0	0		0	0,0
	57 522 100 002 CORDAID	2 853 374 520	0	0,0	0	0	0	0		0	0,0
	57 522 100 840 Etats-Unis (USAID)	22 148 568 800	0	0,0	0	0	0	0		0	0,0
	57 522 100 410 Corée du sud		0		0	0	0	0		0	0,0
	58 452 100 000 Secteur d'assurances	185 260 000	0	0,0	0	0	0	0		0	0,0
	58 452 100 250 Kibali Gold	2 778 900 000	0		0	0	0	0		0	0,0
	58 452 100 988 UBA	277 890 000	0	0,0	0	0	0	0		0	0,0
	57 522 100 124 Canada	15 607 718 996	141 962 345 300	909,6	0	0	0	0		0	0,0
	58 452 100 156 Bureau International du Travail (BIT)	3 739 000 000	0	0,0	0	0	0	0		0	0,0
	57 522 100 756 Suisse (Alliance RSS)	9 084 233 488	42 047 972 736	462,9	0	0	0	0		0	0,0
	57 522 100 752 SUEDE	1 852 600 000	34 316 158 560	1 852,3	0	0	0	0		0	
	58 452 100 724 Fonds Monétaire International (FMI)	900 000 000	0	0,0	0	0	0	0		0	0,0
	57 522 100 276 Allemagne	26 585 373 190	71 542 845 694	269,1	0	0	0	0		0	0,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.2.	RECETTES EXTERIEURES (Suite)					0					
	CREDES/MEDECINS DU MONDE	3 850 000 000	0	0,0	0	0	0		0		
58 452 100 000	Dons projets (Suite)										
57 522 100 056	Belgique	58 438 342 988	0		0	0	0		0	0,0	
57 522 100 963	UNICEF	15 242 272 058	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
57522100 974	UNFPA	6 218 622 420	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
57 522 100 826	Grande Bretagne (Royaume uni)		173 506 386 382		0	0	0		0	0,0	
57 522 100 752	GAVI	10 755 037 725	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
57 522 100 002	PATH	1 008 664 743	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
57 522 100 826	DFID (ACF)	17 320 691 030	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
57 522 100 392	Japon	8 593 333 268	23 905 462 579	278,2	0	0	0		0	0,0	
58 452 100 528	Pays - Bas	33 589 000 000	110 812 108 167	329,9	0	0	0		0		
57 522 100 905	Fonds Mondial	127 492 105 910	326 570 774 100	256,1	0	0	0		0	0,0	
58 452 100 634	Fonds QATAR	450 000	0	0,0	0	0	0		0		
57 522 100 156	CHINA/AFRO	138 945 000	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
57 522 100 002	BMGF/AFRO	277 841 832	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
57 522 100 002	ECHO	15 768 073 285	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
57 522 100 056	King Baudouin Fondation United(KBFUS)	587 274 200	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
57 522 100 002	Global Partnership for Education	138 759 740	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
57 522 100 002	DRC HUMANITARY FOUND	18 526 000 000	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
57 522 100 002	CDC/ATLANTA	5 732 435 339	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
57 522 100 002	Solidarity Response Fund	3 820 070 463	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
57 522 100 470	République de MALTE	20 448 999	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
57 522 100 905	Banque Mondiale (IDA)	87 442 270 000	0	0,0	0	0	0		0		
57 522 100 905	Banque Mondiale (PEF)	24 420 137 677	0	0,0	0	0	0		0		
57 522 100 001	MULTIBAILLEURS (IDA, PRSDHU/CEFF, USAID, DFID, FMI, CANADA, OMS, Monusco, CHINA, KBFUS, ECHO, GAVI, France, Belgique, UNICEF, SUISSE, Tata Motors et SOMINKA et ETS NIONDO)	78 208 585 963	0	0,0	0	0	0		0		
58 452 100 001	Multi-bailleurs (PAM,BELGIQUE)	7 480 640 000	0	0,0	0	0	0		0	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.2.	RECETTES EXTERIEURES (Suite)					0					
58 452 100 000	Dons projets (Suite)					0					
58 452 100 001	Multi-bailleurs (FMI et PNUD)	595 000 000	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
58 452 100 001	Multi-bailleurs (JICA, GIZ, PUD)	228 637 500	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
81 621 100 000	Emprunts projets	302 253 532 286	243 811 679 900	80,7	947 011 230 008	473 505 615 004	269 091 525 982	56,8	1 015 318 279 439	4,6	7,2
81 621 100 905	Banque Mondiale	77 162 632 286	235 935 111 297	305,8	678 632 867 718	339 316 433 859	264 379 811 401	77,9	860 618 537 111	3,9	26,8
81 621 100 913	Banque Africaine de Développement	39 830 900 000	7 876 568 603	19,8	268 378 362 290	134 189 181 145	4 711 714 581	3,5	154 699 742 328	0,7	-42,4
81 621 100 156	Chine	185 260 000 000	0		0	0	0		0	0,0	
	TOTAL RECETTES EXTERIEURES	3 100 750 710 854	2 445 874 461 158	78,9	4 444 553 867 471	2 222 276 933 736	914 841 065 463	41,2	5 652 442 836 771	25,4	27,2

III.2

RECETTES DES BUDGETS ANNEXES

III.2.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022

N°	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
1	Recettes des Universités et Instituts Supérieurs	47 954 217 178	155 704 313 419	324,7	82 365 057 172	41 182 528 586	45 182 528 586	109,7	106 163 841 060	25,9	28,9
2	Recettes des Hopitaux Généraux de Référence	157 202 600 059	92 646 850 819	58,9	315 274 269 315	157 637 134 658	153 637 134 658	97,5	303 802 304 548	74,1	-3,6
TOTAL RECETTES DES BUDGETS ANNEXES		205 156 817 237	248 351 164 239	121,1	397 639 326 487	198 819 663 244	198 819 663 244	100,0	409 966 145 608	100,0	3,1

III.3

RECETTES DES COMPTES SPECIAUX

III.3.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022

N°	SERVICES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
1	FONER	123 795 753 839	204 507 792 824	165,2	242 432 165 652	121 216 082 826	118 259 593 001	97,6	256 008 366 928	17,8	5,6
2	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION	2 743 519 572	4 010 766 548	146,2	4 717 480 484	2 358 740 242	2 358 740 242	100,0	9 162 191 576	0,6	94,2
3	FONDS DE PROMOTION CULTURELLE	8 306 725 909	7 271 655 545	87,5	6 198 194 311	3 099 097 156	3 760 175 800	121,3	15 854 080 679	1,1	155,8
4	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE / FPI	331 825 580 152	335 407 052 612	101,1	462 693 188 245	231 346 594 123	201 043 594 587	86,9	744 702 233 250	51,9	60,9
5	FONDS DE CONTRE - PARTIE	5 007 401 685	7 685 541 525	153,5	0	0	0	0	0	0,0	
6	OFFICE DE PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE DU CONGO / OPEC	582 714 000	521 906 239	89,6	0	0	0	0	0	0,0	
7	REGIE DES VOIES AERIENNES / RVA	21 921 364 367	30 346 493 043	138,4	33 728 779 533	16 864 389 767	16 691 459 815	99,0	39 967 694 129	2,8	18,5
8	CADASTRE MINIER/CAMI	17 514 505 016	26 170 957 909	149,4	25 078 551 978	12 539 275 989	23 884 335 205	190,5	30 247 038 463	2,1	20,6
9	FONDS DE PROMOTION DU TOURISME	868 591 506	7 010 183 549	807,1	12 221 057 995	6 110 528 997	4 888 423 198	80,0	19 291 499 774	1,3	57,9
10	FONDS FORESTIER NATIONAL /FFN	8 383 748 851	7 494 661 164	89,4	10 958 828 637	5 479 414 319	3 296 965 682	60,2	13 387 225 963	0,9	22,2
11	FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES / FOMIN	54 441 729 771	1 275 701 807	2,3	94 529 059 037	47 264 529 519	47 264 529 519	100,0	306 092 231 067	21,3	223,8
	FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE CONTRE COVID-19 (FNSCC)	10 000 000 000	5 771 067 080	57,7	0	0	0	0	0		
TOTAL RECETTES DES COMPTES SPECIAUX		585 391 634 667	637 473 779 846	108,9	892 557 305 872	446 278 652 936	421 447 817 050	94,4	1 434 712 561 829	100,0	60,7

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
III.	RECETTES DES COMPTES SPECIAUX	585 391 634 468	637 473 779 846	108,9	892 557 305 872	446 278 652 936	421 447 817 050	94,4	1 434 712 561 829	6,4	60,7
1	FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER (FONER)	123 795 753 839	204 507 792 824	165,2	242 432 165 652	121 216 082 826	118 259 593 001	97,6	256 008 366 928	1,2	5,6
	Report de trésorerie	18 034 958 146	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
	Rédevances pétrolières	100 990 744 343	198 872 203 772	196,9	230 385 001 231	115 192 500 616	112 382 927 430	97,6	243 286 561 300	1,1	5,6
	Péages et autres	4 770 051 350	5 635 589 052	118,1	12 047 164 421	6 023 582 211	5 876 665 571	97,6	12 721 805 628	0,1	5,6
2	FONDS DE PROMOTION A L'EDUCATION NATIONALE (FPEN)	2 743 519 572	4 010 766 548	146,2	4 717 480 484	2 358 740 242	2 358 740 242	100,0	9 162 191 576	0,0	94,2
	Report de trésorerie	649 252 283	163 902 914	25,2	0	0	643 734 043		0	0,0	
	Quotité minerval (EPSP)	332 976 429	521 795 473	156,7	2 211 096 388	1 105 548 194	1 105 548 194	100,0	1 353 813 936	0,0	-38,8
	Quotité minerval (ESU)	1 761 290 860	3 325 068 161	188,8	772 642 170	386 321 085	386 321 085	100,0	4 445 284 459	0,0	475,3
	Autres productions				446 273 840	223 136 920	223 136 920	100,0	776 098 426	0,0	73,9
	Subvention de l'Etat				1 287 468 086	643 734 043	0	0,0	2 586 994 754	0,0	100,9
3	FONDS DE PROMOTION CULTURELLE (FPC)	8 306 725 909	7 271 655 545	87,5	6 198 194 311	3 099 097 156	3 760 175 800	121,3	15 854 080 679	0,1	155,8
	Report de trésorerie	846 284 956	0	0,0	0	520 946 704			0	0,0	
	Recettes brutes des librairies installées en RDC	37 302 205	19 120 530	51,3	16 297 906	8 148 953	1 898 102	23,3	41 687 676	0,0	155,8
	Recettes des spectacles présentés en RDC	37 302 205	9 255 134	24,8	7 888 867	3 944 434	0	0,0	20 178 575	0,0	155,8
	Valeur de chaque œuvre lors de son exposition	44 762 646	9 264 280	20,7	7 896 662	3 948 331	0	0,0	20 198 515	0,0	155,8
	Recettes provenant des expositions (vente d'œuvre d'art en différentes matières...)	14 920 882	7 742 657	51,9	6 599 665	3 299 833	230 618 882		16 880 985	0,0	155,8
	Recettes provenant des expositions des cours de beauté et autres manifestations	257 385 213	28 568 203	11,1	24 350 888	12 175 444	2 628 142	21,6	62 286 035	0,0	155,8
	Préstation publicitaire	6 341 374 810	6 681 092 850	105,4	5 694 812 061	2 847 406 031	1 214 752 899	42,7	14 566 502 005	0,1	155,8
	Recettes brutes (maison de couture, de production, coiffure, briquetterie,...)	727 392 993	516 611 891	71,0	318 748 364	159 374 182	169 716 523	106,5	815 312 012	0,0	155,8
	Revenus des artistes musiciens et écrivains distribués	0	0		7 892 764	3 946 382	0	0,0	20 188 544	0,0	155,8
	Recettes des architectes installés en RDC	0	0		113 707 134	56 853 567	1 619 614 548		290 846 332	0,0	155,8
	Emprunt	0	0		0	0	0		0		
	Autres ressources (subventions ponctuelles)	0	0		0	0	0		0		

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
III.	RECETTES DES COMPTES SPECIAUX (Suite)										
4	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE (FPI)	331 825 580 152	335 407 052 612	101,1	462 693 188 245	231 346 594 123	201 043 594 587	86,9	744 702 233 250	3,3	60,9
	Frais d'expertise immo	487 007 873	67 782 000	13,9	679 077 320	339 538 660	40 628 654	12,0	1 092 971 346	0,0	60,9
	Réprise sur provision	323 072 454	0	0,0	450 487 945	225 243 973	0	0,0	725 057 959	0,0	60,9
	Pénalités TPI/ Locale	324 219 882	2 730 732	0,8	452 087 903	226 043 952	1 636 806	0,7	727 633 084	0,0	60,9
	Pénalités TPI/ Import	952 611	0	0,0	1 328 307	664 154	0	0,0	2 137 904	0,0	60,9
	Interets retard/prets	94 890 830	179 299 396	189,0	132 314 515	66 157 258	107 472 383	162,4	212 959 510	0,0	60,9
	interets prets perso/2015	52 088 626	41 488 129	79,6	72 631 686	36 315 843	24 868 060	68,5	116 900 318	0,0	60,9
	Interets contrat/prets	7 059 839 857	6 609 452 770	93,6	9 844 147 068	4 922 073 534	3 961 717 957	80,5	15 844 102 512	0,1	60,9
	Garanties/cautions	26 637 168	44 059 750	165,4	37 142 514	18 571 257	26 409 494	142,2	59 780 679	0,0	60,9
	Frais d'ouverture dossier	137 157 662	228 386 241	166,5	191 250 824	95 625 412	136 895 126	143,2	307 817 188	0,0	60,9
	Frais de port et lettres	5 499 836	1 925 400	35,0	7 668 899	3 834 450	1 154 088	30,1	12 343 052	0,0	60,9
	Divers/Autres produits...	146 222 854	8 317 290 953	5 688,1	203 891 209	101 945 605	4 985 399 256	4 890,3	328 161 819	0,0	60,9
	Commission d'érudes	4 230 088 262	1 336 913 029	31,6	5 898 378 973	2 949 189 487	801 348 090	27,2	9 493 409 683	0,0	60,9
	Commission de supervision	3 541 570 755	1 336 913 029	37,7	4 938 319 291	2 469 159 646	801 348 090	32,5	7 948 198 716	0,0	60,9
	Commission /prorogat	354 141 418	57 789 860	16,3	493 810 097	246 905 049	34 639 347	14,0	794 784 733	0,0	60,9
	Arriérés TPI à l import	1 140 048	0	0,0	1 589 668	794 834	0	0,0	2 558 562	0,0	60,9
	Report de trésorerie	14 679 397 194	68 075 949 685	463,8	20 468 756 768	10 234 378 384	40 804 847 492	398,7	32 944 355 491	0,1	60,9
	Frais hypothécaires	690 171 833	406 257 397	58,9	962 366 450	481 183 225	243 511 419	50,6	1 548 923 699	0,0	60,9
	Remboursement prêts	25 589 710 061	8 156 040 613	31,9	35 681 952 334	17 840 976 167	4 888 745 510	27,4	57 429 913 093	0,3	60,9
	Retour-caisse	549 346 504	0	0,0	766 001 480	383 000 740	0	0,0	1 232 875 321	0,0	60,9
	Rétribution ANAPI	93 566 860	0	0,0	130 468 386	65 234 193	0	0,0	209 988 181	0,0	60,9
	Rétribution CEPI	95 233 691	181 081 017	190,1	132 792 596	66 396 298	108 540 289	163,5	213 728 979	0,0	60,9
	Rétrocession sur TPI	44 966 905 286	39 260 360 165	87,3	62 701 256 373	31 350 628 187	23 532 730 963	75,1	100 917 339 687	0,5	60,9
	Revenu locatif	142 216 753	630 694 367	443,5	198 305 154	99 152 577	378 039 345	381,3	319 171 093	0,0	60,9
	Taxe à l import	173 771 788 666	169 233 176 806	97,4	242 305 077 530	121 152 538 765	101 438 672 573	83,7	389 988 737 566	1,8	60,9
	Taxe locale	49 334 610 368	27 068 624 019	54,9	68 791 526 414	34 395 763 207	16 224 982 244	47,2	110 719 597 026	0,5	60,9
	TPI locale arriérés	55 843	0	0,0	77 867	38 934	0	0,0	125 327	0,0	61,0
	TPI/L Eludée	185 364 134	0	0,0	258 469 290	129 234 645	0	0,0	416 004 952	0,0	60,9
	Retenues/prêt perso	4 942 682 823	4 170 837 254	84,4	6 892 011 377	3 446 005 689	2 500 007 401	72,5	11 092 655 770	0,0	60,9
5	FONDS DE CONTRE - PARTIE (FCP)	5 007 401 685	7 685 541 525	153,5	0	0	0		0	0,0	
	Report	0	7 685 541 525		0	0	0		0	0,0	
	Subsides du gouvernement	5 776 983	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
	Don Japon	5 001 624 702	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
6	OFFICE DE PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE DU CONGO (OPEC)	582 714 000	521 906 239	89,6	0	0	0		0	0,0	
	Report	0	471 547		0	0	0		0	0,0	
	OPME	582 714 000	521 434 691	89,5	0	0	0		0		

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
III.	RECETTES DES COMPTES SPECIAUX (Suite)										
7	REGIE DES VOIES AERIENNES (RVA)	21 921 364 367	30 346 493 043	138,4	33 728 779 533	16 864 389 767	16 691 459 815	99,0	39 967 694 129	0,2	18,5
	Idef Go-pass	21 921 364 367	30 346 493 043	138,4	33 728 779 533	16 864 389 767	16 691 459 815	99,0	39 967 694 129	0,2	18,5
8	CADASTRE MINIER /CAMI	17 514 505 016	26 170 957 909	149,4	25 078 551 978	12 539 275 989	23 884 335 205	190,5	30 247 038 463	0,1	20,6
	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par Carré sur Certificat (permis) d'exploitation	15 283 712 846	22 924 321 848	150,0	21 479 197 234	10 739 598 617	20 456 378 313	190,5	25 219 625 207	0,1	17,4
	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par Carré sur Certificat (permis) de recherche des rejets	244 310 615	224 522 280	91,9	273 856 590	136 928 295	260 815 809	190,5	286 711 400	0,0	4,7
	Quotité 50% sur les droits superficiaires annuels par Carré sur Certificat (permis) d'exploitation de petites Mines	724 571 963	1 090 898 588	150,6	1 043 759 568	521 879 784	994 056 735	190,5	1 387 830 105	0,0	33,0
	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par Carré sur Certificat (permis) de recherche	1 261 909 592	1 931 215 193	153,0	2 281 738 586	1 140 869 293	2 173 084 348	190,5	3 352 871 751	0,0	46,9
9	FONDS DE PROMOTION DU TOURISME (FPT)	868 591 506	7 010 183 549	807,1	12 221 057 995	6 110 528 997	4 888 423 198	80,0	19 291 499 774	0,1	57,9
	Rédevance sur le prix de nuitées	97 716 545	788 645 654	807,1	1 220 883 657	610 441 829	488 353 463	80,0	1 927 220 770	0,0	57,9
	Rédevance sur le prix des repas et Boissons	68 097 574	549 598 390	807,1	846 919 294	423 459 647	338 767 718	80,0	1 336 900 895	0,0	57,9
	Rédevance sur les billets d'avion de réseau domestique	101 885 784	822 294 533	807,1	2 100 799 891	1 050 399 945	840 319 956	80,0	3 316 208 845	0,0	57,9
	Rédevance sur les billets d'avion de réseau international	597 069 802	4 818 800 175	807,1	7 995 016 126	3 997 508 063	3 198 006 450	80,0	12 620 499 130	0,1	57,9
	Agences et voyages	86 858	701 010	807,1	1 222 134	611 067	488 853	80,0	1 929 194	0,0	57,9
	Pénalités	3 734 943	30 143 787	807,1	56 216 893	28 108 447	22 486 757	80,0	88 740 940	0,0	57,9
10	FONDS FORESTIER NATIONAL (FFN)	8 383 748 851	7 494 661 164	89,4	10 958 828 637	5 479 414 319	3 296 965 682	60,2	13 387 225 963	0,1	22,2
	Taxe de Reboisement	4 240 770 054	4 262 406 770	100,5	5 543 328 305	2 771 664 153	1 875 069 271	67,7	6 771 689 847	0,0	22,2
	Taxe de Déboisement Quotité FFN 50%	4 142 978 787	3 232 254 393	78,0	5 415 500 332	2 707 750 166	1 421 896 411	52,5	6 615 536 116	0,0	22,2
11	FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES (FOMIN)	54 441 729 771	1 275 701 807	2,3	94 529 059 037	47 264 529 519	47 264 529 519	100,0	306 092 231 067	1,4	223,8
	Quotité de 10% de la redevance minière	54 441 729 771	1 275 701 807	2,3	94 529 059 037	47 264 529 519	47 264 529 519	100,0	306 092 231 067	1,4	223,8
12	FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE CONTRE COVID-19 (FNSCC)	10 000 000 000	5 771 067 080	57,7	0	0	0				
	TOTAL RECETTES DES COMPTES SPECIAUX	585 391 634 667	637 473 779 846	108,9	892 557 305 872	446 278 652 936	421 447 817 050	94,4	1 434 712 561 829	6,4	60,7
	TOTAL GENERAL RECETTES	10 579 081 070 042	10 850 686 006 262	102,6	16 621 578 308 843	8 310 789 154 421	6 919 346 823 070	83,3	22 253 009 394 270	100,0	33,9

IV.

**ANNEXE
RECETTES DU SECTEUR MINIER DE
LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE
2022**

(DGI, DGDA, DGRAD)

IV.1. LES RECETTES DU SECTEUR MINIER DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2022

CODE	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	Tx Réal.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx Réal.	VOTE	Str	TXACRR
I.	DGI	1 100 845 544 843	1 346 730 313 862	122,3	2 554 752 235 944	1 277 376 117 972	1 416 446 976 807	110,9	3 460 907 244 832	23,5	35,5
17 112 110	Impôts sur les bénéfices et profits	465 022 774 285	423 236 812 320	91,0	1 583 686 087 684	791 843 043 842	894 082 413 492	112,9	2 035 904 624 532	13,8	28,6
17 112 112	Impôt spécial sur les profits Excédentaires								100 000 000 000		
	Impôt spécial sur les plus-values		262 651 976 612								
17 112 400	Impôt professionnel des non résidents	15 452 755 428	13 389 534 577	86,6	75 144 538 268	37 572 269 134	56 898 615 278	151,4	84 748 611 415	0,6	12,8
17 113 000	Impôts mobilier	31 250 901 964	41 438 559 673	132,6	54 269 780 139	27 134 890 070	46 454 556 595	171,2	179 873 461 888	1,2	231,4
17 111 100	Impôts sur les salariaux de nationaux	208 089 647 658	213 121 045 834	102,4	242 732 132 309	121 366 066 154	123 892 024 797	102,1	273 755 240 675	1,9	12,8
17 111 200	impôts sur les revenus des expatriés	93 529 867 952	84 816 523 134	90,7	123 129 091 741	61 564 545 870	66 508 280 491	108,0	175 312 581 845	1,2	42,4
17 111 400	Impôts exceptionnel sur les rémunérations des expatriés	78 779 062 326	65 973 560 010	83,7	101 678 179 468	50 839 089 734	55 915 060 599	110,0	163 658 591 692	1,1	61,0
17 131 110	Taxe sur la valeur ajoutée	198 398 967 440	226 556 412 827	114,2	318 553 041 082	159 276 520 541	172 696 025 556	108,4	389 266 668 157	2,6	22,2
27 012 270	Imprimés		0	2 117 100		1 444 243	722 122				
37 114 000	Amendes et pénaltés sur les revenus locatifs, professionnels et mobiliers	10 321 567 791	15 543 771 776	150,6	55 557 941 010	27 778 970 505		0,0	58 387 464 628	0,4	5,1
II.	DGDA	420 319 246 428	357 117 248 100	85,0	664 948 902 247	332 474 451 123	243 003 345 406	73,1	734 453 778 150	5,0	10,5
17 151 110	Droits de douane à l'importation	323 338 745 787	316 514 938 250	97,9	472 739 165 040	236 369 582 520	188 990 156 844	80,0	520 167 542 038	3,5	10,0
17 131 110	Taxe sur la valeur ajoutée				77 863 515 335	38 931 757 668	28 254 934 055	72,6	81 426 945 254	0,6	4,6
17 152 120	Droits de sortie sur le diamant artisanal	542 644 498	1 710 549 141	315,22	3 031 510 619	1 515 755 310	1 315 664 553	86,8	3 672 365 569	0,02	21,1
17 152 140	Droits de sortie sur l'or artisanal	22 136 629	66 740 704	301,49	57 304 251	28 652 126	24 869 836	86,8	69 421 704	0,00	21,1
17 152 150	Droits de sortie sur les autres produits minéraux	41 741 433	225 442 695	540,09	1 283 944 342	641 972 171	557 227 162	86,8	1 555 367 211	0,01	21,1
17 132 100	Droits d'accises en régime intérieur	57 297 974 363	633 824	0,00	1 634 449	817 224		0,0	1 868 122	0,00	14,3
17 132 200	Droits d'accises à l'importation	39 076 003 718	38 448 891 479	98,40	58 692 598 283	29 346 299 141	21 022 154 963	71,6	62 672 774 458	0,42	6,8
37 156 100	Amendes à l'importation		150 052 007		50 485 308 870	25 242 654 435	2 027 431 027	8,0	63 882 885 343	0,43	26,5
37 156 200	Amendes à l'exportation				6 975 024	3 487 512	0	0,0	8 826 027	0,00	26,5
37 137 200	Amendes aux Accises				786 946 034	393 473 017	810 906 966		995 782 424	0,0	26,5

CODE	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISTIONS FIN DECEMBRE	Tx Réal.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx Réal.	VOTE	Str	TXACRR
III.	DGRAD	609 867 662 225	566 959 418 687	93,0	912 565 332 056	456 282 666 028	452 236 789 557	99,1	1 200 265 544 972	8,1	31,5
27 415 410	Redevance minière	577 188 474 400	525 527 489 726	91,0	840 822 676 238	420 411 338 119	413 825 197 096	98,4	1 070 062 548 875	7,3	27,3
27 415 421	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par Carré sur Certificat (permis) de recherche	1 717 735 360	1 332 236 490	77,6	2 711 362 250	1 355 681 125	1 019 509 964	75,2	3 352 871 751	0,0	23,7
27 415 422	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par Carré sur Certificat (permis) d'exploitation	8 271 436 557	9 512 469 280	115,0	27 343 501 094	13 671 750 547	6 535 471 920	47,8	25 219 625 207	0,2	-7,8
27 415 423	Quotité 50% sur les droits superficiaires annuels par Carré sur Certificat (permis) d'exploitation de petites Mines	528 994 203	473 156 898	89,4	2 713 626 671	1 356 813 336	2 711 366 463	199,8	1 387 830 022	0,0	-48,9
27 415 424	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par Carré sur Certificat (permis) de recherche des rejets	110 102 698	128 686 552	116,9	254 154 790	127 077 395	114 356 133	90,0	286 711 400	0,0	12,8
27 415 441	Taxe pour approbation et Enregistrement d'hypothèques, de cessions, d'amodiation, contrat d'option et transmission	37 829 626	1 328 606 286	3 512,1	236 473 180	118 236 590	40 279 219	34,1	1 328 606 286	0,0	461,8
27 415 442	Droits d'enregistrement d'une drague extractrice de plus 4 pouces	374 974 358	816 593 852	217,8	88 533 717	44 266 859	68 684 500	155,2	133 369 000	0,0	50,6
27 415 430	Redevance pour acheteur supplémentaire	484 156 410	829 308 983	171,3	3 956 011 512	1 978 005 756	3 883 733 102	196,3	3 883 733 102	0,0	-1,8
17 136 327	Taxe d'agrément des acheteurs de comptoirs d'achat et de vente des substances minérales de production artisanale	61 064 772	75 282 098	123,3	399 736 019	199 868 010	367 378 405	183,8	170 994 600	0,0	-57,2
27 418 110	Taxe d'agrément de laboratoire d'analyses des produits miniers marchands	392 559 251	45 208 125	11,5	0	0	0	0	31 279 500	0,0	
17 153 210	Taxe sur l'autorisation d'exportation des produits miniers autres que l'or et le diamant	16 575 386	117 874 557	711,1	1 937 247 179	968 623 590	1 833 499 480	189,3	195 601 140	0,0	-89,9
27 426 160	Redevance annuelle pour les entités de traitement et/ou de transformation de toutes catégories et tailleries	879 805 748	5 639 293 668	641,0	998 680 097	499 340 049	205 010 945	41,1	2 085 300 000	0,0	108,8
27 011 300	Quotité de la taxe ad valorem à payer à chaque exportation d'Or , de Diamant ou des pierres de couleur de production artisanale pour le Trésor Public					0			208 384 029		

CODE	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020			LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021				LOI DE FINANCES 2022		
		VOTE	REALISTIONS FIN DECEMBRE	Tx Réal.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx Réal.	VOTE	Str	TXACRR
27 426 185	Redevance annuelle anticipative pour le laboratoire d'analyses des produits miniers marchands	785 118 503	21 005 300	2,7	1 140 556 741	570 278 371	0	0,0	1 251 180 000	0,0	9,7
27 021 300	Taxe rémunératoire de la valeur expertisée des substances précieuses	424 508 301	201 051 426	47,4	540 955 489	270 477 744	540 955 489	200,0	0	0,0	-100,0
17 136 131	Taxe sur l'autorisation de traitement ou de transformation des substances autres que les produits d'exploitation artisanale		343 097 842		0	0	2 078 980 818		0	0,0	
17 163 225	Taxe sur l'autorisation d'achat des substances minérales autres que l'or et le diamant	0	0		0	0	8 842 537		950 897	0,0	
17 136 312	Taxe d'agrément d'un bureau d'études environnementales, minières, de recherche minière	26 170 617	75 964 418	290,266	100 601 151	50 300 576	91 228 700	181,4	62 559 000	0,000	-37,8
17 136 323	Taxe d'agrément des mandataires en Mines et des carrières	66 738 706	376 977 945	564,9	1 328 401 727	664 200 863	1 316 768 183	198,2	93 838 500	0,0	-92,9
17 136 214	Redevance pour agrément de comptoirs d'achat et de vente des substances minérales	423 963 992	1 945 491 477	458,9	2 531 164 002	1 265 582 001	1 678 576 706	132,6	1 964 352 600	0,0	-22,4
17 153 220	Taxe sur l'autorisation d'exportation des matières minérales à l'état brut	50 581 912	2 283 949 939	4 515,3	224 433 404	112 216 702	111 276 388	99,2	249 610 410	0,0	11,2
27 428 271	Frais de dépôt pour agrément d'entités de traitement et/ou de transformation de toutes catégories et tailleries	12 212 954	210 614 013		64 240 460	32 120 230	49 883 466	155,3	0	0,0	-100,0
27 483 100	Caution des comptoirs d'or, de diamant, des pierres de couleur et de autres substances autorisées	43 563 518	283 558 908	650,9	201 779 034	100 889 517	194 858 459	193,1	194 858 459	0,0	-3,4
27 483 400	Caution pour bureau d'études Géologique				60 266 859	30 133 429	52 985 883	175,8	60 266 859	0,0	0,0
37 156 300	Imposition sur l'exportation des échantillons destinés aux analyses et essais industriels	0	28 844 780		1 899 208	949 604	1 783 250	187,8	1 899 208	0,0	0,0
37 440 000	Pénalités et amendes transactionnelles	22 385 521	775 259 383	3 463,2	3 648 578 282	1 824 289 141	516 913 279	28,3	61 108 019 066	0,4	1 574,8
27 428 274	Frais de dépôt pour autorisation d'exportation des produits marchands	109 023 696	88 438 252	81,1	288 190 542	144 095 271	74 384 552	51,6	50 047 200	0,0	-82,6
27 428 271	Frais de dépôt d'un bureau d'étude environnementale	0	0		0	0	0		4 170 600	0,0	
27 428 272	Frais de dépôt bureau d'études géologiques								1 042 650	0,0	
27 415 482	Quotité de 50% de pas des Portes dont bénéficient les Entreprises du portefeuille de l'Etat	2 355 355 508	0		2 704 103 609	1 352 051 804	0	0,0	0	0,0	-100,0
27 415 483	Quotité de 50% des royalties ou prime de cession dont bénéficient les entreprises du Portefeuille de l'Etat	11 528 205 326	14 498 958 482	125,8	18 268 158 800	9 134 079 400	13 386 436 225	146,6	26 772 872 450	0,2	46,6
17 136 251	Taxe d'agrément de coopérative minière	3 956 124 900	0		0	0	420 000 000		103 022 161	0,0	
	Total Recettes Minières	2 131 032 453 495	2 270 806 980 649	106,6	4 132 266 470 247	2 066 133 235 124	2 111 687 111 770	102,2	5 395 626 567 954	36,6	30,6
	RECETTES COURANTES	6 337 781 907 284	6 967 689 411 019	109,9	10 736 827 809 013	5 368 413 904 506	5 384 238 277 314	100,3	14 755 887 850 062	100,0	37,4

V.

DEPENSES FISCALES

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTERE DU BUDGET

DIRECTION DES POLITIQUES ET PROGRAMMATION BUDGETAIRE

ANNEXE N°: EVALUATION DES DEPENSES FISCALES POUR LES EXERCICES 2019 ET 2020

TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES FISCALES POUR LES EXERCICES 2019 ET 2020

Kinshasa, Janvier 2021

TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES FISCALES POUR LES EXERCICES 2019 ET 2020

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC	
		2019	2020	2019	2020
I.	DGI	208	214	207 300 000 000	96 200 000 000
I.1	IBP, Impôt mobilier et IERE	141	148	102 500 000 000	58 200 000 000
II.1	Taxes sur la Valeur ajoutée (DGI)	67	66	104 800 000 000	38 000 000 000
II.	DGDA	1 946	1 871	1 991 350 000 000	2 215 400 000 000
II.1	<i>Taxes sur la Valeur ajoutée (DGA)</i>	832	737	1 077 150 000 000	1 101 100 000 000
II.2	<i>Droits d'accises</i>	608	672	677 700 000 000	838 700 000 000
II.3	<i>Droits de douane</i>	506	462	236 500 000 000	275 600 000 000
III.	DGRAD	332	0	23 700 000 000	20 800 000 000
	TOTAL GENERAL	2 486	2 085	2 222 350 000 000	2 332 400 000 000

Source: Evaluation des dépenses fiscales pour les années 2019 et 2020 en République Démocratique du Congo, Ministère des Finances, Décembre 2021

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTÈRE DU BUDGET

DIRECTION DES POLITIQUES ET PROGRAMMATION BUDGETAIRE

ANNEXE N°: EVALUATION DES DEPENSES FISCALES POUR L'EXERCICE 2019 et 2020

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN OEUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC		AUTRES REMARQUES
										2019	2020	2019	2020	
I.	IBP, Impôt Mobilier et IERE									141	148	102 500 000 000	58 200 000 000	
1.1	Réduction du taux d'IM (Impôt Mobilier) pour les contribuables agréés au Code minier	Le titulaire des droits est redevable de l'Impôt mobilier conformément au droit commun (20%). Les intérêts payés par le titulaire en vertu des emprunts contractés en devises à l'étranger ainsi que les dividendes et autres distributions versés par le titulaire à ses actionnaires sont imposés au taux réduit à 10%.	Impôt Mobilier	Entreprises minières et actionnaires	Taux réduit	Art.232-Code minier	Loi n°18/001 du 09 mars 2018 portant le code minier	DGI: données des déclarations fiscales déposées par les bénéficiaires à partir de la DGE, DUI, DPI.	Pour les intérêts payés par chaque titulaire sur les emprunts contactés en devises à l'étranger et les dividendes et autres distributions versées par le titulaire à ses actionnaires, calculer l'IM au taux de 10%, ensuite, faire la différence entre l'IM de 20% et celui de 10% pour dégager le manque à gagner.	16	5	Entreprises	14 600 000 000	21 000 000 000
1.2	Exonération d'IBP pour les contribuables agréés au Code des investissements.	Les bénéfices réalisés par les investisseurs soumis au Code des investissements sont totalement ou partiellement exonérés de l'impôt sur les bénéfices et profits pour une durée de 3 à 5 ans en fonction de la zone économique dans laquelle l'investisseur a implanté le projet agréé.	IBP	Entreprises agréées au Code des investissements.	Exonération totale ou partielle.	Art. 13 - Code des investissements.	Loi n° 004/2002 du 21 février 2002 portant Code des investissements.	DGI: données des déclarations fiscales déposées par les bénéficiaires à partir de la DGE, DUI, DPI.	Pour chaque entreprise bénéficiaire d'une exonération au code des Investissements, s'agissant des bénéfices réalisés, la méthode consiste à appliquer la formule suivante: le bénéfice réalisé au base imposable multiplié par le taux de l'impôt concerné, qui est égal au résultat fiscal (<i>Impôt à payer</i>). Ce dernier est considéré comme montant de manque à gagner qui aurait dû être payé à l'administration fiscale par le truchement d'une banque Commerciale.	96	82	Entreprises bénéficiaires	63 500 000 000	16 600 000 000
1.3	Réduction du taux d'IBP pour les contribuables agréés au Code minier.	Les bénéfices nets réalisés par les exploitants miniers sont imposés à l'impôt sur les bénéfices et profits au taux réduit de 30 % par rapport au taux de 35% du droit commun.	IBP	Entreprises	Taux réduit	Art. 247 du Code minier.	Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018	DGI: données des déclarations fiscales déposées par les bénéficiaires à partir de la DGE, DUI,et des DPI.	Pour chaque entreprise minière qui réalise un bénéfice, l'IBP qui est calculé au taux de 30%, est divisé par six(6) pour trouver le montant de manque à gagner.	0	0	Entreprises	0	0

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN OEUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC		AUTRES REMARQUES
										2019	2020	2019	2020	
I.	IBP, Impôt Mobilier et IERE (suite)													
1.4	Réduction du taux d'IERE pour les contribuables agréés au Code minier.	Les salaires versés au personnel expatrié sont visés par un impôt exceptionnel sur les rémunérations du Personnel Expatrié payable au taux de 25 % pour le droit commun, tandis que pour les expatriés relevant du code minier, le taux est fixé à 10%.	IERE	Entreprises Minières	Taux réduit	Art.260-code minier	Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018.	Données des déclarations fiscales déposées par les bénéficiaires à partir de la DGE, de la DUI et des DPI.	(25%-10%) x salaires versés aux expatriés=manque à gagner ou dépense fiscale.	29	61	Entreprises	24 400 000 000	20 600 000 000
II.	TVA									899	803		1 181 950 000 000	1 139 100 000 000
II.1	Taxe sur la Valeur Ajoutée (DGI)									67	66		104 800 000 000	38 000 000 000
2.1.1	Exonération sur les biens et services acquis sur le marché domestique et utilisés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures.	Les biens acquis sur le marché domestique et destinés à l'exécution des marchés publics à financement extérieur bénéficiant d'une prise en charge de la TVA par l'Etat.	TVA	Entreprises	Exonération	Arrêté 076/CAB/MIN/FI N/2012 du 13 janvier 2012.	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	DGI: données recueillies dans les déclarations fiscales déposées par les entreprises bénéficiaires auprès de la DGE, de la DUI et des DPI	La méthode consiste à appliquer le taux de 16% de TVA sur tous les achats effectués ou tous les services reçus par les entreprises exécutant des marchés publics à financement extérieur. Cette TVA qui devrait être acquittée est prise en charge par l'Etat et constitue le manque à gagner.	26	29	Entreprises	21 600 000 000	17 400 000 000
2.1.2	Exonération des opérations effectuées sur le marché intérieur sous le régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur	Exonération des opérations effectuées sur le marché intérieur sous le régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur.	TVA	Entreprises	Exonération	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	DGI: données recueillies dans les déclarations fiscales déposées par les entreprises bénéficiaires auprès de la DGE, de la DUI et des DPI	La méthode consiste à appliquer le taux de 16% de TVA sur toutes les opérations effectuées par les entreprises exonérées sous le régime du partenariat stratégique sur les chaînes de valeur. Le montant total de la TVA due représente le manque à gagner.	15	12	Entreprises	41 600 000 000	15 600 000 000
2.1.3	Exonération en importation et sur le marché intérieur pendant 4 ans sous le régime du partenariat stratégique sur les chaînes de valeur	Exonération des opérations effectuées sur le marché intérieur sous le régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur.	TVA	Entreprises	Exonération	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	DGI:données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	26	25	Entreprises	41 600 000 000	5 000 000 000

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN OEUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC		AUTRES REMARQUES
										2019	2020	2019	2020	
II.2	Taxe sur la Valeur Ajoutée (DGDA)									832	737	1 077 150 000 000	1 101 100 000 000	
2.2.1	Les importations réalisées par les ASBL légalement constituées lorsque ces opérations présentent un caractère social, sportif, culturel, religieux, éducatif ou philanthropique conforme à leur objet, dans les conditions prévues par voie réglementaire	Les importations des ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique sont exonérés de la TVA	TVA	ONG et ASBL	Exonération	Art 15 Ord-loi 10/001 du 20 août 2010	Art 15 Ord-loi 10/001 du 20 août 2010	DGDA: données de déclarations fiscales déposées par les importateurs	La methode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées . Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	242	184	ONG et ASBL	44 400 000 000	41 400 000 000
2.2.2	Exonération pour les ventes et importations d'intrants agricoles	Les ventes et les importations des intrants agricoles destinés à l'agriculture sur base d'une liste déterminée par voie réglementaire sont exonérées de la TVA	TVA	Exploitants agricoles	Exonération	Art 15-Code des impôts	Ordonnance-Loi n°10-01 du 20 août 2010	DGDA: données de déclarations fiscales déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	76	73	Exploitants agricoles	7 100 000 000	8 100 000 000
2.2.3	Exonération sur les produits pharmaceutiques	les produits pharmaceutiques destinés à la prévention, au diagnostic et au traitement des maladies, des emballages des produits pharmaceutiques et des intrants pharmaceutiques ainsi que les matériels médicaux sont exonérés de TVA à l'importation et sur le marché domestique.	TVA	Ménages	Exonération	Art. 15-Code des impôts	Ordonnance-Loi n°10-01 du 20 août 2010	DGDA: données de déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	31	32	Ménages	3 300 000 000	2 700 000 000
2.2.4	Exonération des biens mobiliers	Les biens mobiliers dans le cadre du transfert des résidents	TVA	Ménages	Exonération	Art. 15-Code des impôts	Ordonnance-Loi n°10-01 du 20 août 2010	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	25	15	Ménages	500 000 000	400 000 000
2.2.5	Exonération des marchandises par les entreprises minières	Importation des marchandises par les entreprises minières, à l'exclusion des produits pétroliers, dans les conditions fixées par voie réglementaire	TVA	Entreprises	Exonération	Art. 15-Code des impôts	Ordonnance-Loi n°10-01 du 20 août 2010	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	48	45	Entreprises	470 500 000 000	398 300 000 000
2.2.6	Exonération des biens d'équipements destinés aux investissements de création	Importation, par les entreprises nouvelles, des biens d'équipements destinés aux investissements de création, dans les conditions déterminées .	TVA	Entreprises	Exonération	Artr. 15-Code des impôts	Ordonnance-Loi n°10-01 du 20 août 2010	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	95	87	Entreprises	41 000 000 000	86 400 000 000

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN OEUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC		AUTRES REMARQUES
										2019	2020	2019	2020	
II.2	Taxe sur la Valeur Ajoutée (DGDA) (Suite)													
2.2.7	Exonération sur les biens et services acquis sur le marché domestique et utilisés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures.	Les biens acquis sur le marché domestique et destinés à l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures sont exonérés de TVA.	TVA	Entreprises	Exonération	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les bénéficiaires auprès de la DGDA	Pour chaque entreprise bénéficiant du code des investissements pour les bénéfices réalisés, la méthode consiste à appliquer la formule au bénéfice imposable exonéré . Par la suite, la somme des manques à gagner de l'ensemble des entreprises visées représente la dépense fiscale.	88	93	Entreprises	112 900 000 000	159 800 000 000
2.2.8	Exonération en importation et sur le marché intérieur pendant 4 ans sous le régime du partenariat stratégique sur les chaînes de valeur	Les importations des entreprises agréées au titre des Patenariats stratégiques sur les chaînes de valeur sont exonérée de TVA pour une période de 4 ans.TVA	TVA	Entreprises	Exonération	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises immportées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	26	25	Entreprises	34 100 000 000	15 000 000 000
2.2.9	Exonération des matériaux et articles	Les matériaux et articles destinés à la recherche et/ou l'éducation	TVA		Exonération	Art.339.Ordonnance-loi 10/002 du 20 août 2010	Orrdonnance -loi 10/002 du 20 août 2010	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.				300 000 000	0
2.2.10	Exonération en importation pour les biens approuvés dans le cadre d'une Convention minière	Importation pour les biens approuvés dans le cadre d'une Convention minière	TVA		Exonération	Convention minière	Convention minière	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	10	5		700 000 000	100 000 000
2.2.11	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier en phase d'exploitation sur les biens d'équipement	Les importations des biens d'équipement des entreprises agréées au Code minier en phase d'exploitation bénéficient d'un taux de 5%.	TVA	Entreprises	Réduction de taux	Art. 232-Code minier	Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	39	40	Entreprises	104 100 000 000	132 200 000 000
2.2.12	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier sur les carburants et consommables	Les importations de Carburants et de consommables des entreprises agréées au Code minier bénéficient d'un taux de 3%.	TVA	Entreprises	Réduction de taux	Art.232-Code minier	Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	40	42	Entreprises	70 500 000 000	83 600 000 000
2.2.13	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier en phase de recherche de prospection et d'exploration sur les biens d'équipement	Les importations de biens d'équipement des entreprises agréées au Code minier qui sont en phase de recherche et d'exploration bénéficient d'un taux de 2%.	TVA	Entreprises	Réduction de taux	Art. 232-Code minier	Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	24	25	Entreprises	167 050 000 000	156 200 000 000

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN OEUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC		AUTRES REMARQUES
										2019	2020	2019	2020	
II.2	Taxe sur la Valeur Ajoutée (DGDA) (Suite)													
2.2.14	Exonération en importation de l'énergie électrique	Importation de l'énergie électrique	TVA		Exonération	Loi 14/011 du 17 juin 2014	Loi 14/011 du 17 juin 2014	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées . Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	5	11		12 000 000 000	8 600 000 000
2.2.15	Exonération pour les projets de coopération	Les importations effectuées pour le compte de projets de coopération sont exonérés de TVA.	TVA	ONG et ASBL	Exonération	Article 339 de l'Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées . Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	11	9	ONG et ASBL	900 000 000	2 000 000 000
2.2.16	Exonération Boutique hors taxes	Les objets destinés à l'exercice du culte sont importés en franchise de TVA	TVA	Ménages	Exonération	Article 339 de l'Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées . Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	3	3	Ménages	2 600 000 000	2 100 000 000
2.2.17	Exonération dérogatoire	Les objets destinés à l'exercice du culte sont importés en franchise de TVA	TVA	ONG et ASBL	Exonération	Article 339 de l'Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées . Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	47	41	ONG et ASBL	2 600 000 000	2 100 000 000
2.2.18	Marchandises et envois dans le cadre humanitaire	les objets destinés à l'exercice du culte sont importés en franchise de TVA	TVA	ONG et ASBL	Exonération	Article 339 de l'Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées . Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	22	7	ONG et ASBL	2 600 000 000	2 100 000 000

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN OEUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC		AUTRES REMARQUES
										2019	2020	2019	2020	
III.	Droits d'accises									608	672	677 700 000 000	838 700 000 000	
3.1	Exonération pour les marchandises et services soumis aux droits d'accises de la production locale	Les marchandises et services soumis aux droits d'accises de la production locale	Droits d'accises	Entreprises agréées au Code des investissements	Exonération	Art. 56. Ordonnance-loi 18/002 du 13 mars 2018	Art. 56. Ordonnance-loi 18/002 du 13 mars 2018	DGDA: données de déclarations fiscales déposées par les importateurs agréées au Code des investissements	Pour chaque entreprise bénéficiant du Code des investissements, la méthode consiste à appliquer le taux normal de droits d'accises aux marchandises importées. Le montant des droits d'accises normalement dû représentent le manque à gagner.	0	23	Entreprises agréées au Code des investissements	244 700 000 000	377 900 000 000
3.2	Exonération pour les contribuables agréés au Code des investissements sur l'importation des machines, d'outillages, de matériel neuf et de pièce de rechange	Les importations des machines, d'outillage de matériel neuf et des pièces de rechange sont exonérées des droits d'accises pour les contribuables agréés au Code des investissements.	Droits d'accises	Entreprises agréées au Code des investissements.	Exonération	Art. 10-Code des investissements	Loi n° 004/2001 du 21 février 2002 portant Code des investissements.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs agréés au Code des investissements	Pour chaque entreprise bénéficiant du code des investissements , la méthode consiste à appliquer le taux normal des droits d'accises aux marchandises importées. le montant des droits d'accises normalement dû présente le manque à gagner.	22	32	Entreprises agréées au Code des investissements.	2 600 000 000	2 900 000 000
3.3	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier en phase d'exploitation sur les biens d'équipement	les entreprises agréées au Code minier bénéficient d'une réduction de taux à 5% en phase d'exploitation sur les biens d'équipements miniers (s'applique aux extension de plus de 30 % de ma capacité).	Droits d'accises	Entreprises agréées au Code minier	Réduction de taux	Article 232-Code minier	Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018	DGDA: données de déclaration fiscale déposées par les importateurs agréées au Code minier	Pour chaque entreprise bénéficiant du code minier , la méthode consiste à appliquer le taux normal des droits d'accises aux marchandises importées. le montant des droits d'accises normalement dû présente le manque à gagner.	20	23	Entreprises agréées au Code minier	0	300 000 000
3.4	Exonération des biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur sources extérieures	Les biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics à financement extérieur sont exonérés de droit d'accises	Droits d'accises	Entreprises	Exonération	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit d'accise aux marchandises importées. Le montant de droit d'accise normalement dû représente le manque à gagner.	59	56	Entreprises	5 400 000 000	10 400 000 000
3.5	Exonération en importation des biens destinés aux ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique	Les importations des ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique sont exonérés de la TVA	Droits d'accises	ONG et ASBL	Exonération	Loi 004/2001 du 20 juillet 2001	Loi 004/2001 du 20 juillet 2001	DGDA : données des déclarations fiscales déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	92	80	ONG et ASBL	1 600 000 000	1 900 000 000
3.6	Exonération pour les boutiques hors taxes	Les importations de biens destinés à être vendues dans les boutiques hors taxes sont exonérales de droit d'accises.	Droits d'accises	Ménages	Exonération	Circulaire N° CAB/MIN/FIN/2013 du 10 janvier 2013	Circulaire N° CAB/MIN/FIN/2013 du 10 janvier 2013	DGDA : données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	3	3	Ménages	4 100 000 000	4 600 000 000
3.7	Exonération pétrolière	La violation de l'article 25 point 3 de l'Ordonnance-loi n° 18/002 du 13 mars 2018 portant Code des Accises.	Droits d'accises	Entreprises	Exonération	Article 339 de l'Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes.	Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes.	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit d'accises aux marchandises importées. Le montant de droit d'accises normalement dû représente le manque à gagner.	386	431	Entreprises	379 100 000 000	401 700 000 000

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN OEUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC		AUTRES REMARQUES
										2019	2020	2019	2020	
III.	Droits d'accises (suite)													
3.8	Exonération pétrolière	Les conventions pétrolières signées le 09 et 11 août 1969 ainsi que de leurs avenants, entre l'Etat congolais et respectivement le Groupe pétrolier off shore (exploitation maritime) et le Groupe on shore (exploitation terrestre).	Droits d'accises	Entreprises	Exonération	Article 339 de l'Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit d'accises aux marchandises importées. Le montant de droit d'accise normalement dû représente le manque à gagner.	2	2	Entreprises	37 400 000 000	36 300 000 000
3.9	Exonération dérogatoire	Les importations effectuées pour le compte de projets de coopération sont exonées de droits d'accises	Droits d'accises	Entreprises	Exonération	Article 339 de l'Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit d'accises aux marchandises importées. Le montant de droit d'accise normalement dû représente le manque à gagner.	24	22	Entreprises	2 800 000 000	2 700 000 000
IV.	Droits de douane									506	462		236 500 000 000	275 600 000 000
4.1	Echantillons commerciaux	Les échantillons commerciaux	Droits de douane	ménages	Exonération	Art. 12- Code des douanes	Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant code des douanes.	DGDA: données des déclarations douanières des échantillons commerciaux	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droits de douane normalement dû représente le manque à gagner.	34	9	Ménages	0	0
4.2	Exonération des objets de déménagement	Les objets de déménagement	Droits de douane	ménages	Exonération	Art. 12- Code des douanes	Ordonnance-Loi n° 010/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes	DGDA: données des déclarations douanières des objets de déménagement	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droits de douane normalement dû représente le manque à gagner.	54	38	ménages	400 000 000	400 000 000
4.3	Exonération des dons adressés aux organismes charitables ou philanthropique ou agréés et destinés à une distribution gratuite à des personnes nécessiteuses	Dons adressés aux organismes charitables ou philanthropiques ou agréés et destinés à une distribution gratuite à des personnes nécessiteuses	Droits de douane	ONG et ASBL	Exonération	Art. 12- Code des douanes	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA : données des déclarations douanières des entreprises agréées sous régime conditionnel de destination	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droits de douane normalement dû représente le manque à gagner.	15	6	ONG et ASBL	700 000 000	0
4.4	Exonération des dons ou les matériels fournis gratuitement à la rdc et aux ETD dotées de la personnalité juridique	Les dons ou les matériels fournis gratuitement à la rdc et aux ETD dotées de la personnalité juridique	Droits de douane	ONG et ASBL	Exonération	Art. 12- Code des douanes	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA : données des déclarations douanières des entreprises agréées sous régime conditionnel de destination	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droits de douane normalement dû représente le manque à gagner.	15	6	ONG et ASBL	700 000 000	0
4.5	Exonération pour les projets de coopération	Les importations effectuées pour le compte de projets de coopération sont exonées de droits de douane	Droits de douane	ONG et ASBL	Exonération	Article 339 de l'Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	11	9	ONG et ASBL	800 000 000	700 000 000

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN OEUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC		AUTRES REMARQUES
										2019	2020	2019	2020	
IV.	Droits de douane (suite)													
4.6	Exonération en importation des biens destinés aux ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique	Les importations des ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique sont exonérées de droit de douane	Droits de douane	ONG et ASBL	Exonération	Loi 004/2001 du 20 juillet 2001	Loi 004/2001 du 20 juillet 2001	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droit de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	142	125	ONG et ASBL	26 900 000 000	24 600 000 000
4.7	Exonérations pour les boutiques hors taxes	Les importations de biens destinés à être vendues dans les boutiques hors taxes sont exonérées de TVA	Droits de douane	Ménages	Exonération	Circulaire N° CAB/MIN/FIN/2013 du 10 janvier 2013	Circulaire N° CAB/MIN/FIN/2013 du 10 janvier 2013	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs.	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droit de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	3	3	Ménages	1 900 000 000	1 400 000 000
4.8	Exonération pour les contribuables agréés au Code des investissements sur l'importation des machines, d'outillages, des matériels neufs et des pièces de recharge	Exonération complète des droits et taxes à l'importation pour les machines et l'outillage, le matériel neuf et les pièces de recharge	Droits de douane	Entreprises agréées au Code des investissements.	Exonération	Art. 10,11,20- Code des investissements	Loi n° 004/2002 du 21 février 2002 portant Code des investissements.	DGDA : données des déclarations douanières des entreprises agréées au Code des Investissements.	Pour les entreprises agréées au Code des investissements, la méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droits de douane normalement dû représente le manque à gagner.	34	30	Entreprises agréées au Code des investissements.	22 900 000 000	50 900 000 000
4.9	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier en phase d'exploitation sur les biens d'équipement	Les importations de biens d'équipement des entreprises agréées au Code minier en phase d'exploitation bénéficient d'un taux de 5 %.	Droits de douane	Entreprises	Réduction de taux	Art. 232 - Code minier	Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	40	38	Entreprises	25 700 000 000	33 500 000 000
4.10	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier en phase de recherche de prospection et d'exploration sur les biens d'équipement	Les importations de biens d'équipement des entreprises agréées au Code minier qui sont en phase de recherche et d'exploration bénéficient d'un taux de 2%.	Droits de douane	Entreprises	Réduction de taux	Art. 232 - Code minier	Loi n° 18/001 du 09 mars 2018	DGDA : données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Les montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	25	25	Entreprises	65 800 000 000	60 700 000 000
4.11	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier sur les carburants et consommables.	Les importations de Carburants et de consommables des entreprises agréées au Code minier bénéficient d'un taux de 3%.	Droits de douane	Entreprises	Réduction de taux	Art. 232 - Code minier	Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n° 18/001 du 09 mars 2018	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	14	12	Entreprises	2 400 000 000	1 700 000 000
4.12	Exenération en importation des intrants agricoles destinés à l'agriculture	Les ventes et les importations des intrants agricoles destinés à l'agriculture sur base d'une liste déterminée par voie réglementaire sont exonérées de droit de douane.	Droits de douane	Exploitants agricoles	Exonération	Art. 71 et 72 - Loi n° 11/022	Ordonnance - Loi n° 11/022	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	74	72	Exploitants agricoles	2 400 000 000	2 300 000 000

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN OEUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC		AUTRES REMARQUES
										2019	2020	2019	2020	
IV.	Droits de douane (suite)													
4.13	Exonération des biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur sources extérieures	Les biens acquis sur le marché domestique et destinés à l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures sont exonérés de droit de douane.	Droits de douane	Entreprises	Exonération	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les bénéficiaires à partir de la DGE, de la DUI et des DPI	Pour chaque entreprise bénéficiant du code des investissements pour les bénéfices réalisés, la méthode consiste à appliquer la formule au bénéfice imposable exonéré. Par la suite, la somme des manques à gagner de l'ensemble des entreprises visées représente la dépense fiscale.	88	93	Entreprises	57 400 000 000	80 800 000 000
4.14	Exénération en importation et sur le marché intérieur pendant 4 ans sous le régime du partenariat stratégique sur les chaînes de valeur.	Les importations des entreprises agréées au titre des Patenariats stratégiques sur les chaînes de valeur sont exonérées de droit de douane pour une période de 4 ans.	Droits de douane	Entreprises	Exonération	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	DGDA : données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA au marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	26	25	Entreprises	17 900 000 000	7 400 000 000
4.15	Exonération des biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur sources extérieures	Les biens acquis sur le marché domestique et destinés à l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures sont exonérés de droit de douane.	Droits de douane	Entreprises	Exonération	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	DGDA: données des déclarations douanières déposées par les bénéficiaires à partir de la DGE, de la DUI et des DPI.	Pour chaque entreprise bénéficiant du code des investissements pour les bénéfices réalisés, la méthode consiste à appliquer la formule au bénéfice imposable exonéré. Par la suite, la somme des manques à gagner de l'ensemble des entreprises visées représente la dépense fiscale.	0	0	Entreprises		100 000 000
4.16	Exonération CKD et MKD	Les importations de biens destinés sous le régime CKD (à l'état complètement démonté) sont assortis des droits de douane respectivement de 5 % et 10 %	Droits de douane	Entreprises agréées sous régime conditionnel de destination (CKD et MKD)	Réduction de taux	Art. 12 - Code des douanes	Ordonnance - Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes	DGDA : données des déclarations douanières des Entreprises agréées sous régime conditionnel de destination (CKD et MKD)	Pour les entreprises agréées sous régime CKD et MKD, la méthode consiste à appliquer le taux réduit de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droits de douane normalement dû représente le manque à gagner.	19	18	Entreprises agréées sous régime conditionnel de destination (CKD et MKD)	11 000 000 000	11 500 000 000

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN OEUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC		AUTRES REMARQUES
										2019	2020	2019	2020	
V.	Taxes administratives (DGRAD)									332	0	23 700 000 000	20 800 000 000	
5.1	Exonération de la taxe de contrôle des produits d'origine toxique, soporifique et stupéfiante pour les Entreprises éligibles au partenariat stratégique sur la chaîne des valeurs	Les entreprises agréées éligibles au partenariat stratégique sur la chaîne des valeurs sont exonérations et la taxe de contrôle des produits d'origine toxique, soporifique et stupéfiante.	Taxe de contrôle des produits d'origine toxique, soporifique et stupéfiante.	Entreprises éligibles au Partenariat stratégique sur la chaîne des valeurs	Exonération	Décrets Arrêtés ministériels	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	Déclaration des Entreprises lors de l'importation	La méthode consiste à appliquer le taux normal de la taxe qui aurait normalement été appliquée en fonction de la valeur des produits importés.	3	0	Entreprises	200 000 000	12 400 000 000
5.2	Exonération de la taxe de contrôle des produits d'origine toxique, soporifique et stupéfiante pour les entreprises agréées au Code des Investissements	Les Entreprises agréées au Code des Investissements sont exonérées de la taxe de contrôle des produits d'origine toxique, soporifique et stupéfiante	Taxe de contrôle des produits d'origine toxique, soporifique et stupéfiante.	Entreprises agréées au Code des Investissement s	Exonération	Décrets Arrêtés ministériels	Loi n°004/2001 du 21 février 2001 portant Code des Investissements	Déclaration des Entreprises lors de l'importation	La méthode consiste à appliquer le taux normal de la taxe qui aurait normalement été appliquée en fonction de la valeur des produits importés.	73	0	Entreprises	4 300 000 000	600 000 000
5.3	Exonération de la taxe de contrôle des produits d'origine toxique, soporifique et stupéfiante pour les ONG, ASBL et EUP	Les entreprises agréées au code des investissements sont exonérées de la taxe de contrôle des produits d'origine toxique, soporifique et stupéfiante		ONG, ASBL et EUP	Exonération	Décrets arrêtés ministériels	Loi n°004/2001 du 20 juillet 2001	Déclaration des ONG et EUP lors de l'importation	La méthode consiste à appliquer le taux normal de la taxe qui aurait normalement été appliquée en fonction de la valeur des produits importés	49	0	Les ONG, ASBL et EUP	18 500 000 000	7 800 000 000
5.4	Exonération des droits, taxes et redevances (tous) pour le Groupe des Entreprises Chinoises	Le Regroupement des Entreprises Chinoises	Tous	Entreprises Chinoises	Exonération	Décrets arrêtés ministériels	Convention signées à Beijing le 22 avril 2008	Déclaration des ONG et EUP lors de l'importation	La méthode consiste à appliquer le taux normal de la taxe qui aurait normalement été appliquée en fonction de la valeur des produits importés	207	0	Entreprises Chinoises	700 000 000	0
TOTAL GENERAL										2 486	2 085	2 222 350 000 000	2 332 400 000 000	

Source: Evaluation des dépenses fiscales pour les années 2019 et 2020 en République Démocratique du Congo, Ministère des Finances, Décembre 2021